

Les démocrates sans Kennedy

La décision récente de M. Edward Kennedy de ne pas briguer la présidence des États-Unis en 1988 n'a pas fini de provoquer des remous au sein des deux grands partis qui se disputent l'électorat américain. Survenant au moment où on l'attendait le moins, étant donnée l'avance qu'avait dans les sondages le sénateur du Massachusetts sur ses concurrents démocrates à l'investiture, la nouvelle a surpris. Tous ceux, chez les démocrates comme chez les républicains, qui ont quelque ambition à succéder à Ronald Reagan à la Maison Blanche se voient ainsi contraints à dévisser leur stratégie plus tôt qu'ils ne l'auraient souhaité.

« L'Amérique a besoin de se reposer des Kennedy et vice versa. » En prenant sa résolution, le cadet d'une dynastie politique qui vit deux de ses plus illustres représentants — l'ancien président John Fitzgerald et son frère Robert — tomber sous les balles d'assassins avait peut-être à l'esprit cette remarque désabusée de son neveu David, mort par suicide il y a dix-neuf mois. Des considérations d'ordre personnel ont assurément joué dans son renoncement. Dévoilé et, pis encore, non remarqué, M. Edward Kennedy continue de subir l'opprobre que lui avait valu son comportement contestable dans l'accident d'automobile de Chappaquiddick, en 1969, où sa secrétaire avait trouvé la mort. Le sénateur paraît être arrivé à la conclusion que le temps n'avait pas encore suffisamment fait son œuvre pour permettre le pardon.

L'effacement de M. Edward Kennedy est aussi le résultat d'une évaluation réaliste des chances des démocrates de redevenir le « parti du président ». Depuis la défaite écrasante subie par M. Walter Mondale, en novembre 1984, le Parti démocrate est à la dérive, sans programme cohérent et sans dirigeant charismatique. Associé à l'héritage du New Deal de Roosevelt ou au dessein d'une Nouvelle Frontière tracé par JFK, le nom de Kennedy reste synonyme dans l'opinion américaine d'un libéralisme politique que la révolution conservatrice réaganienne a sévèrement ébranlé.

Les dernières consultations électorales ont démontré que le « message libéral » — de gauche, selon la terminologie européenne — passait mal dans un pays connaissant une relative prospérité et plus fidèle que jamais à sa tradition individualiste. Les préoccupations des jeunes générations, notamment, sont différentes de celles de leurs aînés. La population blanche du Sud, autrefois l'un des plus solides bastions des démocrates, leur a échappé progressivement depuis la fin de la guerre.

Conscient de la nécessité de procéder à des révisions idéologiques fondamentales, M. Edward Kennedy avait lui-même, au printemps dernier, appelé son parti à lancer de « nouvelles idées ». Il prenait ainsi la suite du sénateur Gary Hart, candidat à l'investiture contre M. Walter Mondale en 1984, et qui se trouve de nouveau, aujourd'hui, porté en première ligne. Mais le champ de la compétition est largement ouvert, et les vocations présidentielles vont sans doute se multiplier aussi bien chez les démocrates que chez les républicains.

Le paradoxe de la situation est que M. Edward Kennedy était le seul candidat que les républicains se disaient sûrs de pouvoir battre. Son absence ne va pas manquer, de leur côté aussi, d'ouvrir le jeu politique et de favoriser les rivalités.

M. MITTERRAND EN VISITE PRIVÉE EN EGYPTÉ

Nous devons faire pression sur l'OLP pour qu'elle reconnaisse l'existence d'Israël nous déclare le président Moubarak

M. François Mitterrand passera les fêtes de Noël en Egypte à l'invitation du président Moubarak, a annoncé l'Elysée lundi soir 23 décembre. De son côté, M. Mermaz, président de l'Assemblée nationale, effectuera à partir du jeudi 26 décembre une visite d'une semaine en Egypte. Le président Moubarak, enfin, se rendra en France du 27 au 29 janvier.

De notre envoyé spécial

Le Caire. — « C'était la seule décision possible même si, a posteriori, on peut dire qu'il y en avait une meilleure... » Depuis plus de trente minutes, le président Moubarak parle de la malheureuse intervention des commandos égyptiens sur l'aéroport de Malte. Le raisonnement qu'il ne répond à nos questions, tant il veut convaincre.

Le discours qu'il tient, dans son palais de Koubbeh, à Héliopolis, n'est pas vraiment nouveau ; on sent qu'il a déjà ressenti toutes ces explications, ces justifications. Mais il veut qu'elles soient entendues.

Le successeur de Sadate est conscient qu'il traverse une passe difficile, mais il estime aussi que les coups du sort qui viennent de le frapper sont par trop injustes. Et il n'a pas tort, ce solide homme de bonne volonté, d'une intégrité exceptionnelle, entièrement dévoué à son peuple.

Tout a commencé à mal tourner le 5 octobre dernier, lorsqu'un soldat égyptien, en poste dans le Sinaï, ouvre le feu sur un groupe de touristes israéliens, faisant sept victimes, dont quatre enfants. Quelques jours plus tard, c'est l'affaire de l'Achille-Lauro qui éclate, provoquant une grave crise américano-égyptienne : Washington soupçonne le président Moubarak d'avoir cherché à faire « évaporer » les attentats du détournement naval. Le Caire reproche à son puissant allié l'interception de l'appareil égyptien à bord duquel avaient pris place les victimes.

Mais à peine les vagues soulevées par l'Achille-Lauro commencent-elles à s'apaiser que le président Moubarak se retrouve sur la sellette à la suite du massacre provoqué par ses unités spéciales le 24 novembre, en se lançant à l'assaut du Boeing d'Égyptair détourné à partir d'Athènes vers Malte.

Peut-être est-ce parce qu'elle est la plus récente ? Peut-être est-ce parce qu'elle lui paraît illustrer parfaitement la culpabilité du colonel Kadafi ? Toujours est-il que c'est l'affaire de Malte qui inspire le plus le président Moubarak. Il ne fait état d'aucune preuve scientifique de la respon-

sabilité libyenne, mais il accumule les indices allant tous dans le même sens, et explique :

« Deux jours après le premier attentat manqué contre Baccouche (1), nous avons été informés de ce que Kadafi avait ordonné le détournement d'un avion d'Égyptair, soit à partir de Francfort, soit à partir d'Athènes. Tout de suite, j'ai chargé un responsable des affaires étrangères égyptiennes de faire savoir aux Libyens, par téléphone, qu'un tel acte entraînerait de notre part une réaction ferme et déterminée. J'ai également décrété l'état d'alerte dans nos régions frontalières avec la Libye. Quelques jours plus tard, j'ai su que Kadafi avait donné un contreordre concernant le détournement.

« Par la suite, continue le président Moubarak, Kadafi a monté un second attentat contre Baccouche (2) ; que nous avons également mis en échec. Je ne m'attendais pas à ce qu'il récidive. C'est après cette seconde tentative ratée que Kadafi a réactivé son ordre de détournement de nos appareils. C'est lorsque

cet appareil a atterri à Malte que nous avons établi un lien avec la Libye, car les autorités maltaises avaient refusé, dès le début du détournement, l'autorisation d'atterrir. C'est uniquement parce que l'appareil avait été endommagé par les balles tirées à bord (3) qu'elles ont changé d'avis. Il y avait urgence.

« Lorsqu'il y a détournement, d'autre part, les pirates ont toujours des revendications précises. Ceux-ci n'en n'avaient aucune. Ils voulaient simplement dialoguer avec l'ambassadeur libyen. Mais ce dernier leur a fait savoir qu'il n'avait rien à voir avec eux et a été immédiatement rappelé à Tripoli par son gouvernement. »

JACQUES AMALRIC.
(Lire la suite page 5.)

(1) Opposant en exil, vivant au Caire. Il fit l'objet d'un faux attentat de la part des services libyens, qui se ridiculèrent dans cette affaire (le Monde du 12 et des 18 et 19 novembre 1984).

(2) Le Monde des 8 et 9 septembre 1985.

(3) Un échange de coups de feu eut lieu peu après le détournement entre un garde égyptien — qui fut tué — et un pirate.

L'Etat, les syndicats et les licenciements

Le projet de loi sur l'aménagement du temps de travail a relancé le débat sur la flexibilité de l'emploi, un thème qui va revenir tout au long de la campagne électorale. Le RPR propose ainsi de supprimer l'autorisation administrative préalable pour les licenciements économiques, sauf dans le cas où une entreprise réclamerait une aide de l'Etat.

par
JEAN-JACQUES DUPEYROUX

N'oubliez jamais... principe fondamental de la vie politique française ! A les entendre ou à les lire, nos hommes politiques de tous bords ont toujours été, à tous moments et en toutes circonstances, de parfaits modèles de lucidité.

Comment concilier un tel principe avec, parfois, des revirements à

180 degrés ? Deux méthodes. D'abord, la négation pure et simple du changement. Mais lorsque cette négation contredit l'évidence, le résultat peut être consternant. Beaucoup plus habile la charge féroce, la fulmination contre la démarche que naguère on faisait siennne, ce dernier détail étant évidemment passé sous silence. Comment le public pria à témoin s'imaginait-il que le criminel se cache sous le robe du procureur ?

Cette deuxième méthode a été brillamment utilisée par Jacques Chirac dans son fameux débat avec Laurent Fabius, à propos de l'autorisation administrative à laquelle sont soumis les licenciements pour cause économique : « Vous faites donner une autorisation de licenciement par les fonctionnaires de l'inspection du travail qui ne connaissent strictement rien aux problèmes de l'entreprise... Il est absurde de confier à des fonctionnaires qui n'ont pas de

Le terrorisme urbain en Afrique du Sud



L'attentat qui s'est produit, lundi 23 décembre, à Durban, entraînant la mort de cinq personnes parmi la population blanche, marque une recrudescence du terrorisme dans les zones urbaines et confirme que l'ANC (Congrès national africain), en dépit de la répression accrue menée par le régime de Pretoria, s'est réorganisé.

PAGE 4

Nouvelle ligne du RER en chantier

En 1988, soixante-quinze mille banlieusards du nord de Paris pourront gagner la capitale avec la ligne Ermont-Invalides.

PAGE 9

Difficultés dans l'industrie du jouet

Elle dépend de plus en plus des émissions de télévision. Mais les fabricants français se méfient des modes.

PAGE 16

Débats : Religion (2) • Etranger (3 à 6) • Politique (7) • Société (9 et 10) • Culture (11 et 12) • Communication (13 et 14) • Economie (15 à 19)

Programmes des spectacles (12 et 13) • Radio-télévision (14) • Informations services : Météorologie, Mots croisés (15) • Carnet (15) • Annonces classées (10)

CRISE DANS LA PRESSE BRITANNIQUE

La bataille de Fleet Street

De notre envoyé spécial

Londres. — Rien ne va plus à Fleet Street, cette rue pittoresque de la City, à l'ombre de la cathédrale de Saint-Paul, réputée dans le monde entier parce qu'elle abrite les grands quotidiens anglais. Dans les nombreux « pubs » fréquentés par les journalistes — tel le célèbre El Vano — il n'est question que de rachats de journaux ou de démantèlements d'imprimeries. La crise des journaux ne date pas d'aujourd'hui, mais la longue guerre d'usure entre les barons de presse et les syndicats a propulsé l'introduction de la nouvelle technologie dans la fabrication des journaux entre dans une phase décisive.

Plusieurs titres connaissent des difficultés particulières, notamment le Mirror Group de Robert Maxwell, le vénérable Daily Tele-

graph, qui vient d'être cédé à un homme d'affaires controversé canadien, le Guardian, en grève pour la seconde fois en moins de deux semaines, et le Standard, seul quotidien londonien du soir, qui vient d'être racheté par le Daily Mail. L'arrivée sur la scène d'un jeune industriel aux idées révolutionnaires, Eddie Shah, risque de bouleverser complètement le paysage, car il s'apprête à lancer le premier journal électronique.

Les Britanniques, pour 80 %, lisent un journal tous les jours. En moyenne, trois adultes sur quatre, âgés de plus de quinze ans, lisent un quotidien national du matin, et un sur deux lit un journal du soir. La presse nationale a un tirage global de quinze millions et demi d'exemplaires en semaine et plus de dix-huit millions le dimanche. La Grande-Bretagne n'est battue que par la Suède en ce qui

responsabilités ou de compétences dans ce domaine le soin de juger a été fait ou non licencié, côté paralyse l'emploi, et cela fait que nous avons un chômage qui s'accroît... Et, après avoir évoqué le comble de l'absurdité, d'achever par cette phrase d'anthologie : « Vous voulez tout réglementer... »

Cherchant une malheureuse diversion du côté de la réglementation des prix, Laurent Fabius eût été mieux inspiré de rappeler que ce n'est nullement lui qui a voulu « tout réglementer » : c'est en effet une loi du 3 janvier 1975, due au même Jacques Chirac alors premier ministre, qui a soumis les licenciements pour cause économique à l'autorisation de l'administration ! Cette loi méritait-elle le procès véhément que lui fait aujourd'hui son promoteur (1) ?

(1) En ce qui concerne les licenciements individuels, l'autorisation préalable, à laquelle est assimié le silence gardé pendant sept jours,

interdit au salarié de contester utilement le bien-fondé de son renvoi. A partir du moment où cette autorisation a été donnée de la façon la plus systématique, tel un coup de tampon « inattaquable » apposé sur les licenciements, le système s'est complètement retourné contre les salariés. L'effet pervers dans toute sa perfection.

L'abrogation de la loi mettra fin à ce déni de justice en restituant toutes leurs compétences aux tribunaux judiciaires ; mais les petits employeurs ne mettront pas longtemps à réaliser qu'on leur a fait faire, par ce retour à la normale, un étonnant marché de dupes.

(Lire la suite page 18.)

Avec une telle performance, comment se fait-il que Fleet Street soit en crise ? Il faut d'abord corriger l'image trop idyllique suggérée par les chiffres. Les plus gros tirages de la presse quotidienne ou hebdomadaire, entre trois et quatre millions d'exemplaires, sont atteints par les journaux populaires, en petit format (tabloid) The Sun, The News of the World, The Mirror, qualifiés souvent de gutter press (presse de bas étage) ou de junk journalism (journalisme sans valeur), fondées essentiellement sur les scandales, le sexe et des jeux de hasard comme le Bingo.

ALAIN WOODROW.

(Lire la suite page 13.)

PLÉIADES

Paris

Les cigares Pléiades sont fabriqués exclusivement à la main à Santiago de los Caballeros (République dominicaine), par les maîtres cigariers qui perpétuent les traditions cigarières de Cuba et de Saint-Domingue.

Après de longs mois de soins apportés à leur mûrissement et au mélange des tabacs, les cigares Pléiades sont transportés par bateau en France pour un ultime examen et l'emballage.

Une, panamella très équilibrée (cig. 23,20 F/cof. 350,80 F)
Amoré, corona long, style plus américain (cig. 20,50 F/cof. 492,00 F)
Orion, grand corona à l'arôme très développé (cig. 23,20 F/cof. 350,80 F)
Négus, double corona à l'arôme puissant (cig. 46,00 F/cof. 1 004,00 F)
Sine, très grand cigare, capiteux et suave à la fois (cig. 27,30 F/cof. 635,20 F)

Tous sont présentés dans des coffrets en cèdre massif. Tous sont protégés par l'autorégulateur mini-Humistat 70, incorporé au coffret.

Ils ont tous des capes claires et sont souples sous les doigts. Ils sont placés sans serrage excessif, et sans cellophane, dans les coffrets en cèdre dont l'arôme se marie aux senteurs profondes des tabacs, pour le plus grand charme du véritable amateur.

Dans les boutiques des grands spécialistes de cigare

صكرا من الامل

صباحنا من الامم

débats

RELIGION

Noël, fête des hommes de bonne volonté et de l'ouverture des chrétiens sur le monde. Jean-François Six parle de son expérience des relations des catholiques avec les non-croyants et Jean Cardonnel s'attriste que le synode n'ait pas ravivé le brasier du concile.

Une même foi en l'homme

Le risque d'enfermement des chrétiens sur eux-mêmes

VINGT ans, cet âge symbolique ! Vingt ans, c'était autrefois un printemps, avec cent neurs et cent promesses. C'est aujourd'hui un âge difficile où l'avenir n'est plus du tout donné, où l'horizon est singulièrement incertain.

Ce qui est vrai désormais pour l'être humain, l'est-il devenu aussi pour les structures ou les institutions qui ont vingt ans ? Vivantes, elles aussi, un même malaise, un même âge d'incertitude ?

Prenez, par exemple, une institution qui a été fondée tout à la fin du concile Vatican II, il y a donc vingt ans. Il faut avoir assisté de près à la naissance du Secrétariat pour les relations avec les non-croyants pour savoir ce qu'elle éveille d'espérance ; l'Eglise reconnaissait, comme le disait Gaudium et Spes, qu'elle recevait beaucoup et avait beaucoup à recevoir, pour sa foi même, de l'autre, étranger à sa foi même. Ce coup d'aube de Paul VI avait choqué bien des catholiques. Mais c'est pour cette fondation manifestait que l'Eglise était autre chose qu'un système préoccupé de son seul fonctionnement et de ses seuls problèmes internes, et qu'elle était au contraire tout en désir d'ouverture et de vie, ceux-là se réjouissaient.

Où en est-on maintenant que cette institution a vingt ans ? L'horizon est différent. En 1965, Paul VI demandait à ceux qui avaient été à la naissance de l'Eglise de reconnaître la nouvelle humanité de l'Eglise : « Nous aussi, disait-il, le 7 décembre, nous avons le culte de l'homme » et il exprimait la « sympathie sans bornes » du concile pour l'ensemble de l'humanité.

Paul VI s'était ainsi avancé, et en tous sens ; il n'y avait rien, dans sa déclaration ni dans les perspectives du jeune secrétaire qu'il venait de fonder, qui eût été d'arrière-pensée à missionnarisme : Paul VI ne faisait que constater « le courant d'affection et d'admiration qui l'avait débordé du concile sur le monde humain moderne » ; il ne voulait aucunement faire de cet amour réel un instrument de

conversion. Et c'était là un très pur retour aux Evangiles qui ne montrent jamais en Jésus un gourou accapareur d'autrui, mais, tout à l'inverse, un prophète qui en appelle au meilleur de chacun, qui invite l'autre à sa plus grande liberté.

Depuis vingt ans, ceux qui, dans l'Eglise, bien naïfs et idéalistes, avaient pensé que les appels de Paul VI et du concile allaient aussitôt remplir les Eglises et amener un âge d'or ont été déçus ; c'est qu'ils n'avaient pas mesuré « la terrible stature » de « l'humanisme laïque et profane ». Mais leur déception est maintenant récupérée par les prosélytes qui n'avaient jamais vraiment baissé pavillon et qui ont estimé qu'il était temps, devant cet horizon bouché, de quitter l'attitude de gratuité de Paul VI, laquelle n'aboutissait manifestement à rien, et de restaurer les bonnes habitudes militantes d'autant.

De l'incroyance à l'indifférence

La déception de nombreux chrétiens devant la force intarissable de l'incroyance contemporaine conduit devant le recul de la pratique religieuse ou des vocations depuis vingt ans ne fait pas seulement le lit d'un nouveau prosélytisme indu ; elle est en train, et c'est un grand risque que court l'Eglise, d'enfermer les chrétiens sur eux-mêmes, de faire de l'Eglise institutionnelle un circuit fermé. Il en est deux indications assez claires, la première, que je ne voudrais que signaler, est la multiplication des catéchèses où l'on se côtoie avec l'Esprit Saint, alors que celui-ci a fait sortir les apôtres du lieu de la Pentecôte pour les envoyer aux quatre bouts du monde.

La seconde est plus aisément encore. Face à la force païenne de l'incroyance contemporaine (ou de l'humanisme moderne, comme on voudra), une manière de se cacher contre cette réalité dure de l'incroyance

consiste désormais pour beaucoup de chrétiens, étant rentrée dans leur tente, à définir l'attitude des « autres », de ceux qui ne veulent pas, ou plus, entendre parler de foi chrétienne, à le définir comme de l'indifférence.

Depuis un an, ce terme « indifférence » a pris corps dans les discours et les journaux catholiques où il a remplacé le terme « incroyance ». Au point de départ, c'était un constat : le fait que tant de jeunes et de moins jeunes ne sont plus désormais hostiles à la foi chrétienne mais indifférents à elle — et si l'on y réfléchit bien, ce constat est important car le contraire de l'indifférence, ce n'est pas la haine, qui est quelque chose de symétrique avec l'indifférence, mais l'indifférence avec elle-même. Mais on aperçoit de plus en plus qu'un jugement de valeur sous-jacent se glisse sous le nouveau terme employé : on estime que quelqu'un qui est « indifférent » est un être assez méprisable qui passe à côté des vrais problèmes, qu'il soit métaphysique ou qu'il soit concret. Mais on aperçoit de plus en plus qu'un jugement de valeur sous-jacent se glisse sous le nouveau terme employé : on estime que quelqu'un qui est « indifférent » est un être assez méprisable qui passe à côté des vrais problèmes, qu'il soit métaphysique ou qu'il soit concret.

Humilier l'adversaire, le rabaisser ainsi plus bas que terre est assez vil. Et il faut avoir jamais rencontré de près des « incroyants » (comme ce terme est négatif !) pour les réduire à des êtres sans foi ni loi, sans convictions, sans conscience. Etre devenu indifférent à la foi chrétienne ne signifie aucunement avoir décroché de la foi en l'homme et du combat pour une humanité meilleure — c'est même le chemin inverse qui est vrai pour certains qui ont quitté une foi chrétienne qu'ils considéraient trop étroite, afin de se consacrer à des tâches humanitaires.

L'indifférence contemporaine est quelque chose de lucide et d'intense ; elle n'a rien à voir avec un tassement de l'être et une paresse nihiliste ; elle se veut chemin vers une plus grande humanité.

(*) Prêtre, écrivain.

Il y a loin du synode à Noël

Après sa sortie tumultueuse au concile, l'Eglise est revenue au cénacle.

par JEAN CARDONNEL (*)

D'UN rassemblement mondial, personnel, y compris les acteurs directs, ne garde le souvenir précis de l'acte qui furent rédigés, approuvés, votés. Non que les documents n'aient point de valeur, mais ils ne suffisent pas à dire la portée du phénomène. Car le plus décisif, surtout lors d'un concile d'allure neuve, d'une d'Eglise soudain proche, fraternelle, c'est une atmosphère, un climat, le je-ne-sais-quoi d'imprévisible, d'inattendu dont nul n'a la possibilité de décrire ni l'origine ni la destination. Il s'agit de souffler ce qui fait agir les habitudes des conciles, chapelles, églises et leur donne de révéler le monde à lui-même.

Noes sommes témoins d'une manifestation de la force souveraine au travail dans l'histoire. La vieille loi qui devient jeune sur ses vieux jours et ne se renait pas en s'éteignant qu'il fut papa l'âge une idée posée en harmonie avec l'exercice de l'autorité pontificale, la Carie romaine, les bureaux centralisés : inviter tous les catholiques par l'intermédiaire des évêques de l'Eglise universelle que rejoignent, observateurs, d'autres chrétiens non soumis au pontificat romain, à une discussion libre, prolongée sur la vie, la mort, Dieu, Christ, compromis, partisans, le monde perdu, hostile, libéré. Vatican II arriva par surprise.

Pourquoi, vingt ans après, l'Eglise à-t-elle peur de son audace ? Là aussi, c'est une question d'accent, un problème de ton. L'Eglise parlait, posait des actes, et chacun la comprenait dans sa propre langue. Le monde s'est intéressé à l'Eglise parce qu'elle se penchait sur le monde. En peuple. En corps du fils de l'homme. En une plongée au plus bas, au plus commun de la situation humaine de l'humanité.

Au concile, l'Eglise n'était plus préoccupée d'elle-même, de ses états, de sa vie interne. Le maître mot l'inspirait : « Qui se conserve meurt, qui se meurt se sève ». Aujourd'hui, l'Eglise remet de l'ordre dans sa maison jugée trop ouverte aux compagnies douteuses. Dans le rapport final de synthèse du synode, quelques lignes sur les femmes : l'épiscopat doit encourager le fait de leur participation, mais avec justesse, donc maintien d'un statut d'infériorité, aux tâches ecclésiales. Mais d'où vient cette peur d'être qualifié de peuple ?

Voilà qui semble trop populaire et risque de se prêter aux « méprises sociologiques et politiques ». Mais la fameuse société régie par le pape et les évêques qu'une sainte alliance liait maintes et maintes fois aux princes ne s'inquiétait pas outre mesure du poids de scandale des

méprises politiques. Parlez ! L'Eglise disposait d'une cour, son chef siégeait sur un trône. Vivre dans les hautes sphères l'a conduite à mal voir celui dont pas un hôtel ne voulait pour qu'il n'ait ailleurs que dehors. Sur la paille. Etable ou grotte. Lien public, exposé à tous les vents. Ouvert au monde. Jamais séparé. Présumé.

A trop fleurir, on atterre

Du synode, nous étions à ce point conscients qu'il risquait d'épuiser les merveilleux optimismes comme le Père Cheun dirait que rien n'arrêterait la marche vers l'avenir. Mais je me méfie de la profusion des fleurs déposées autour du concile. A trop fleurir, on atterre. A force de mettre au point, on étouffe la mise en question. Le vingtième anniversaire du tournant de l'Eglise a été célébré dans l'intimité. Le monde ne s'y est pas trompé. Ce n'était plus son affaire mais celle des ecclésiastiques. L'Eglise parlait pour les gens de la maison. Après sa sortie tumultueuse, explosive, elle revenait au cénacle et réglait ses problèmes internes.

Maïs quelle drôle d'idée, ce manuel qui va réviser à des formules valables pour tous les hauts faits libérateurs que chacun allait écouter dans son style original, sa propre langue ! Peut-on s'écarter de la Parole créatrice, contagieuse ? Le synode a voulu neutraliser les possibilités d'interprétation excessive de l'Eglise regardée d'abord comme peuple. Il se réfère au corps du Christ, et, pour éviter d'aller trop loin dans le désir de s'incarner, ce qui impliquait l'aveu d'une histoire, qu'elle se présente comme un idéal refait surface : l'Eglise révisée au comité

(*) Prêtre.

restreint se drape dans les pils du mystère. Avant tout, dit-elle, je suis mystérieuse.

Il y a déjà lieu de craindre l'usage d'un tel mot. Des solidarités vécues et pensées au nom de l'amour incarné se heurtent à la suspicion : trop charnelles, visibles, palpables. Excessivement polarisées par la misère, l'injustice sociale. Nous pouvons relativiser les situations intolérables à l'ombre du spirituel en fleur. Mais qu'un synode favorise le retour à l'ordre romain, magnifie le pontife qu'il faudrait regarder, bien que premier parmi les évêques, comme personne séparée (le Christ, lui, est tête inséparable du corps) l'extraordinaire liberté qui vient de l'amour fait homme s'en continue pas moins sa marche irrésistible.

Rome n'est plus dans Rome. L'Eglise n'est plus dans l'Eglise. Elle est à la rue. Sans domicile fixe. Pais à l'étable, sur les chemins, hors la loi. Au trou. Au poteau. Hors les murs. En bière, en terre, hors du tombeau, hors du cénacle, toujours dehors. C'est la trajectoire Noté-Pâques-Pentecôte. Il ne sert de rien d'appeler le mystère pour rétablir l'ordre menacé par l'abus d'un mot peuple. Noël transfigure les limites synodales et mélange ce que l'on voudrait tenir séparé, ciel-terre, église-monde. Le mystère n'est plus caché, inaccessible, mis à part, mais en enfant du commun. Les premiers qui l'aperçoivent sont des bergers. Noël ne tient aucun compte du risque de méprise politique. Même si les hommes d'Etat, d'Eglise veulent nous ramener à la maison et à la raison, c'est trop tard. Un cri submerge les sages recommandations et jette un plume histoire : « Je viens vous annoncer une bonne nouvelle qui sera une grande joie pour tout le peuple. Aujourd'hui, un sauveur, un libérateur vous est né ». Les deux expressions sont associées : peuple-libérateur. Il y a encore loin du synode à Noël.

LU

« L'EAU DE VIE », d'Henri Fesquet

Vingt ans après

C'EST lui qui fut le d'Artaigne du journalisme religieux au second concile du Vatican (quatre fois trois mois de bonheur, de 1962 à 1965), un d'Artaigne juvénile et impétueux, prompt aux doutes pour les beaux yeux de la liberté évangélique. Henri Fesquet, vient d'écrire un petit livre pour ceux qui aiment rafraîchir la foi et qui se défontent pour mieux cerner l'exactitude de leur cœur. C'est un livre impressionniste, mais qui devient de plus en plus net plus doux qu'un amer, ironique à l'égard de lui-même, sans cesse ouvert à tout ce qui peut désolater, sans pour autant envier, un livre que l'âme à résumer par ces mots qui introduisent l'ouvrage et le dernier chapitre : « Epeler l'Amour : l'Amour c'est bien. Le bonheur c'est mieux. La Bible nous dit que l'homme a été créé par Dieu et pour aimer Dieu qui est pour nous le plus étranger de nos proches » (page 83).

Ce Henri Fesquet est loin de tout sentiment d'arrogance. Il n'aime pas l'ennui. Il en a peur comme de l'abaissement moral dans l'uniformité. Aussi s'intéresse-t-il assez peu à l'unité de l'Eglise, pourvu que le kaléidoscope des Eglises existantes se vive dans l'unité, claire et résistante, de la foi, sans arrogance déguisée et sans sectarisme renoués.

Il a peur de la méfiance persistante des chrétiens envers les inventivités de la science, comme si, toujours, Dieu était représenté en soupçonneuse concurrence avec le désir et la volonté de connaître, alors que, en vérité, la parole de Dieu demeure pour que les hommes osent innover, tels les enfants auxquels la confiance de leurs parents donne d'oser user de leur liberté.

Henri Fesquet a enfin peur de se mettre à juger ceux qui n'ont pas trouvé, autour d'eux et surtout en eux, assez d'estime pour continuer d'oser vivre. Il les appelle, avec une très proche solennité, les éplorés. Ce sont ces très peurs, celles de la monotonie, de l'obscurantisme et de la dureté, que l'on d'abord trouvées dans ce livre, qui est d'une très pure honnêteté.

Maïs, qui a des peurs, a aussi des espoirs, comme si le peu in-

terieur était capable de s'enchanter, dans la mesure même où elle se sent obligée de frissonner. La vie au quotidien est la privation, celle où le charme fait bon ménage avec la discipline, où le doute allège la foi, comme le puits de la lame, celle où le paganisme naturel de tout un chacun manifeste bien le christianisme comme un parti raisonnable, mais non pas comme un acquis possédé.

Il y a émoi quand une bouffée de fraîcheur pénètre l'opacité tenace du monde. C'est ainsi qu'Henri Fesquet ressente la résurrection terrestre de Jésus-Christ : une aurore nouvelle, où normalement devraient s'étonner la lourdeur du regret de ceux qui avaient cru, le remords de ceux qui avaient lâché et l'indifférence de ceux qui avaient toujours douté.

Deux points me chipotent dans ces confidences bohèmes : elle sont savamment disposées pour humilier les croyants, pour déconstruire leur posture de témoins détachés de la seule vérité qui soit, pour les mettre, finalement à l'égal de Jésus, dans la situation favorable de celui qui a seulement reçu la balle et qui la renvoie, à Dieu, au Père, aux hommes, aux frères. Ce ton est juste. On ne visite pas une galerie de saints. On joue en équipe de renvoyeurs de balle. Mais ce livre, petit, fin et aigu, arrive-t-il assez à dire en quoi cette balle est précieuse parce qu'unique ? D'où ma seconde interrogation : je conçois mal ce qu'Henri Fesquet appelle l'œcuménisme interreligieux. Je comprends que Jésus-Christ est un ferment pour toute l'histoire, plutôt que la fondation d'une nouvelle religion parmi tant d'autres. Mais peut-être Henri Fesquet avait-il plus besoin, et envie d'écrire la foi des croyants que de préciser la nature et la violence du ferment jeté en terre de la balle advenue au monde à Noël.

Vingt ans après, d'Artaigne ne regrette en rien d'avoir couru pour son amour. Il a non seulement tenu la distance. Il a gardé le goût.

ANDRÉ DUMAS

* Editions du Cerf. Collection « Pour qui je vis », 94 pages, 59 F.

COURRIER DES LECTEURS

Un fil, un Arabe et trente convertis

Un « poulet » de province... Respectueux de ceux qu'il arrête, puisqu'il va jusqu'à aller visiter les plus pauvres d'entre eux en prison, gratuitement. Et quand il le peut, leur trouver du travail à la sortie. Un Arabe, qui a monté un petit restaurant où le coucou est roi autant que l'accueil qu'il réserve à ses clients. Le fil et l'Arabe se connaissent bien et s'estiment. Le premier, « pied-noir », vient de cette terre tant aimée que le deuxième lui rappelle. Quelques jours avant Noël, ils se mettent d'accord sur la misère de ceux qui vont traîner cette nuit de fête sans toit, sans pain, sans personne.

L'Arabe offre trente convertis, le fil le service, la nuit de Noël, délinquants traînant leur détresse, clochards invités au hasard des rues et autres marginaux emplissent joyeusement le restaurant en se régalant dans cette crèche de Noël nouveau style.

Cette belle histoire que m'a racontée le policier, qui avait invité de surcroît sa femme et ses deux enfants à participer à ce banquet m'a réconcilié avec l'image du fil.

L'Arabe, lui, n'a pas cherché avec les chrétiens à se rencontrer pour de longues séances œcuméniques pour savoir ce qui nous rapproche ou nous divise. Il a plongé d'instinct en plein cœur du mystère chrétien, sans phrases, sans baratin, sans réunion.

Une nuit de Noël peut réconcilier des extrêmes en permettant à des jeunes désemparés les policiers et l'instinct derrière un étranger quelque reluit de racisme, de casser des bar-

rières et d'ouvrir des horizons de fraternité.

Où, si Noël n'existait pas, il faudrait l'inventer.

GUY GILBERT, *prêtre éducateur (Paris).*

Si on croyait... Et si le monde prenait 1985 dans ses bras pour mieux le protéger, mieux l'aimer.

Et nous... si on y croyait, si on espérait et si la force de notre rêve arrivait à transformer le monde au dernier coup de minuit.

Maïs... je vous dis que c'est possible.

NICOLE DUCHÉ, *(Orléans).*

L'Eglise ou l'Eglise catholique ? Pourquoi le Monde écrit-il (sept fois dans un article du 5 décembre, p. 25) l'Eglise pour parler de l'Eglise catholique ? Vatican II ayant enfin accepté il y a vingt ans de reconnaître le caractère d'Eglise aux autres confessions chrétiennes, cet usage est devenu (pour le moins) un anachronisme. Ce monopo-

le de désignation n'a plus aucun sens, car il feint d'ignorer les autres Eglises. Sans compter qu'en plusieurs pays l'Eglise catholique est minoritaire. Il n'y a que le PCF pour dire le « parti » quand il veut parler de sa formation (attitude curieuse pour qui s'affirme hostile aux « monopo-

les »). Passe encore que des altitudes puissent encore une formule qui laisse entendre que l'Eglise catholique est la seule Eglise, mais le Monde ? Que dirait-on de ceux qui réserveraient l'expression « l'école » pour le seul enseignement privé catholique ?

ROGER PARMENTIER, *pasteur (d'une Eglise protestante d'Evreux...)*

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 45-55-91-32 ou 45-55-91-71
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine,
directeur de la publication

André Fontaine (1944-1969)
Jacques Faure (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Berns-Méry, fondateur.

Administrateur : Bernard Wons.

Rédacteur en chef : Daniel Verdet.

Conseiller en chef : Claude Sales.

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montesseny, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-32 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F

PRIX DE VENTE A L'ETRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,50 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.U., 1,25 \$; Grèce, 320 dr. ; Indonésie, 80 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,250 DL ; Luxembourg, 95 L. ; Norvège, 8 kr. ; Pays-Bas, 2,5 fl. ; Portugal, 700 esc. ; Roumanie, 335 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,20 S. ; Yougoslavie, 110 din.

ABONNEMENTS
RF 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE			
354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE			
687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messagerie)			
L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS			
399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
IL - SUISSE, TUNISIE			
584 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : diffuser les précédents (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les nouveaux chèques en capital et d'indiquer.

Impression : L. C. de l'Industrie PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

étranger

ASIE

SEPT ANS D'INTERVENTION VIETNAMIENNE

La résistance cambodgienne n'a toujours pas fait ses preuves

De notre correspondant

Bangkok. — Selon le commandant Prasong, secrétaire général du Conseil national de sécurité thaïlandais, il est improbable que les troupes vietnamiennes attaquent de nouveau, comme au cours des saisons sèches précédentes, ce qui reste des bases de la résistance cambodgienne sur la frontière entre la Thaïlande et le Cambodge, et les camps où sont regroupés un quart de million de réfugiés khmers. « Certes, nous n'avons récemment déclaré, Hanot est en mesure de déclencher à tout moment un assaut sur la frontière, mais son ennemi, cette fois-ci, est à l'intérieur. »

Depuis l'entrée des troupes vietnamiennes au Cambodge, le jour de Noël 1978, la guerre suivait le rythme des saisons. A la saison sèche, les forces de Hanot s'attaquaient aux réduits frontaliers de la résistance. A l'époque des pluies, profitant de l'immobilisation forcée du matériel lourd vietnamien, les résistants s'infiltraient à l'intérieur du pays. Mais la chute, lors de la saison sèche 1984-1985, des principales bases de la résistance sur la frontière thaïlandaise semble avoir changé le visage de la guerre.

Aujourd'hui, sous grandes batailles, la guerre du Cambodge est de plus en plus une suite d'accrochages, d'embuscades, d'escarmouches et de sabotages. Une guerre de patrouille menée avec du matériel d'une autre époque (les chars T-54 des Vietnamiens datent de la fin des années 40). Une guerre dont il est impossible d'évaluer le bilan humain.

Voilà quelques semaines, une vingtaine de T-54 destinés à l'armée vietnamienne, ont été débarqués dans le port cambodgien de Kompong-Som. Pénin, de son côté, vient de promettre une aide militaire accrue aux trois factions anti-vietnamiennes. En outre, la Chine populaire a déclaré au prince Sihanouk que, pour soulager la résis-

Depuis la perte de la plupart de leurs bases sur la frontière thaïlandaise, les résistants cambodgiens ne sont pas parvenus à développer leur mouvement à l'intérieur du pays. Seuls les Khmers rouges...

taunce khmère, elle accorderait sa pression militaire sur sa frontière avec le Vietnam.

Même si, il y a six mois, la résistance a abandonné du terrain et beaucoup de matériel, ses pertes en hommes ont été relativement faibles. L'armée vietnamienne et ses protégés de Phnom-Penh continuent sans trop de problèmes les villes et, au moins de jour, les grands axes de communication. Mais la sécurité, dans l'arrière-pays n'est que partielle, et le régime de Phnom-Penh est toujours considéré par de nombreux Cambodgiens comme une simple exécution de Hanot.

La sécurité du Cambodge est, avant tout, l'affaire des 160 000 à 180 000 « volontaires » vietnamiens qui y sont stationnés. Même si l'élite de l'armée vietnamienne est regroupée sur la frontière chinoise, au nord de Hanot, les troupes présentes au Cambodge sont disciplinées, et les défections dans leurs rangs sont peu nombreuses.

Mur et « barrières stratégiques »

La petite armée de Phnom-Penh, avec ses 12 000 soldats et 20 000 miliciens à la fidélité douteuse, sert au mieux de force d'appoint pour les besoins de police, la garde des routes et des ponts, et le contrôle — relatif — de la frontière thaïlandaise.

Depuis près de deux ans, de vastes travaux — construction d'une sorte de mur de Berlin — sont entre-

pris sur cette frontière, afin de tenter de mettre un terme aux infiltrations de la résistance. L'opération, « travaux pour la défense de la patrie », mobilise dans des conditions souvent insalubres (paludisme) et dangereuses (mines) des milliers de Cambodgiens, en principe, eux aussi, « volontaires ». En outre, depuis près de trois ans, les autorités font édifier, autour de nombreux villages, des « barrières stratégiques » dont le but, non avoué, est de couper les habitants des forces de la résistance, qui, la nuit, y trouvent parfois abri et nourriture.

« Nettoyer » l'intérieur

Les Khmers rouges, dont les effectifs seraient supérieurs à 30 000 combattants, constituent, de loin, la guérilla la plus active. Selon une source militaire occidentale, il y aurait même près de 2 000 Khmers rouges opérant aux alentours de Phnom-Penh. La situation des deux autres mouvements de résistance est beaucoup moins brillante. L'Armée nationale sihanoukiste (ANS) regrouperait de 8 000 à 9 000 hommes, dont 3 000 à 4 000 à l'intérieur du pays. Le Front national de libération du peuple khmer (FNLPK), de M. Son Sann, est

paralysé par de graves querelles internes, ses 13 000 à 14 000 partisans armés étant immobilisés sur la frontière thaïlandaise (voir l'encadré ci-joint). Ces deux mouvements non communistes ont été, dans l'ensemble, peu actifs pendant la saison des pluies, qui vient de prendre fin.

Mais l'insécurité persiste à l'intérieur du Cambodge, et l'agence officielle de presse de Phnom-Penh, SPK, a rapporté, pour le seul mois d'octobre, des incidents dans les provinces de Battambang, Siem-Reap, Odder-Meanchey, Kompong-Thom, Kratie et Pursat.

Selon le commandant Prasong, le matériel livré cette année par l'Union soviétique au Cambodge est cependant moins important que les années précédentes. Outre les T-54, Hanot aurait surtout reçu de grandes quantités de munitions.

Il a confirmé, en revanche, que l'aviation vietnamienne, dotée d'hélicoptères Mi-24, semblables à ceux utilisés par l'URSS en Afghanistan, participe de plus en plus fréquemment aux opérations de razzia, particulièrement autour de la capitale et dans la région du Grand-Lac (Tonle-Sap).

Pour Hanot et pour Phnom-Penh, il faut à tout prix « nettoyer » l'intérieur en coupant la résistance de ses bases de ravitaillement. Pour cette dernière, au contraire, il s'agit d'apprendre à vivre loin des camps, et des familles, et d'exploiter l'hostilité de la population à l'égard des Vietnamiens pour tenter d'ancrer une nouvelle résistance intérieure dont l'existence, aujourd'hui, est encore bien théorique.

JACQUES BEKAERT.

LA MANIFESTATION DE PÉKIN CONTRE LES ESSAIS NUCLÉAIRES

L'agitation des étudiants chinois prend un tour de plus en plus politique

De notre correspondant

Pékin. — Décidément, les étudiants chinois ne tiennent plus en place... Fier de lance de la contestation depuis un siècle, ils auront, par leurs manifestations, profondément marqué l'année 1985 en Chine. On s'aperçoit qu'il n'est pas si rare, chaque nouvelle manifestation estudiantine apparaît plus grave pour le régime.

Dimanche, en effet, plusieurs centaines d'étudiants de l'Institut central des minorités nationales de la capitale — pépinière des cadres politiques pour les Mongols, Ouïgours ou Tibétains... — sont descendus à leur tour sur la place Tiananmen pour crier leurs revendications, dont la fin des expériences nucléaires au Xinjiang (région autonome ouïgour), l'arrêt de l'envoi de « criminels » dans des camps de travail au Xinjiang et du assèchement de la politique de limitation des naissances (le Monde du 24 décembre).

Ainsi, de catégorielles, puis de nationalistes antijaponaises, les revendications des étudiants sont devenues politiques et contestataires, comme ces étudiants qui, début octobre, défilèrent à Xian-Rep-Xian aux cris de « A bas Deng Xiaoping ! ». La chose devient encore plus inquiétante quand ce sont les représentants de minorités ethniques qui vivent dans des zones d'une importance stratégique vitale pour la Chine, comme le Xinjiang, frontalier de l'URSS et de l'Afghanistan, qui revendiquent. Les Ouïgours acceptent d'autant plus mal une intégration rampante qu'ils sont sensibles à la propagande venue de

leurs frères de race vivant de l'autre côté de la frontière soviétique ou même de leurs coreligionnaires musulmans du Proche-Orient.

Le ministère des affaires étrangères n'a rapidement réagi et, confirmant la manifestation, il a déclaré que toutes les mesures avaient été prises pour que les expériences nucléaires chinoises, « nécessaires à la sécurité du pays [soient] sans danger pour la population ». La dernière explosion nucléaire chinoise dans la région du Lop-Nor date de novembre 1980. Le ministre n'a fait aucun commentaire sur la pratique d'envoyer les « criminels » purger leur peine dans les régions isolées du nord-est du pays. Quant à la politique de limitation des naissances, elle est moins sévère pour les minorités dont les membres sont autorisés à avoir deux ou trois enfants contre un seul pour les Han (Chinois). Le mécontentement des Ouïgours aurait suscité au début du mois une manifestation à Oumoum, capitale du Xinjiang.

Les étudiants représentent la frange consciente, éduquée, de la population. Regroupés dans des campus, ils osent plus que leurs aînés protester ou revendiquer. Jusqu'à présent, le régime les a, relativement, laissés faire, sans doute afin de maintenir une soupape de sécurité permettant de connaître avant qu'il ne soit trop tard l'inquiétude ou le mécontentement de la population. C'était le cas, le mois précédent, de ceux qui dénonçaient la hausse vertigineuse du coût de la vie et la corruption, qui a tendance à se généraliser. C'est désormais le fait de certains allogènes qui peuplent les marches de la Chine. Déjà contraints de maintenir une armée d'occupation au Tibet, les autorités ne peuvent que s'en inquiéter.

PATRICE DE BEER.

LES ENNUIS DE M. SON SANN

Confusion et découragement chez les réfugiés de Site-2

De notre envoyé spécial

Site-2. — La tentative de « coup d'Etat », qui depuis quelques jours secoue le Front national de libération du peuple khmer (FNLPK) (le Monde daté 22-23 décembre) semble avoir échoué. Les dissidents, réunis dans un « comité central provisoire de sauvegarde » après avoir tenté de renverser le président du Front, M. Son Sann, se retrouvent relativement isolés et paraissent ne pas jouer du soutien de la majorité des chefs militaires du FNLPK.

Pour l'instant, des négociations entre les rebelles et le Front se déroulent à Bangkok. Parmi les dissidents se trouvent deux personnalités civiles, MM. Hing Khunthou et le Dr Abdul Gaffar Peang Meth, exclus du comité exécutif il y a quelques mois, des militaires, comme les généraux Sak Samsakhan et Dien Del, et des membres du comité des sages du Front, dont l'ancien premier ministre Huy Khantoul. Ils reprochent à M. Son Sann de faire obstacle à la coopération avec les forces sihanoukistes. Ils accusent également le président du Front de ne pas respecter les statuts de l'organisation et d'y imposer les membres de sa famille.

Pour M. Son Sann, la mise sur pied du « comité provisoire » n'est qu'une tentative de rébellion motivée avant tout par des intérêts personnels. M. Son Sann se défend de refuser la coopération avec le prince Sihanouk, lequel vient, du reste, de lui renouveler publiquement sa confiance.

A Site-2, camp de réfugiés cambodgiens situé au territoire thaïlandais, à quelques kilomètres de la frontière khmère, où sont regroupés cent quarante mille civils dans le mouvement du FNLPK, c'est la confusion et le découragement. « On se croirait revenu au temps de la République khmère de Lon Nol », nous a dit un cadre du FNLPK. « Nous ne voulons plus du général Dien Del », nous ont affirmé d'autres responsables, « car il ne réussit pas à imposer la discipline parmi ses troupes ». La plupart des personnes que nous avons interrogées nous ont déclaré faire encore confiance à M. Son Sann, « car c'est un homme honnête ».

Les partisans de M. Son Sann admettent que le manque de discipline demeure la problème majeur d'une armée dont certains chefs confondent lutte de libération et marché noir. Plusieurs cadres du Front nous ont spontanément fait part de la nécessité qu'il y avait pour leurs dirigeants de collaborer étroitement avec le prince Sihanouk. « Car lui seul est capable de nous libérer et de gouverner le Cambodge », s'est exclamé l'un des responsables de Site-2, qui souhaite garder l'anonymat.

Des membres de l'entourage de M. Son Sann se demandent si les rebelles n'avaient pas reçu des assurances, notamment américaines. En revanche, M. Son Sann, en croisant une source diplomatique occidentale, est assuré de la confiance du gouvernement thaïlandais ainsi que de celui de la Chine populaire, principal fournisseur d'armes à la résistance.

J. B.

Inde

• Un numéro d'Esprit sur La démocratie indienne. — Sous ce titre, Esprit consacre son dernier numéro à l'évolution politique de l'Inde depuis l'instauration de l'état d'urgence en 1975 jusqu'à l'assassinat d'Indira Gandhi. Il s'agit d'un débat-bilan auquel ont contribué plusieurs spécialistes français et indiens. On retiendra notamment les essais d'Henri Stern (démocratie et castes), Rajni Kothari (démocratie et non-démocratie), Bruno Jobart

(rhétorique populiste et crise de gouvernement) et Christiane Hurrig (délites et poisons du pouvoir). « Populisme » et morale : Indira Gandhi, pour se maintenir au pouvoir, a changé les règles du jeu que Nehru avait esquissées. Les articles tournent autour du thème suivant : sans moralisation de la politique, l'Union indienne n'est-elle pas exposée à quelques dérapages ?

* 192 pages, 62 F.

Antoinette Fouque présente...

LES LIVRES-PARLANTS 1980-1985

ISABELLE ADJANI

SIBILLA ALERAMO... ANOUK AIMÉE...

SÉVERINE AUFFRET... SARAH BERNHARDT...

FRANÇOISE BRION... CHANTAL CHAWAF...

HÉLÈNE CIXOUS... COLETTE... ANGELA DAVIS...

CATHERINE DENEUVE... DIDEROT... GEORGES DUBY...

ANNY DUPÉREY... MARGUERITE DURAS... FRANÇOISE FABIEN...

EDWIGE FEUILLÈRE... NICOLE GARCIA... JULIEN GRACQ...

BENOÎTE GROULT... JEANNE HYVRARD... ALICE JAMES...

MADAME DE LA FAYETTE... CLARICE LISPECTOR... HÉLÈNE MARTIN...

MARIA MAUBAN... MICHÈLE MORGAN... MICHÈLE MORETTI...

ANAS NIN... MICHEL PICCOLI... MADELINE RENAUD...

EMMANUELLE RIVA... MADELINE ROBINSON... SONIA RYKIEL...

DANIELLE SALLENAVE... GEORGE SAND... NATHALIE SARRAUTE...

IRÈNE SCHAVELZON... GENEVIÈVE SERREAU...

COLINE SERREAU... MADAME DE STAEL...

SIDO... MARIE SUSINI... VICTORIA THERAME...

NICOLE WARD JOUVE...

VIRGINIA WOOLF

des textes



des voix

des femmes

4, rue de Mézières 75006 Paris Tél. 42226074

صوتها من الأهل

سكنا في الدار

AFRIQUE

République sud-africaine

L'ATTENTAT MEURTRIER DE DURBAN L'ANC veut créer un climat d'insécurité dans la population blanche

De notre correspondant

Johannesburg. — Le Congrès national africain (ANC), depuis son siège de Lusaka (Zambie), n'avait toujours pas revendiqué, mardi matin, l'attentat qui, lundi à Durban, a causé la mort de cinq personnes, dont deux enfants, et fait quarante-six blessés. L'ANC a simplement annoncé qu'il publierait un communiqué dans la journée de mardi. Mais, d'ores et déjà, les autorités sud-africaines ont attribué cette action meurtrière aux « terroristes » de la Lance de la nation, bras armé de l'ANC. Le ministre de la loi et de l'ordre, M. Louis Le Grange, qui, de même que le chef de la police, a interrompu ses vacances pour se rendre sur les lieux, a déclaré que cet attentat ne le surprenait pas, car, « à-t-il ajouté, c'est la politique affichée de l'ANC de s'attaquer à des cibles civiles ».

La bombe, dissimulée dans une poubelle, a explosé à une heure de grande affluence, en plein cœur d'un centre commercial à Amanzimtoti, station balnéaire située à 30 kilomètres au sud de Durban. La foule des vacanciers qui se pressaient dans les magasins pour les derniers achats de Noël a été fauchée par les éclats de l'engin, dont la nature n'a pas été déterminée pour l'instant. Trois personnes ont été tuées sur le coup. Les autres ont été grièvement blessées. Une véritable panique s'est emparée des badauds, qui s'enfuyaient dans tous les sens au milieu d'une dense fumée noire.

Les magasins ont été entièrement détruits par la déflagration. Tout attentat est le plus meurtrier depuis l'explosion en mai 1983 d'une voiture piégée dans une rue de Pretoria, qui avait causé la mort de dix-neuf personnes. Il survient une semaine après la mort de six autres blancs dont le véhicule a été saisi sur une mine le 15 décembre, à proximité de la frontière du Zimbabwe, action qui a été revendiquée par l'ANC, et après le meurtre, vendredi, à Maseru, capitale du royaume du Lesotho, de neuf réfugiés sud-africains par un mystérieux commando. L'Afrique du Sud a nié toute participation à ce raid, malgré les accusations du gouvernement du Lesotho. Mais il ne fait guère de doute que l'assassinat de ces neuf personnes, dont six membres de l'ANC, est l'œuvre de Pretoria.

L'attentat de Durban marque une escalade dans la lutte que se livre le mouvement nationaliste noir et les autorités sud-africaines et, fait plus inquiétant, un développement du terrorisme dans les zones urbaines. Deux jours auparavant, une bombe avait explosé au plein centre de Durban, faisant six blessés. Depuis la fin

du mois de septembre, cette ville, l'une des principales ports sud-africains, située sur l'océan Indien, a été le théâtre de huit attentats. Pendant la même période, neuf autres bombes ont explosé ou explosé à travers le pays.

Manifestement, l'Afrique du Sud connaît, en cette fin d'année 1985, une recrudescence du terrorisme. Plus d'une centaine d'actions ont été déjouées, alors que 44 seulement l'ont été en 1984 et 56 en 1983.

Des représailles ?

Ce regain d'activisme démontre que l'ANC a incontestablement repris du poil de la bête après le déclin de ses actions militaires qui a suivi la signature avec le Mozambique, en mars 1984, de l'accord de Nkomati. Maputo, en exécution du traité, avait expulsé les militants de l'ANC, et ceux-ci avaient dû rétablir des voies de pénétration vers le territoire sud-africain. Une réorganisation qui a pris du temps. Aujourd'hui, l'ANC frappe à nouveau et souvent dans la région de Durban.

D'où viennent les poseurs de bombes ? Peut-être du Mozambique, à moins que ce ne soit de l'un des deux royaumes tout proches, le Swaziland ou le Lesotho. Le Swaziland, qui a signé en 1982 un pacte de non-agression et de bon voisinage avec l'Afrique du Sud, a mené une chasse impitoyable aux « soldats » de l'ANC, ce qui ne signifie pas que

cet État contigu du Mozambique n'en abrite plus. Le Lesotho, pour sa part, a toujours affirmé qu'il n'abritait aucun combattant du mouvement nationaliste. Le semaine dernière, Pretoria n'en a pas moins adressé deux notes à ce gouvernement pour qu'il « s'occupe » d'un certain nombre de résidents sud-africains considérés comme suspects. Les services de renseignements sud-africains auraient en vent d'un projet d'attentat au moment de Noël. Le Lesotho a demandé des renseignements complémentaires. Vendredi, neuf personnes étaient tuées par un commando qui a fui en territoire sud-africain.

Quelle sera la réaction du gouvernement de Pretoria à l'attentat meurtrier de Durban ? Des actions de représailles seront-elles lancées vers un État voisin ? Jamais, jusqu'à présent, les autorités de ce pays n'ont laissé impuissant un acte terroriste d'inspiration étrangère. Pour l'instant, la cible n'est pas facile à déterminer.

La succession des explosions à Durban et dans la région prouve que les poseurs de bombes disposent de nouveaux moyens et que leur objectif est de créer un climat d'insécurité dans la population blanche. Ce qui entrainera à cet égard un durcissement du régime et fournira de nouvelles armes à celui-ci pour contrôler ceux qui, comme les hommes d'affaires et les dirigeants du PFP (Parti fédéral progressiste), ont pratiqué le dialogue avec l'ANC.

MICHEL BOLE-RICHARD.

LA LIBÉRATION DE M^{me} MANDELA

Retourner vivre à Soweto

De notre correspondant

Johannesburg. — Arrêtée dimanche 22 décembre à Soweto pour avoir enfreint une décision d'interdiction de séjour, M^{me} Winnie Mandela a été libérée lundi sans condition par le tribunal de Johannesburg (nos dernières éditions du 24 décembre). L'avocat général avait demandé le dépôt d'une caution de 500 rands (1 500 francs), mais que sa cliente obtienne suffisamment de garantie de représentation. Le tribunal a ordonné sa libération et lui a notifié qu'elle devait se présenter à nouveau le 22 janvier. Aucune précision n'a

été donnée sur les charges qui sont retenues contre elle.

A sa sortie, l'épouse du dirigeant noir était rayonnante de joie, comme si elle avait remporté une victoire contre le gouvernement. Elle a aussitôt exprimé son intention de retourner vivre à Soweto. Pour l'instant, elle va se rendre au Cap, sans doute pour voir son mari M. Nelson Mandela, à l'occasion des fêtes de Noël. On ne saura donc pas si elle va braver les restrictions récentes qui lui ont été imposées par le ministère de la loi et de l'ordre, et à exposer à une nouvelle arrestation. Sa libération inconditionnelle constitue néanmoins un échec pour le pouvoir.

M. B.-R.

Algérie

Le congrès du FLN examine l'avant-projet de la nouvelle charte nationale

De notre correspondant

Alger. — La charte nationale de 1970, « source suprême de la politique de la nation et des lois de l'Etat », est en vigueur encore pour quelques jours. Le peuple algérien sera consulté le 16 janvier par voie de référendum sur sa nouvelle version de 1986.

Le congrès extraordinaire du Front de libération nationale (FLN) réuni à partir de ce mardi 24 décembre, n'aura pas à se prononcer sur ce sujet. Le président de la République, qui est également secrétaire général du parti, l'a déchargé de cette responsabilité. M. Chadli Bendjedid montre ainsi que, du début

jusqu'à la fin, il aura mené de main de maître l'« enrichissement » de la charte annoncée le 4 février devant les secrétaires généraux des organisations de masse et les membres du secrétariat permanent du comité central.

Alors que de quelque 20 000 rénovateurs, les Algériens se sont exprimés largement sur la perspective d'avenir du pays. Dans quelle mesure leurs propositions ont-elles été prises en considération ? Les nouvelles orientations n'ont-elles pas été définies conformément à ce qu'un diagnostic ont été dressés, en 1984, de l'état de santé de l'économie algérienne ? Cela expliquerait la floraison de mots d'ordre déconcertants parce que n'ayant guère surgi dans les débats.

« Réalisme et pragmatisme » remplacent désormais dogmatisme et slogans. On exalte les formules « rigueur, production, productivité » et surtout « compter sur soi » par opposition au « socialisme de la main morte ».

L'ampleur des changements ainsi introduits justifie l'engagement total du premier personnage de l'Etat et du parti. Dans la logique du système algérien, la légitimité du président ne peut être mise en cause sans entraîner la faillite des institutions. Il doit réussir. Il doit faire adopter son texte.

Il semble maintenant que les tenants de l'orthodoxie socialiste s'y soient ralliés. La seule « composante » du FLN qui puisse y faire obstacle, reste l'armée. Mais si elle l'avait souhaité, un élagage du texte serait intervenu avant la tenue de la V^e session du comité central des 27 et 28 novembre derniers.

Quelques 5 000 congressistes vont adopter l'avant-projet de charte nationale qui sera soumis au corps électoral. L'Algérie disposera ensuite d'un nouveau texte de référence idéologique engageant l'avenir pour une décennie et le chef de l'Etat aura les coudées franches pour poursuivre la politique qu'il a amorcée.

FREDERIC FRITSCHER.

« Le procès des « benbellistes »... Une quarantaine de personnes, qui pour la plupart sont présentées comme « benbellistes », comparaissent depuis samedi (le Monde du 21 décembre) devant la Cour de sûreté de l'Etat, à Médéa. Selon l'accusation, elles avaient tenté de créer, en 1983 dans les Aurès, une organisation paramilitaire soupçonnée d'être liée à la Libye et à l'Armée saoudienne. De nombreux accusés ont déclaré avoir subi des sévices après leur arrestation.

EN DÉPIT DE LA « SOLIDARITÉ RÉVOLUTIONNAIRE »

Le Burkina se méfie du « frère libyen »

De notre envoyé spécial

Ouagadougou. — La nuit, dans son palais présidentiel désert, un homme échafaudait un rêve fou : et si lui, Thomas Sankara, parvenait à réconcilier le monde entier avec le « diable » Kadhafi ? Après tout, n'est-il pas l'un des rares interlocuteurs du « frère libyen », et le Burkina et la Jamahiriya ne sont-elles pas des « révolutions sœurs » ?

« Fion du colonel Kadhafi » : c'est ainsi qu'il fut longtemps qualifié. Au-delà de cette réputation dont il se passerait bien, le capitaine Sankara est persuadé que l'homme de Tripoli « profite, en fait, du mur d'incompréhension, de peur, auquel il se heurte, parce qu'il ne respecte que ce qui lui résiste. Certes, il mène de par le monde une action révolutionnaire, de déstabilisation, mais quel gouvernement la Libye s'en est-il vraiment rendu à l'encontre ? »

Qui sait si le président du Burkina ne pourrait pas servir d'intermédiaire entre le « colonel » et, par exemple, le président en exercice de l'OUA, M. Abdou Diouf ? Il aimerait bien faire le voyage de Tripoli mais qui ne sait pas trop comment s'y prendre. — On, s'agissait du Tchad, avec la France, qui déjà une fois a répondu avec dédain l'offre de médiation de Ouagadougou. Il suffirait peut-être que d'autres chefs d'Etat acceptent d'entamer un dialogue pour tenter de canaliser les dangereuses foudres du chef de la Jamahiriya libyenne.

Projets en panne

En effectuant, il y a quinze jours, une tournée dans plusieurs capitales africaines, celui-ci n'a-t-il pas manifesté la volonté de rompre son isolement ? A moins, bien sûr, qu'il ne se soit agité d'une fausse alerte, d'une autre « croisée », pour exporter « sa » révolution. Ainsi rêve, sans doute, l'idéaliste et peut-être trop naïf capitaine Sankara.

Pourtant, tout en affirmant leurs « points de désaccord profonds, politiques et idéologiques » avec le colonel Kadhafi, les militaires burkinabés reconnaissent après coup, c'est-à-dire à l'issue de la visite que le chef de l'Etat libyen (sans y être invité) leur a rendu (le Monde du 13 décembre), qu'ils seraient dû prendre « quelques précautions » pour tempérer l'éloquence révolutionnaire de leur hôte, qui a porté tort, sur le plan international, à l'image de marque de pays non aligné qu'entend se donner le Burkina.

« Nous faisons souvent l'erreur de ne pas faire suffisamment attention au qu'en-dira-t-on », admettent-ils, tout en soulignant qu'il vaut mieux avoir la Libye parmi ses amis que parmi ses ennemis. Même si on souhaite ne jamais en avoir besoin, le « paraître » libyen vaut bien quelques

sacrifices, estime-t-on à Ouagadougou.

Dès lors, pourquoi ne pas faire semblant de croire aux promesses du colonel Kadhafi. Dans la capitale, on se gausse encore du « ciment libyen » parti de Tripoli mais jamais arrivé à destination. On se souvient aussi du voyage effectué à Tripoli, fin octobre 1984, par le capitaine Henri Zongo, ministre de la promo-

Qui a peur du colonel Kadhafi ? Pas le capitaine Thomas Sankara, président du Burkina, qui prône l'instauration d'un dialogue avec Tripoli, tout en se méfiant de son puissant allié.

tion économique, et qui, à tour de court : une heure avant la signature d'un contrat de prêt portant sur 20 millions de dollars, la partie libyenne, prétextant une baisse des cours du pétrole, a fait volte-face.

Depuis août 1983, mis à part un prêt de 10 millions de dollars (en 1984), la livraison d'armes individuelles (environ cinq mille fusils d'assaut Kalachnikov et pistolets-mitrailleurs Soudraev), celle d'une vingtaine d'autotrailleurs, les projets de coopération entre les deux pays, notamment la création d'une « société agro-pastorale » et d'une banque mixte, les projets de coopération sont restés en panne. S'agissant de la constitution du congrès et de comités populaires, les Burkinabés ont décliné la proposition du colonel Kadhafi. « Nous lui avons dit que nous avions déjà les comités de défense de la révolution », indique le capitaine Blaise Compaoré, le numéro deux du régime.

Une rencontre avec M. Mitterrand ?

Les autorités du Burkina n'insistent donc pas pour obtenir des aides financières. « Nous préférons que Kadhafi n'ait pas trop d'intérêts ici », souligne un ministre, « cela le rend plus facilement contrôlable. Aujourd'hui, une broutille avec la Libye ne nous coûterait rien sur le plan économique ». Soutenez, malgré tout, de ne pas mettre l'accent sur une détérioration des relations entre les deux pays, les militaires laissent le « Cercle d'études » sur le Livre vert se livrer à du prosélytisme en faveur de la « troisième théorie universelle », sans ignorer qu'il dispose d'un financement libyen et tout en surveillant étroitement ses membres.

S'agissant de l'Union soviétique, on assure, de source officielle, que,

le jour où le président Sankara rencontrera M. Gorbatchev, la coopération bilatérale prendra un nouvel essor. Dans la pratique, celle-ci se résume à la présence, au Burkina, de plusieurs dizaines d'enseignants soviétiques (notamment à l'université) et à la livraison de petit matériel militaire (parachutes, postes de radio). Si, sur le plan idéologique, une certaine solidarité est affichée avec Tripoli, mais aussi avec Alger, Addis-Abeba et Accra, notamment pour dénoncer la tenue des sommets franco-africains, jugés comme un moyen de « perpétuer la domination néocoloniale », c'est avec le seul Ghana que le Burkina entretient des « liens privilégiés ».

Les capitaines Sankara et Jerry Rawlings se sont rencontrés plusieurs fois, les deux armées effectuant des manœuvres communes, les accords commerciaux de troc sont nombreux et, à Ouagadougou, il est toujours fortement conseillé à la population et aux sociétés de verser des dons au Fonds de soutien aux rapatriés ghanéens. Pourtant, si l'admiration réciproque des deux chefs d'Etat demeure, les Burkinabés ne se privent pas, en privé, de faire remarquer que la « révolution » ghanéenne a suivi un cheminement typiquement capitaliste en acceptant, pour prix d'un redressement de son économie, toutes les conditions posées par le Fonds monétaire international.

Brouilles périodiques

Dans les faits, les liens de coopération sont surtout étroits avec la France et... la Côte d'Ivoire. Le capitaine Sankara sait bien que l'aide financière de l'ancienne puissance coloniale lui est indispensable. Francophile méfiant, il est à la fois attiré par la personnalité de M. Mitterrand et « déçu du socialisme », parce qu'il estime que la politique africaine de la gauche s'est fripement identifiée à celle des régimes de droite précédents. Les échanges épistolaires, qui n'ont jamais cessé entre les deux hommes, pourraient s'élargir prochainement déboucher sur une rencontre. Deux occasions se présentent : la Conférence internationale sur la forêt et le Sommet de la francophonie, en février prochain.

Avec le président ivoirien, M. Houphouët-Boigny, les relations sont d'une autre nature. Pour au moins deux raisons : l'enclavement du pays et la présence de deux millions de Burkinabés en Côte d'Ivoire, — le destin du Burkina est indissolublement lié à celui de son puissant voisin. Cela n'empêche pas des brouilles de surgir périodiquement entre les deux capitales. Les militaires burkinabés sont persuadés que M. Houphouët-Boigny, à l'heure des bilans, considère comme un échec personnel le fait d'avoir laissé s'installer un régime « révolutionnaire » à Ouagadougou, et qu'il ne déçoit pas les complots contre le capitaine Sankara. Ce qui, curieusement, n'empêche pas beaucoup de jeunes dirigeants burkinabés d'affirmer qu'ils éprouvent une sorte de respect pour le Vieux Sage de l'Afrique, personnalité marquante de l'histoire du continent.

De son côté, M. Houphouët-Boigny considère que le Burkina est une sorte d'« arrière-cour » de son pays, sur le plan tant politique qu'économique. Le président ivoirien, qui a notamment alloué une somme de plus de 2 milliards de francs CFA pour la modernisation de l'aéroport de Bobo-Dioulasso, s'inquiète des liaisons dangereuses entre les militaires de Ouagadougou et le colonel Kadhafi, mais semble cependant admettre aujourd'hui que les Burkinabés ne sont nullement prêts à brader leur souveraineté au profit du chef de l'Etat libyen.

L'« internationalisme progressiste », d'un côté, le réalisme économique, de l'autre, des « mariages de raison » avec Paris, Tripoli et Abidjan, la dénonciation de l'impérialisme mais, parallèlement, d'excellentes relations économiques avec les Etats-Unis, le Canada et l'Allemagne fédérale... Décidément, la voie choisie par le Burkina est étroite.

LAURENT ZECCHINI.

Joyeux Noël
La neige est là
10 semaines, 120 km de pistes dans
l'empire ALPES 2000, 5 villages
et 100 maisons vous attendent.

la Clusaz
MAISON DU TOURISME 50.02.60.92

« L'in

De notre e

Le Caire. — Les égyptiens ont célébré hier le 25^e anniversaire de la révolution de 1952. Les dirigeants du régime ont tenu une séance de travail à la présidence de la République pour discuter de la situation du pays. Le président Sadat a souligné l'importance de cette date et a appelé le peuple à continuer l'effort de développement du pays. Il a également mentionné les défis que le régime doit relever pour assurer la stabilité et la prospérité de l'Egypte.

PROCHE-ORIENT

Un entretien avec M. Moubarak

(Suite de la première page.)

C'est alors que Maltre a refusé de ravitailler l'appareil en carburant alors même que le commandant était prêt à tenter de repartir et à voler à basse altitude ; pendant ce temps, les pirates se renseignaient sur le temps de vol entre Malte et Damas et entre Malte et Tripoli. Si cet avion avait été ravitaillé, il n'aurait été accepté nulle part ailleurs qu'à Tripoli, car les pirates ne se seraient sentis en sécurité que là-bas.

Mais la Libye - surtout après l'attaque du QG palestinien en Tunisie - était terrifiée à l'idée de donner l'impression qu'elle était derrière ce détournement. Je pense que si l'avion avait atterri en Libye, Kadhaï l'aurait fait exploser avec, à l'intérieur, les passagers et les terroristes, juste pour ne pas être impliqué. C'est alors qu'on nous aurait accusés. Pourquoi, nous aurions demandé, avoir envoyé vos commandos à Malte, n'aurait rien fait, avoir laissé repartir l'avion pour Tripoli ? Et si l'avion était resté à Malte alors que les terroristes continuaient à tuer des passagers, on nous aurait condamnés pour notre indécision, notre manque de courage...

« Nous avons pitié du peuple libyen »

Le président Moubarak, on le voit, revendique la responsabilité de ce qui s'est passé à Malte. A-t-il personnellement donné le feu vert pour l'assaut ? Est-ce son ministre de la Défense, le maréchal Abou Ghazala, qui a donné l'ordre ? La décision, dit-il, devait être prise sur le terrain, par le général qui commandait les forces spéciales ; lui seul connaissait la situation véritable. Nous lui avons donné les pleins pouvoirs. Invocant la fatalité, Hosni Moubarak ajoute : « Vous savez, lorsque nos soldats ont enfoncé la porte principale de l'avion, il a explosé. L'un d'entre eux a même eu les jambes presque sectionnées... »

Mais pourquoi, si la responsabilité libyenne ne fait aucun doute pour lui, s'être déclaré prêt, récemment, à recevoir le colonel Kadhaï ?

La question m'a été posée par un journaliste arabe. Alors j'ai répondu oui. Ce ne serait pas difficile à expliquer au peuple égyptien, car il connaît bien la situation, mais c'est vrai que ce serait plus difficile à le faire pour d'autres pays. Mais je savais de toute façon qu'il ne viendrait jamais...

Est-ce la tension avec la Libye qui explique le rapprochement intervenu depuis quelques mois avec l'Algérie ?

Ce rapprochement n'a rien à voir avec la Libye. Je n'accorde pas l'importance que le monde croit que j'accorde à la Libye. Le colonel Kadhaï a des comportements bizarres ; il maltraite son peuple. Nous avons pitié du peuple libyen mais nous ne demandons que des relations de bon voisinage.

Cette « pitié » pourrait-elle aller jusqu'à favoriser un changement de régime en Libye par la force ?

Le seul moyen de libérer la Libye de Kadhaï passe par le peuple libyen. Les opérations militaires ne font pas partie de mes réflexions. Mais si Kadhaï viole la souveraineté égyptienne, la riposte sera violente. Il me donnera l'occasion que je cherche. Je souhaite qu'il ne se



SHARAF

méprenne pas, car Kadhaï ne connaît pas les conséquences d'une guerre pour un peuple ; nous, si.

La situation au Soudan en général, l'influence qu'y exerce le colonel Kadhaï en particulier, inquiètent-elles Le Caire ?

Pas tellement ; la situation au Soudan n'est pas critique et on donne trop d'influence à Kadhaï dans ce pays. De toute façon, cela concerne le Soudan, même si l'exact que l'Égypte a beaucoup d'intérêts au Soudan et entretient avec Khartoum des relations multiples.

Une extradition de l'ancien président Nemeiry, réfugié au Caire, est-elle envisagée ?

Impossible. D'après notre Constitution, je n'ai pas le droit. Nous avons ici deux mille cents réfugiés politiques et cent trois d'entre eux sont chefs d'État, rois et princes. Nemeiry est le cent troisième. Je n'ai jamais livré un seul de ces réfugiés. Cela dit, Nemeiry n'est pas

autorisé à avoir des activités politiques.

Le président Moubarak est moins prolix pour évoquer le conflit qui l'oppose aux États-Unis lors de la crise de l'Achille-Laurio. A ce sujet, c'est tout à fait normal qu'il y ait des différends, même entre États très proches, entre entités très proches, entre amis. Il arrive même qu'on se dispute entre frères, et on n'en reste pas moins frères. Avec les États-Unis, on peut toujours discuter d'un désaccord et trouver la solution appropriée. Cette étape a été franchie et il n'y a plus de problème entre nous-même et une certaine presse a tenté d'exacerber nos relations.

Je continue cependant à prétendre qu'on aurait mieux fait de tester la crédibilité d'Arafat en lui livrant les pirates. On aurait bien vu alors s'il les jugeait ou non. S'il les condamnait ou non. Et on aurait alors su si on peut lui faire confiance.

« Je n'ai pas à livrer tous mes secrets »

Mais pourquoi avoir prétendu pendant vingt-quatre heures que les pirates avaient quitté l'Égypte alors qu'ils y étaient toujours ?

Nous avions d'abord pris toutes les mesures nécessaires pour que les pirates partent vers un autre État que je ne nommerai pas. Ce n'est dans l'intérêt d'aucun chef d'État de dire à l'avance tout ce qu'il a l'intention de faire. De montrer toutes ses cartes. Mais c'est vrai qu'ils étaient sur le point de quitter l'Égypte - ils avaient déjà quitté Le Caire en voiture - lorsque nous avons appris qu'il y avait eu meurtre à bord du paquebot et lorsque Arafat s'est déclaré prêt à les juger. Alors, je les ai retenus pour donner la possibilité à Arafat soit d'augmenter sa crédibilité, soit de la perdre. Mais je n'avais pas à raconter tout cela. Je n'ai pas à livrer tous mes secrets.

Hosni Moubarak explique ensuite en ces termes son soutien critique à l'OPEP : « La majorité des Palestiniens soutient Arafat. Je ne peux pas l'ignorer et soutenir la minorité. Si on fait ça, on devra faire face à d'énormes problèmes avec la majorité ; des détournements, des actes de terrorisme ; elle y est prête. Cela dit, nous devons exercer des pressions sur la majorité, la persuader de reconnaître les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité, car elles doivent être à la base de la réunion d'une conférence internationale. Nous ne pouvons pas faire plus que cela, et nous le faisons de notre mieux. Mais c'est la dernière chance. Si nous ne trouvons pas la bonne formule pour organiser cette conférence inter-

naionale, je ne vois plus de solution... »

Mais cela ne fait-il pas des années que l'on attend de Yasser Arafat la reconnaissance des résolutions 242 et 338 ?

« Que voulez-vous ? s'exclame le rais. Qu'on se jette à la mer ? Nous faisons tous les efforts possibles. Si nous échouons, si le roi Hussein échoue (nous ne perdons pas de vue l'accord jordanopalestinien qui est très important), ce sera très difficile d'aller de l'avant... »

Le président abordera-t-il cette question lors de son voyage en France et à Strasbourg, du 27 au 29 janvier ?

Oui, car j'étudie toujours ce problème avec le président Mitterrand. D'ici au 27 janvier, il faut bien qu'il se passe quelque chose de la part des Palestiniens. Sinon, tant pis pour eux.

Un peu avant, le président égyptien avait paru agacé à l'évocation des différences d'interprétation données de source égyptienne et de source palestinienne à la déclaration du Caire publiée le 7 novembre dernier et par laquelle Yasser Arafat renonce au terrorisme en dehors des territoires occupés par Israël. Certains dirigeants palestiniens ont laissé entendre, en effet, que ce texte n'impliquait pas la renonciation au terrorisme sur le territoire d'Israël. « C'est une bonne déclaration, commente M. Moubarak, en ce sens qu'elle met les Palestiniens en face de leur responsabilité qui est d'abandonner le terrorisme. C'est une déclaration palestinienne, et nous n'avons pas à nous ingérer dans cette affaire. Mais nous, nous sommes contre tout terrorisme ; il faut résoudre le problème d'une manière pacifique. Les Palestiniens peuvent interpréter leur déclaration comme ils veulent ; nous considérons le terrorisme comme un tou et nous sommes contre... »

« Les Israéliens savent ce qu'est une cour martiale »

A propos de terrorisme, où en est l'affaire du soldat « Fou » du Sinaï qui a porté un coup d'arrêt au tourisme israélien en Égypte (environ 40 000 personnes par an) ?

C'est vraiment un incident déplorable. Nous avons déferé le coupable devant une cour martiale et les Israéliens savent ce que veut dire une cour martiale. Israël nous a demandé un rapport sur toute l'affaire, mais comment le faire et respecter l'indépendance de la magistrature. Il faut attendre le verdict (4). Je tiens beaucoup à éviter que les Israéliens nous tapent dessus et que nous leur tapions dessus. Nous désapprouvons toujours de telles actions irresponsables. Un être humain a fait une erreur ; il doit être sanctionné.

Mais comment expliquer un tel acte ? Est-ce vraiment celui d'un fou ou celui d'un intégriste ?

« Comme ce soldat est resté longtemps seul dans le désert, il peut avoir eu une crise d'hystérie ; seul avec quelques autres soldats dans le désert, vous pouvez devenir nerveux, déprimé, irresponsable. C'est psychologique. Mais si nous n'avons voulu rien faire, nous l'aurions envoyé dans un asile psychiatrique, et on l'aurait déclaré fou sans le juger... »

En dépit des difficultés, le président Moubarak se veut optimiste sur l'avenir des relations israélo-égyptiennes. « La dernière session des négociations sur l'enclave de Tabá, a été bonne, dit-il. Nous avons fait certains progrès et j'espère que nous pourrions conclure quelque chose... »

Le temps presse, reconnaît-il, mais une délégation israélienne ne doit-elle pas se rendre au Caire cette semaine pour tenter de conclure un accord sur la normalisation des relations, un accord qui « dépasse » le cas de Tabá ? Si tel était le cas, se poserait de nouveau le problème d'une rencontre Moubarak-Pérez, mais il est trop tôt encore pour que le président égyptien évoque cette possibilité. Il n'a en revanche que des paroles aimables pour le premier ministre israéliel, « une personnalité que je respecte, souple, qui voudrait réellement trouver une solution, avec laquelle on peut coopérer pour donner une impulsion au processus de paix ». Il ne peut en dire autant des membres du Likoud, « qui compliquent tout ».

JACQUES AMALRIC.

(4) De bonne source, on indique que le verdict sera rendu le 28 décembre.

« L'intégrisme ? Ce n'est pas un danger »

De notre envoyé spécial

Le Caire. — Comme en politique étrangère, les sujets de préoccupation ne manquent pas au président Moubarak en politique intérieure : intégrisme, difficultés économiques, un certain malaise politique aussi.

Mais peut-être a-t-on déjà trop parlé du problème fondamentaliste à M. Hosni Moubarak ? Les intégristes, dit-il, existent partout dans le monde. Pourquoi parlent-ils toujours des réformes en Occident ? Pourquoi ? Mais tout simplement parce que le président Moubarak avait lui-même dénoncé le 28 juin dernier les partisans de l'instauration de la charia (la législation islamique) et que quelques jours plus tard le gouvernement avait jugé bon - entre autres mesures « laïques » - de placer toutes les mosquées sous son contrôle...

« Je songeais plutôt à prévenir qu'à guérir », explique le président. Sans doute y a-t-il moins d'intégristes en Égypte qu'ailleurs. D'ailleurs, par l'intermédiaire des médias, nous donnons les interprétations correctes des principes de l'islam, qui n'est pas religion d'intolérance, mais au contraire religion de tolérance et d'amour. Toute cette affaire n'est pas un danger... »

La réalité de la crise économique n'est pas non plus une menace, même si le marasme touristique - évident à fréquenter les grands hôtels du Caire - est minimisé. Le président reconnaît bien volontiers que les ressources de l'Égypte baissent sur tous les

fronts : revenus pétroliers, revenus du canal de Suez, rentrée de devises, dues aux millions de travailleurs égyptiens à l'étranger, dont les retours au pays commencent à se chiffrer en centaines de mille.

Aucun changement radical et rapide de politique n'est possible ici, explique M. Hosni Moubarak. Nous faisons partie du tiers-monde ; le peuple a pris l'habitude de croire que c'est le gouvernement qui fait tout, et il attend tout du gouvernement. C'est cette mentalité qu'il faut changer, et cela prend du temps. C'est pourquoi nous encourageons le secteur privé et lui donnons tout l'appui possible. Notre objectif principal, c'est de donner une impulsion à la production aussi bien privée que publique. Pas étonnant, dans ces conditions, que la presse agite depuis quelque temps plusieurs « cocodiers nassériens » comme l'obligation pour le gouvernement de fournir un emploi à tous les diplômés de l'enseignement supérieur et parle avec insistance du problème démographique, qui reste le problème numéro un du pays.

« Très étrange question »

Mais comment quitter Hosni Moubarak sans lui parler - et le faire parler - de son ministre de la Défense, Abou Ghazala, que les meilleurs observateurs considèrent comme le véritable numéro deux du régime ? Contrairement à ses prédécesseurs, le rais, en effet, n'a pas nommé de vice-président, comme l'y autorise la Constitution. Pourquoi ? « Rien

ne m'y contraint. Quand j'en trouverai un, je le ferai et j'en serai très heureux. Mais, vous savez, il faut tant de qualifications ! Ce demande du temps », répond, bouasse et rusé à la fois, M. Moubarak.

Mais quelles sont donc ses relations avec ce ministre de la Défense qu'on dit à la fois proche des États-Unis (où il a été attaché militaire pendant plusieurs années, donc intermédiaire indispensable pour le plupart des achats d'armements effectués libes) et proche des intégristes ? « Très étrange question », observe M. Hosni Moubarak, qui est tout seul d'avis. C'est un ministre. Je l'ai nommé. Si je n'avais pas confiance en lui, il quitterait le cabinet sur-le-champ. Il suffit d'une signature. Tout cela relève de la rumeur ; je le connais ; elle court dans les milieux de l'opposition ; elle est relayée par l'étranger. Moi, je ne cours pas après les rumeurs ; j'ai mes idées ; je connais très bien mes ministres et je n'ai pas besoin des informations de la presse, qui est souvent biaisée... »

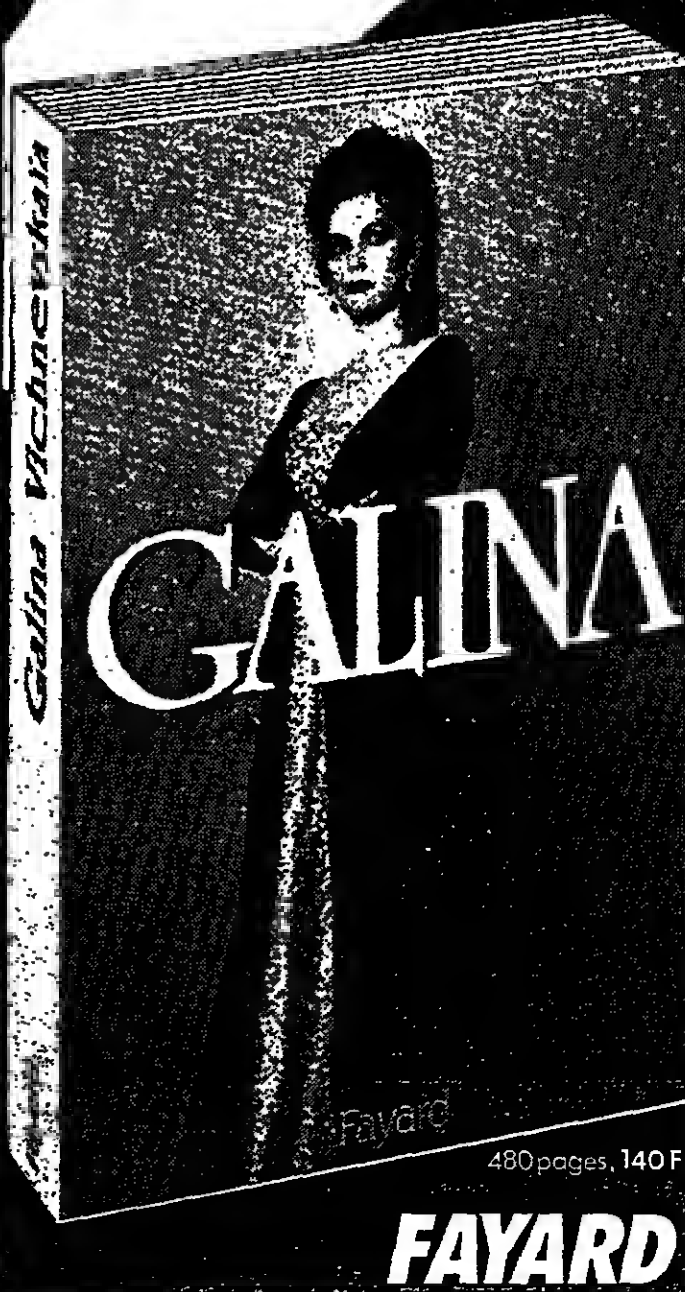
Comme par hasard, l'entretien se termine par un éloge de la démocratie et de la stabilité politique. M. Hosni Moubarak n'a pas à se forcer pour être convaincant. L'Égypte, sous sa houlette, est un pays beaucoup plus libre que sous celle de Sadat. Ne perdons pas de vue de Nasser, où c'est en cachette qu'on écoutait les radios étrangères. Reste à savoir si les Égyptiens, qui sont revenus de tout sauf peut-être du mythe du chef, s'en souviennent encore.

J. A.

GALINA

Misère, guerre, amour, gloire, exil, la vie de Galina Vichnevskaja, diva et femme de Rostropovitch, est un vrai roman russe... aussi dramatique et poignant qu'un roman de Tolstoï.

Jacques Lonchamps, le Monde



FAYARD

صبرنا من الامل

politique

LA FIN DE LA LÉGISLATURE

Freinage de la décentralisation culturelle aménagements de la décentralisation de l'action sanitaire et sociale

Parmi les neuf textes adoptés définitivement lors de la session extraordinaire du Parlement le dimanche 22 décembre, trois peuvent être qualifiés de projets fourre-tout : l'un aménage la décentralisation, votée depuis le début de la législature ; le deuxième modifie quelques points de la compétence législative sociale ; le dernier tire les conséquences du transfert de compétences de l'Etat aux départements pour l'action sanitaire et sociale.

● **Décentralisation.** - La complexité de la législation applicable aux collectivités locales, conséquence notamment de la décentralisation, a amené le gouvernement, en fin de législature, à faire adopter un texte qui modifie certaines dispositions législatives difficilement applicables, et réduit la portée de la décentralisation culturelle.

Ce texte reporte d'un an le transfert des compétences dans le domaine de la justice. Il donne un an de plus pour mettre au point les conventions de transfert de certains services de l'Etat aux collectivités locales ; il réduit aussi leur liberté d'action dès que sont en cause des ouvrages ou des installations intéressant la défense nationale. Mais, à la demande de la commission des lois de l'Assemblée nationale, M. Pierre Joxe a accepté que le préfet ne puisse pas s'opposer à ce que des actes des communes, départements ou régions, mais simplement saisi, selon une procédure accélérée, le Conseil d'Etat.

L'Assemblée a aussi rendu plus contraignante la nouvelle procédure qui simplifie le paiement d'intérêts moratoires par une collectivité territoriale lorsqu'elle tarde trop à payer ce qu'elle doit à un de ses fournisseurs, afin que celui-ci soit mieux assuré de percevoir ce qui lui revient.

Ce projet modifie sensiblement les règles de décentralisation culturelle, pour freiner la diminution du rôle de l'Etat. D'abord, il reporte de quatre ans le transfert de la charge des équipements, des bibliothèques et de celui de la commune de mise en bière. A la suite de demandes de M. Michel Suchaut (PS, Dordogne) et du Sénat, le gouvernement a accepté que soit précisée dans la loi que le transfert des crédits pour les bi-

bliothèques municipales se fera par le biais d'un concours particulier de la dotation globale de décentralisation, afin que l'Etat soit assuré de leur affectation. Les crédits nationaux consacrés aux musées de province, eux, resteront définitivement sous la responsabilité de l'Etat, contrairement à ce qui était prévu, afin de lui permettre de continuer une action importante en ce do-

REFAIRE LES ASCENSEURS

Les ascenseurs à poutre fixe ont été responsables de soixante-trois accidents, dont dix-neuf mortels, entre 1980 et 1983, a calculé M. René Rouquet, député socialiste du Val-de-Marne. Aussi, il avait déposé une proposition de loi rendant obligatoire la pose dans ce type d'ascenseur de portes de cabine intérieures. Le gouvernement ne l'a jamais inscrit à l'ordre du jour, craignant le coût, notamment pour les organismes de logements sociaux, de l'installation de cette sécurité.

Tout. M. Rouquet a réussi, avec l'appui du groupe socialiste, à faire ajouter cette obligation dans le projet de loi sur les simplifications en matière d'urbanisme, définitivement adopté le vendredi 20 décembre. Tous les ascenseurs devront donc être munis de portes intérieures avant le 1^{er} janvier 1990.

maine. En revanche, l'Assemblée a tenu à ce que les transferts de crédits consacrés aux archives soient bien liés, contrairement à ce qu'avait prévu le gouvernement.

Ce texte réduit aussi très légèrement les monopoles locaux des pompes funèbres. Les familles des défunts pourront choisir entre le service de la commune de résidence, celui de la commune d'inhumation et celui de la commune de mise en bière. A la suite de demandes de M. Michel Suchaut (PS, Dordogne) et du Sénat, le gouvernement a accepté que soit précisée dans la loi que le transfert des crédits pour les bi-

bres, qui participent au service des pompes funèbres, sont agréés selon des modalités prévues par décret en Conseil d'Etat. Mais ces nouvelles dispositions n'entreront en vigueur qu'au 1^{er} janvier 1987.

● **Répartition des frais de scolarité** entre les communes. - La répartition des frais de scolarité entre les communes où habitent les enfants et celles où ils vont à l'école a toujours posé des problèmes. Tant et si bien que les dispositions fixées par une loi de juillet 1983 n'ont pu entrer en application à la rentrée de 1985 comme prévu. Le gouvernement a proposé de nouvelles dispositions, mais le Sénat a cherché à privilégier l'intérêt des communes-centres au détriment de celles de la périphérie, et a limité - encore plus que le gouvernement - la possibilité pour les familles d'inscrire leurs enfants dans l'école d'une autre commune que celle où ils habitent.

Finalement, l'Assemblée a décidé que, même sans l'accord du maire de leur commune, les parents pourraient scolariser leurs enfants dans une autre ville en cas de contraintes liées à leurs obligations professionnelles ou de raisons médicales, ou si un autre de leurs enfants est déjà scolarisé dans la commune d'accueil. En revanche, dans tous les cas, la participation de la commune de résidence ne couvrira que les frais de fonctionnement ; elle ne sera que de 20 % à la rentrée scolaire 1986 pour atteindre progressivement 100 % à la rentrée 1989.

Sénateurs et députés n'ayant pu se mettre d'accord sur l'ensemble de ce projet, l'Assemblée a imposé ses vues lors de la lecture définitive le dimanche 22 décembre.

● **Diverses dispositions d'ordre social.** - Le Sénat et l'Assemblée sont parvenus à un accord sur l'essentiel de ce texte (le Monde du 13 décembre). Les députés ont tenu compte des souhaits des sénateurs sur le calcul des cotisations sociales des Français de l'étranger, sur l'harmonisation des conditions d'adoption des enfants, qu'ils soient Français ou étrangers. Ils ont aussi été d'accord avec eux pour supprimer la modification du calcul des prix de journée dans les centres d'aide par le travail, comme le souhaitait le gouvernement. D'ailleurs, en deuxième lecture, le Sénat

avait finalement accepté la plupart des dispositions qu'il avait d'abord refusées.

Restait l'intégration dans la carrière diplomatique des fonctionnaires ayant été nommés par le gouvernement plus de six mois chef de mission diplomatique (le Monde du 30 novembre). Pas plus qu'au Palais-Bourbon, la droite, au Palais de Luxembourg, ne l'a admis. Mais, pour supprimer cette disposition, elle ne rencontrait pas l'opposition des sénateurs socialistes, qui se contentaient de s'abstenir. Les députés du PS, eux, la rétablissent, le dimanche 22 décembre en dernière lecture, mais l'UDF et le RPR ont déjà annoncé leur intention de saisir le Conseil constitutionnel.

● **Décentralisation de l'action sanitaire et sociale.** - Les députés et les sénateurs de droite ont des positions divergentes sur ce texte, qui adapte la législation sanitaire et sociale à la décentralisation, en fixant un cadre à l'action des départements, nouveaux responsables en la matière (le Monde du 27 novembre). Satisfait des aménagements qu'il a pu lui faire régulièrement apporter, M. Jacques Blanc, député UDF de Lozère, a fait, tout au long des navettes, approuver ce projet par son groupe.

La majorité sénatoriale, elle, avait tenté, en première lecture, de limiter les pouvoirs des préfets, que l'Assemblée avait renforcés par rapport au projet gouvernemental (le Monde du 20 décembre). En deuxième lecture, les députés avaient, pour l'essentiel, rétabli le texte qu'ils avaient déjà adopté, assorti toutefois de quelques précisions. Finalement, les deux chambres divergeaient essentiellement sur la possibilité d'appréciation du président du conseil général face à une demande de création d'un établissement privé, possibilité que les députés voulaient limiter, et sur l'élection à la proportionnelle des délégués des conseils municipaux dans les centres communaux d'action sociale, nouveau nom des bureaux d'aide sociale voulu par les députés. Aussi, en dernière lecture, le dimanche 22 décembre, l'Assemblée a confirmé ses votes précédents.

Th. B.

Le communiqué du conseil des ministres

En raison des dates des fêtes de fin d'année, le prochain conseil des ministres est fixé au vendredi 3 janvier, et le dernier conseil de l'année 1985 s'est réuni, lundi après-midi 23 décembre, au palais de l'Élysée sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des travaux, le communiqué suivant a été rendu public :

● LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE EN MER

Le ministre des relations extérieures a présenté au conseil des ministres un projet de loi modifiant la loi du 16 juillet 1976 relative à la zone économique un large des côtes du territoire de la République.

Ce texte vise à mettre en œuvre en droit interne les dispositions de la convention sur le droit de la mer signée par la France le 10 décembre 1982, qui donne aux États côtiers le droit d'autoriser et de contrôler les activités de recherche scientifique dans leurs eaux territoriales, leur zone économique et sur le plateau continental.

Il permettra à la France de préserver, dans le respect du droit international, ses intérêts légitimes en matière de recherche scientifique dans les espaces maritimes.

● CONSEIL DU PACIFIQUE SUD

Le ministre des relations extérieures a présenté au conseil des ministres un projet de décret créant un conseil du Pacifique sud.

Cet organisme, présidé par le président de la République, réunira le premier ministre et les membres du gouvernement concernés, ainsi que les principaux responsables civils et militaires de l'action de la France dans le Pacifique sud. Il aura pour fonction de coordonner l'ensemble de la politique de la France dans cette région et de définir les axes de sa coopération avec les autres États du Pacifique sud. Il contribuera à affirmer la présence de la France et à assurer la défense de ses intérêts, dans le dialogue avec ses partenaires de la région, conformément aux orientations annoncées par le président de la République dans sa déclaration du 15 septembre dernier.

● L'ASSEMBLÉE TERRITORIALE DE POLYNÉSIE FRANÇAISE

Le secrétaire d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer a présenté au conseil des ministres un projet de décret portant dissolution de l'Assemblée territoriale de Polynésie française et fixant au dimanche 16 mars 1986 la date des nouvelles élections.

Cette dissolution avait été demandée par délibération de l'exécutif du territoire en date du 30 août 1985 qui confirmait un vote identique, à une très large majorité, de l'Assemblée territoriale elle-même. Conformément à l'article 81 du statut de la Polynésie française, le gouvernement fait droit à cette demande.

Les élections à l'Assemblée territoriale du 16 mars prochain devront pourvoir les 41 sièges que comporte l'Assemblée territoriale depuis l'intervention de la loi n° 85-1337 du 18 décembre 1985, qui vient d'être publiée au Journal officiel.

● COOPÉRATION DES PERSONNELS HOSPITALIERS UNIVERSITAIRES

Le secrétaire d'Etat chargé des universités a présenté au conseil des ministres deux projets de décret.

Le premier fixe les conditions de service en coopération des personnels hospitaliers et universitaires. Le second est relatif aux conditions de titularisation des maîtres de conférences agrégés servant dans un éta-

blissement hospitalier ou d'enseignement médical des pays demandant une assistance technique.

Ces textes visent à faciliter les échanges en coopération et à améliorer les conditions de retour des personnels hospitalo-universitaires qui jouent un rôle important dans le développement de l'enseignement médical, notamment en Afrique francophone.

● LA COOPÉRATION AVEC LES PAYS DU TIERS-MONDE

Le ministre délégué chargé de la coopération et du développement a présenté au conseil des ministres une communication, préparée en liaison avec le ministre de la recherche et de la technologie, sur le renforcement de la coopération scientifique avec les pays du tiers-monde.

Le gouvernement a défini un ensemble d'orientations qui complètent, en ce domaine, les dispositions du programme triennal pour la recherche. Elles visent à :

- Associer plus étroitement les communautés scientifiques, françaises et celles du tiers-monde, en encourageant les échanges de chercheurs et les actions conjointes sur des sujets prioritaires propres à développer la coopération ;

- Aider au renforcement des équipes de recherche du tiers-monde : une priorité sera donnée à cette action et jusqu'à 10 % des crédits disponibles pourront lui être consacrés ;

- Promouvoir des actions de recherche - développement mobilisant des moyens et des équipes dans les conditions mêmes du développement ;

- Renforcer la présence française dans les instituts de recherche internationaux spécialisés et soutenir les réseaux de recherche originaux sur les problèmes prioritaires, comme les productions vivrières et la lutte contre la désertification.

Un conseil scientifique du développement est créé auprès du ministre chargé de la coopération. Composé de sept personnalités de premier plan, il sera habilité à faire toutes propositions utiles en matière de coopération scientifique.

MESURES D'ORDRE INDIVIDUEL

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

Sur proposition du ministre de l'économie, des finances et du budget, M. Michel Prada, inspecteur des finances, est nommé directeur du budget.

Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice, M. Jacques Boutet, conseiller d'Etat, est nommé président de la section des finances du Conseil d'Etat.

Sur proposition du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, M. Bernard Patatut, préfet hors cadres, est admis sur sa demande au bénéfice du congé spécial.

Sur proposition du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du gouvernement, M. Jean Choussat, inspecteur des finances, est nommé directeur général de l'Assistance publique de Paris.

Sur proposition du ministre de l'agriculture, M. Jean-Louis Bianco, maître des requêtes au Conseil d'Etat, est nommé président du conseil d'administration de l'Office national des forêts.

Sur proposition du secrétaire d'Etat chargé des affaires de la défense, chargé des anciens combattants et victimes de guerre, M. Gérard Vincent, docteur en médecine, est nommé inspecteur général du secrétariat d'Etat chargé des anciens combattants.

● **M. Barre et les promesses fiscales.** - Au cours d'un meeting électoral à Crapeau, dans la banlieue lyonnaise, lundi 23 décembre, M. Raymond Barre a déclaré : « Je ne fais jamais de promesse en matière fiscale. (...) Je connais la tradition en France. A la veille des élections, on dit : « Demain, vous ne paierez plus d'impôts », et, bien entendu, le lendemain on en paye beaucoup plus. S'adressant à un public d'environ trois cents personnes, il a ajouté : « La chose raisonnable, c'est de dire : désormais, on commencera par ne plus augmenter les impôts. Par ailleurs, l'ancien premier ministre a reproché au gouvernement actuel d'avoir fait « du progrès social à crédit ». En réponse aux propos de M. Mitterrand relatifs aux acquis sociaux, M. Barre a demandé : « Comment voulez-vous que, cinq ans après, on [y] touche ? »

LA VISITE DE M. CHIRAC A LA RÉUNION

Difficile cohabitation à droite

De notre correspondant

Saint-Denis. - « La Réunion est un département français, point final », a déclaré à plusieurs reprises M. Jacques Chirac lors de son voyage dans l'île. Une visite de cinq jours au pas de course, que le président du RPR a placée sous le signe de l'union nécessaire entre le RPR

et l'UDF. L'objectif de l'opposition dans l'île est d'obtenir quatre députés le 16 mars, car ce résultat permettrait, selon le président du RPR, de lever toutes les « ambiguïtés » quant au statut du département de la Réunion. Tout au long de sa visite, M. Chirac a accusé le Parti communiste réunionnais, dirigé par M. Paul Vergès, de vouloir « créer une situation sociale explosive dans

l'île et de travailler au profit d'une puissance étrangère. Au moment où, dans tous les grands pays démocratiques, l'idéologie marxiste est en recul, il serait anormal que la Réunion demeure en dehors de cette évolution ». En dépit de plusieurs échecs répétés à Saint-André (municipalité UDF, dirigée par M. Jean-Paul Virapoulle) depuis 1983, le PCR dispose localement d'une audience évaluée à 30 % de la corps électoral. Selon M. Chirac, l'opposition, une fois revenue au pouvoir, s'attacherait à réaliser - suivant un calendrier de cinq ans - le projet social global entre les DOM et la métropole ainsi qu'à rétablir la confiance des investisseurs grâce à un assouplissement de la fiscalité.

M. Jacques Chirac s'est efforcé de minimiser les « querelles de clocher » entre les différentes sensibilités de l'opposition locale et de vanter la solidité de l'union. Le maire de Paris a ainsi rendu visite au sénateur, maire de Saint-Paul, Paul Julius Bénard (apparenté RPR), qui envisage de patronner une seconde liste d'opposition tant aux législatives qu'aux régionales. A l'issue d'un tête-à-tête avec le président du RPR, M. Bénard a déclaré qu'il maintiendrait « pour l'instant » sa liste.

A la fronde du maire de Saint-Paul s'est ajoutée ce dimanche, juste avant le départ de M. Chirac, la révolte de cinq élus contristes du sud de l'île, partisans de M. André Thien Ah Koon, récemment converti au « barriisme ». Ce groupe d'élus s'élève contre la désignation « unitaire » d'un RPR, M. Marc Gérard (adjoint au maire de Saint-Denis, M. Auguste Legros) pour mettre au point une liste d'union aux régionales. Ils ont lancé un véritable ultimatum aux élus-majors du RPR et de l'UDF pour que la situation soit « clarifiée » avant le 10 janvier.

La départementalisation de Mayotte

M. Jacques Chirac s'est prononcé samedi 21 décembre à Saint-Denis-de-la-Réunion en faveur de la départementalisation de la collectivité territoriale de Mayotte. Un choix qui repose selon lui sur la volonté manifestée par les Mayotais de rester Français et de voir leur île devenir un département d'outre-mer.

La départementalisation de Mayotte, a indiqué le président du RPR, répond au principe du droit

des peuples à disposer d'eux-mêmes. M. Chirac a invité les pays africains qui présentent le rattachement de Mayotte à l'Etat comorien de s'en tenir à ce principe fondamental.

Le candidat RPR-UDF à Mayotte, M. Jean-Michel de Cazanove, fera campagne sur le thème de la possibilité d'annexion. S'il est élu, il soutiendra M. Chirac, le nouveau gouvernement « mettra un point d'honneur à tenir les engagements qu'il aura pris au nom du RPR et de l'UDF ». La candidature de M. de Cazanove est pour le moment fortement contestée par un groupe d'élus mahorais ayant à leur tête le sénateur (Union centriste) Marcel Henry et l'ancien député, M. Benma.

Pour essayer de casser ce groupe de pression qui fait et défait les majorités à Mayotte, le RPR a décidé de parachuter l'un des siens dans la collectivité territoriale. Chef d'entreprise originaire des Landes, M. de Cazanove est un proche collaborateur de M. Alain Juppé.

ALIX DUJOUX.



LE 27 DÉCEMBRE 1979
UNE ARMÉE DE 85000 SOVIÉTIQUES FAISAIT IRRUPTION EN AFGHANISTAN
En se soir de Noël 1985 l'Afghanistan déplore des centaines de morts, des millions d'expatriés et de mutilés, parmi lesquels de nombreux enfants, victimes de ces tristes jouets que sont les bombes, grenades, balles et autres engins soviétiques.

M. GORBATCHEV, ne pensez-vous pas que ce serait un précieux cadeau de Noël que de rendre à ces enfants d'Afghanistan et à leurs familles, la liberté et l'indépendance ?

Institut Européen de Sécurité
Boîte postale 609
Luxembourg Ville - LUXEMBOURG

صكرا من الامم

Le Monde SCIENCES

Du pétrole sous Paris ?

En 1958, le premier champ de pétrole est découvert non loin de Paris. Le Bassin parisien produit aujourd'hui 44 % du pétrole français. ELF-Aquitaine vient d'obtenir un permis d'exploration couvrant 1 520 kilomètres carrés.

UNE rumeur commence à circuler : d'ici peu, Paris va se lézarder de derricks et ressembler ainsi à certains quartiers de Los Angeles. Le permis d'exploration pétrolière Paris-Île-de-France couvrant 1 520 kilomètres carrés a été attribué à l'association ELF-Aquitaine (50 %), Total-Compagnie française des pétroles (35 %), BP-France (15 %). Le décret d'attribution doit paraître très prochainement au *Journal officiel*. Certes, depuis 1982, le sous-sol du Bassin parisien se montre beaucoup plus prometteur qu'on ne le croyait jusqu'alors. Mais il faut remettre la situation actuelle et future dans un cadre moins sensationnel et plus rigoureux.

Tout d'abord, la prospection sismique ne commencera pas dans l'agglomération parisienne avant plusieurs mois. Ensuite, si cette prospection révèle des structures géologiques « intéressantes », les forages - probablement deux ou trois au maximum - ne seront pas entrepris avant 1987, ou plutôt 1988. En outre, Paris et sa banlieue ne manquent pas d'emplacements d'un hectare au minimum (terrains vagues, usines désaffectées, chantiers riverains de la Seine, gares de triage, boucles d'autoroutes, etc.) où peut être installé, sans gêner l'environnement, un derrick dûment camouflé et insonorisé. Enfin, les techniques de déviation de forage, maîtrisées depuis plus de cinquante ans, permettent d'attein-

dre à 2 500 mètres de profondeur un objectif situé à 1,5 kilomètre de la verticale passant par le derrick.

L'histoire géologique du Bassin parisien explique tout à la fois qu'il y ait du pétrole à différents niveaux et que ce pétrole soit difficile à trouver.

Plusieurs conditions sont nécessaires - mais non suffisantes - pour qu'il y ait eu formation d'hydrocarbures puis accumulation du pétrole ou du gaz naturel en gisements exploitables.

D'abord, il faut des mers peu profondes, des lagunes ou des lacs où abonde la matière organique. Celle-ci enrichit les sédiments qui se déposent dans le fond de ces cuvettes. Mais il faut aussi des sédiments minéraux qui privent la matière organique de tout contact avec de l'oxygène.

Ensuite, il faut que le socle constituant le fond des cuvettes soit affecté d'un lent mouvement de descente (ou subsidence). Ce qui permet aux couches sédimentaires de s'accumuler sur des épaisseurs importantes, tandis qu'y augmentent la pression et la température. Ainsi la matière organique se transforme-t-elle peu à peu en hydrocarbures.

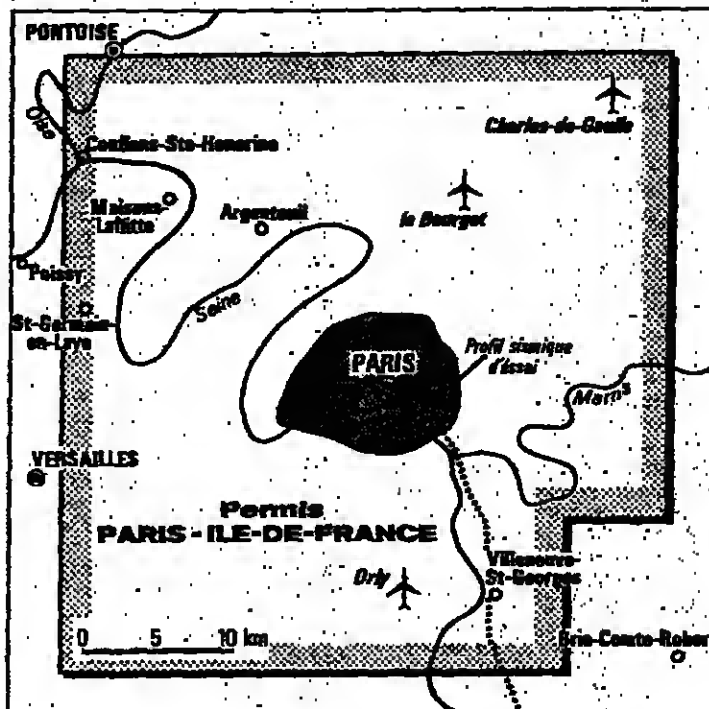
En outre, il faut qu'existent, dans l'empilement des sédiments, des couches poreuses et perméables capables de devenir roches-réservoirs. En effet, on ne trouve presque jamais les hydrocarbures

dans les roches mères où ils se sont formés. Une fois formés, pétrole ou gaz naturel migrent de leurs roches-mères dans des roches-réservoirs, où la pression est moins forte. En général, la roche-réservoir est située au-dessus de la roche mère. Mais il arrive qu'elle soit située au-dessous.

Enfin, les hydrocarbures étant relativement légers ont une tendance naturelle à continuer leur migration ascendante. Pour qu'ils s'accumulent en gisement exploitable, il faut que leur ascension soit bloquée dans un « piège » dont la partie supérieure est scellée hermétiquement par une couche imperméable. Les pièges sont créés par un accident géologique (anticlinal, faille, etc.). Et ce sont ces structures géologiques existant en profondeur que les pétroliers détectent par la prospection sismique.

Le Bassin parisien s'est formé sur un vieux socle continental fortement plissé par l'orogénisme hercynien (de -350 à -230 millions d'années) et déjà aplani par l'érosion en plaine vers -280 millions d'années. Dès le Trias (1), la péninsule du bassin de Paris commence à subir des mouvements de subsidence et des transgressions marines à répétition. Des mers peu profondes recouvrent tout ou partie du Bassin parisien et y déposent des sédiments (sables, grès, etc.). A certaines périodes, au Lias en particulier, ces mers ou ces lagunes sont riches en matière organique.

Pendant le Jurassique et le début du Crétacé, se produit une des premières phases de l'orogénisme alpin. Par contre, le socle et la couverture sédimentaire du Bassin parisien ont été soumis à des contraintes d'extension qui ont favorisé leur subsidence.



En revanche, pendant le reste du Crétacé et pendant l'ère tertiaire, notre région subit des phases compressives, échouées à l'ouest de l'ouverture de l'Atlantique nord et du golfe de Gascogne puis de la formation des Pyrénées.

Les transgressions marines répétées, tantôt partielles, tantôt complètes, expliquent que la même couche géologique change facilement de facies (nature et structure de la roche sédimentaire). Les géologues ne sont donc jamais sûrs que les qualités de tel étage, intéressantes à un endroit donné, se continuent longtemps.

En outre, les contraintes d'extension puis de compression

qui ont affecté le Bassin parisien à partir du Jurassique n'ont pas provoqué d'accidents géologiques vigoureux. Les structures du sous-sol sont donc très molles. Ce qui rend les coupes sismiques très difficiles à interpréter par les géophysiciens.

De Coulommiers à Chaunoy

En 1958, le compagnie Pétrorep a découvert Coulommiers, à 10 kilomètres au sud-est de Meaux, le premier champ de pétrole de quelque importance jamais trouvé dans le Bassin parisien. La même année, ELF « tapait » dans quatre autres petits gisements. Sauf un, tous ces champs sont situés dans le Dogger, comme le sont, d'ailleurs, plusieurs autres champs assez modestes découverts jusqu'en 1965. Les ressources pétrolières du Bassin parisien semblaient donc alors fort limitées. Et la recherche était freinée d'une part par la faible lisibilité et la difficile interprétation des coupes sismiques et d'autre part par l'abondance et le prix (2 dollars le baril) du pétrole dans le monde.

Les chocs pétroliers de 1973 et de 1979 ayant multiplié par quinze le prix du pétrole, l'obligation d'économiser les dollars et les progrès énormes de la prospection sismique ont relancé la recherche pétrolière dans les bassins sédimentaires français. En outre, la connaissance de la géologie du Bassin parisien était bien meil-

leure grâce aux nombreux puits et sondages forés pour la géothermie, l'eau, le stockage de gaz et le génie civil, et aux nouveaux moyens de traitement informatique de toute cette documentation. Quelques petites découvertes furent ainsi faites en 1977 et 1979.

Mais la recherche pétrolière dans le Bassin parisien était encore peu active. Tout a changé en 1982. Cette année-là, Triton-France, associée à Total, découvre dans le Dogger, le champ de Villeperdue (à 50 kilomètres au sud-est de Meaux), et surtout en 1983 Esso-France trouve, dans le Trias, le champ de Channoy (à 10 kilomètres au nord-est de Melun). Du coup, la production de pétrole du Bassin parisien grimpe en 1984 à près de 650 000 tonnes (soit 31 % de toute la production française contre 16 % en 1983). En 1985 elle va être de 1,15 million de tonnes (44 % de la production française), et elle sera en 1986 de près de 2 millions de tonnes (66 % de la production française) (2).

Du coup, c'est la ruée sur les demandes de permis d'exploration sur l'ensemble du Bassin parisien, et la recherche pétrolière s'intéresse désormais à des couches géologiques du Trias plus anciennes et donc situées plus profondément que celles du Dogger.

C'est ainsi qu'ELF-Aquitaine a déposé en octobre 1984 une demande de permis (dit d'Argenteuil) couvrant 2 000 kilomètres carrés. Après les différentes étapes administratives, le permis, réduit à 1 520 kilomètres carrés et rebaptisé Paris-Île-de-France, vient d'être attribué à ELF-Aquitaine, Total et BP-France, désormais associés. ELF-Aquitaine sera opératrice à Paris ainsi que dans le centre et l'ouest du permis : l'opérateur pour le nord et l'est du permis étant Total-CFP.

YVONNE REBEYROL

(1) L'ère secondaire ou Mésozoïque a duré de -230 à -65 millions d'années. Elle se subdivise en trois périodes : le Trias, -230 à -195 millions d'années ; le Jurassique, -195 à -140 millions d'années ; et le Crétacé, -140 à -65 millions d'années. Ces trois périodes se subdivisent elles-mêmes en différents étages. Le Jurassique a ainsi commencé par le Lias, -195 à -175 millions d'années ; continué par le Dogger, -175 à -160 millions d'années ; et s'est terminé par le Malin, -160 à -140 millions d'années. L'ère tertiaire, ou Cénozoïque, a commencé il y a 65 millions d'années pour s'achever il y a 2 millions d'années.

(2) En 1984, la consommation française d'hydrocarbures (pétrole et gaz naturel) a été de 76,8 millions de tonnes équivalent-pétrole.

La prospection sismique

Quatre camions équipés de plaques vibratoires ont parcouru trois boulevards parisiens pour mieux connaître la structure géologique du sous-sol.

PARTIE le 18 novembre dernier de la porte des Lilas, une lente chenille a progressé en procession nocturne, pour arriver le 23 novembre dans la forêt de Stenat (1). En six nuits, quatre gros camions-vibrateurs de la Compagnie générale de géophysique (CGG), accompagnés d'un camion-laboratoire, d'ingénieurs et de techniciens de la CGG et d'ELF-Aquitaine, escortés de motards de police, ont parcouru 22,5 kilomètres.

Tous les 15 ou 20 mètres, le cortège s'arrêtait. Chaque camion posait sur le sol sa lourde plaque vibratoire, tout en levant son train arrière. Et les quatre engins vibraient pendant douze secondes, en parfaite synchronisation, en commençant par des cycles de quatorze vibrations par seconde, pour finir à quatre-vingt-cinq cycles par seconde.

Les ondes émises par ce mécanisme sont de très faible énergie, mais elles se propagent dans la terre jusqu'à 3 000 ou 4 000 mètres de profondeur, en émettant réflexions et réfractes chaque fois que changent les propriétés physiques du sous-sol. Ondes réfléchies et réfractées sont captées par cent vingt groupes de trente-six géophones, transformés en impulsions électriques qui sont enregistrées dans le camion-laboratoire. La vitesse de propagation de ces ondes varie selon les caractéristiques physiques des couches traversées, et ce sont les différences de temps d'arrivée des ondes aux géophones qui permettent, après un traite-

ment informatique très sophistiqué, de connaître les structures géologiques du sous-sol.

Cette campagne d'essai avait été précédée pendant deux mois et demi de longues séances d'information avec toutes les administrations concernées et les maires des arrondissements parisiens et des communes traversées dont l'autorisation était nécessaire. En outre, plus de douze mille lettres avaient été déposées dans les boîtes aux lettres pour avertir les riverains de l'itinéraire et leur expliquer l'essai qui allait se dérouler près de chez eux. Au total, la CGG et ELF-Aquitaine se sont félicitées de l'organisation de la police et de la compréhension des habitants, gênés un moment par ce tapage nocturne inhabituel - bien moins bruyant, pourtant, que le moteur trafiqué d'une moto. La seule chose que les responsables ont regretté est le relatif manque de curiosité de la population...

L'itinéraire d'essai a été choisi parce qu'il réunit la quasi-totalité des problèmes que peut rencontrer la prospection sismique en milieu très urbanisé : très forte densité des habitations et des installations industrielles, gare de triage, lignes de chemin de fer, de métro et de RER, réseaux d'égouts, canalisations d'eau, de gaz et d'électricité, anciens rails de tramway, parc zoologique, aquariums (du Musée des arts africains et océaniques), circulation automobile, carrières, etc.

Ce profil sismique d'essai a été fait dans un triple but :



- définir les meilleurs paramètres nécessaires au travail dans cet environnement très particulier ;

- établir les contacts avec les administrations et les services techniques concernés, et ainsi mettre au point les procédures réglementaires fort complexes dans un tel environnement ;

- connaître tous les impacts et répercussions possibles de la prospection sismique dans cet environnement.

Cette troisième raison a conduit à faire procéder à des mesures de bruit par l'Association des propriétaires des appareils à vapeur et électriques. Les vibrations ont été contrôlées par le Centre d'étude et de recherche sismologique de Paris en d'incompréhensibles endroits. Partout, le bruit et les vibrations ont été conformes aux prévisions et inférieurs aux normes admissibles.

Aucun incident ne s'est produit au cours des six nuits de l'essai, sauf une panne survenue au début des opérations qui a bloqué les

camions, moteurs en marche, au même endroit pendant trois quarts d'heure. Un riverain est venu protester contre le bruit, mais a accepté rapidement les explications qui lui ont été fournies.

Quant aux vibrations, seul un poisson rouge semble en avoir été affecté. Alertée par l'agitation de sa petite bête, une dame est descendue en robe de chambre pour demander ce qui se passait. Elle a eu toutes les peines du monde à croire qu'il s'agissait de recherches pétrolières en pleine agglomération parisienne.

Y. R.

(1) L'itinéraire d'essai a suivi les boulevards des « marchés », traversé le bois de Vincennes, les communes de Saint-Maurice et de Maisonneuve-Alfort, puis emprunté la nationale 5 dans Créteil, Valenton, Villejuif-Saint-Georges et Montfermeil, pour aller rejoindre en forêt de Stenat un profil sismique fait pendant l'été dernier sur le permis d'Evry.

Forages déviés

Le forage est la « minute de vérité » de l'exploration pétrolière. Quelles que soient les connaissances de la géologie et la netteté des structures du sous-sol « vues » sur les coupes sismiques, on n'est jamais sûr d'avoir découvert un champ exploitable tant qu'un ou plusieurs forages n'ont pas atteint celui-ci. La preuve : on fore en moyenne dix puits « secs » pour un puits producteur.

Mais il n'est pas nécessaire d'installer l'appareil de forage à la verticale de la structure prometteuse. Depuis 1933, en effet, on sait forer des puits déviés selon une direction voulue. Bien entendu, la déviation est commencée après que le puits a été foré classiquement à la verticale sur une longueur choisie à l'avance, et elle est très progressive (de 1° à 3° par 30 mètres forés). L'angle final de déviation par rapport à la verticale est, en général, compris entre 30° et 45°. Mais il peut être de 60° ou même de 70°.

Notons ici que l'Institut français du pétrole et ELF-Aquitaine ont mis au point en 1980 la forage à l'horizontale en combinant la déviation jusqu'à 90° par rapport à la verticale. Mais

le forage horizontal s'adresse uniquement à la mise en production de champs de types très particuliers. Il ne peut, en aucun cas, être utilisé pour l'exploration. Les structures géologiques ne sont pas encore assez bien connues, et on ne connaît donc ni la profondeur à laquelle le puits devrait passer à l'horizontale, ni la direction que devrait suivre ce trajet horizontal. En outre, un forage d'exploration doit traverser, par définition, le plus de couches géologiques possible : il doit donc avoir une composante verticale.

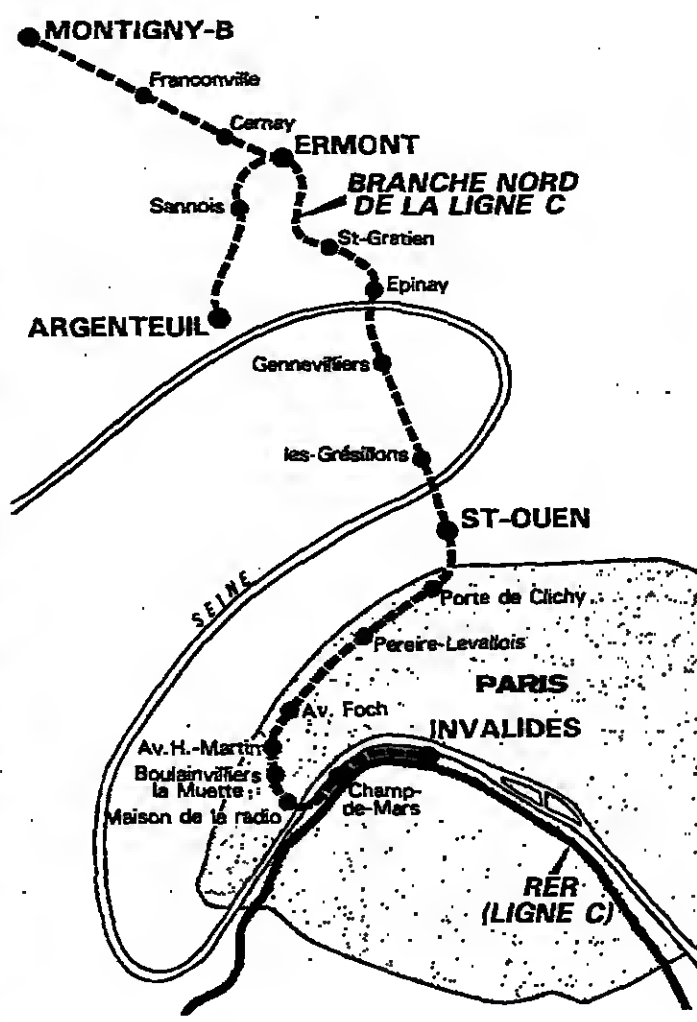
L'éventualité de forages horizontaux étant totalement exclue pour l'exploration, il est certain que les forages déviés à l'oblique présentent des avantages considérables. Ils permettent en effet de forer vingt-cinq puits ou davantage sur un seul site. Ce qui permet, sur la terre ferme, de réduire à un hectare l'écoulement à la location de terrains de grande valeur agricole, immobilière ou industrielle, et, en mer, de construire une seule onéreuse plate-forme de forage, tout en explorant la structure dans un cercle de 3 à 5 kilomètres de diamètre, selon la profondeur finale des forages.

Y. R.

société

DE LA VALLÉE DE MONTMORENCY AUX INVALIDES

Une nouvelle ligne du RER en chantier



La Ville entend bien, en effet, profiter des dalles de béton qui seront coulées sur les vieux tronçons de voies à décaisser. D'abord, elle les achète pour 105 millions de francs et récupère ainsi un espace linéaire de 4,5 hectares. Là-dessus, elle installe des jardins, des jeux pour enfants, des tennis, une crèche, une bibliothèque et des parkings. Entre la place Pereire et la porte Maillot, par exemple, la tranchée ferroviaire séparerait complètement les quartiers situés de part et d'autre. La couverture de la voie rétablirait la continuité, et en douceur. On a repoussé l'idée, avancée par certains, de transformer le boulevard Pereire ainsi élargi en une sorte de voie rapide autoroutière. « Les nuisances auraient été pires que celles provoquées par le passage des trains », dit M. Alain Grégoire-Boviel, directeur de l'aménagement urbain à l'Hôtel de Ville. Non seulement nous n'élargissons pas les chaussées, mais nous en profitons pour donner la priorité aux piétons.

Les gares nouvelles sont également une occasion de doter un quartier des équipements qui lui manquaient. La nouvelle station construite à la porte de Cligny offrira, au-dessus des voies situées à 17 mètres sous terre, un parc de stationnement, des bureaux et des salles de sports.

Pour la SNCF, la voie Ermont-Invalides complète la ligne C du RER, qui, de huit points des banlieues nord, ouest et sud, rabat vers la capitale cent quatre-vingt mille travailleurs chaque jour. En rapprochant les habitants du val de Montmorency des bureaux de l'ouest parisien, elle facilitera la vie des banlieusards. Mais elle va aussi augmenter encore ces transhumances quotidiennes qui sont la plaie de l'agglomération. Elle sera au moins un bon exemple de voie ferrée respectant et même améliorant l'environnement des quartiers qu'elle traverse. Mais il a fallu trois ans de négociations pied à pied pour convaincre les ingénieurs.

MARC AMBROISE-RENDU.

SCIENCES

Station orbitale en déficit

La station orbitale américaine pourrait faire, elle aussi, les frais des mesures qui prennent actuellement les Etats-Unis pour réduire leur déficit budgétaire. Si l'on en croit la revue spécialisée américaine *Astronautics Week and Space Technology*, la direction du budget de la Maison Blanche prévoit en effet de réduire de façon drastique les sommes que la NASA envisageait de consacrer à l'étude de ce projet au cours de l'année fiscale 1987 : sur les 580 millions de dollars prévus, 480 millions de dollars seraient supprimés. Si cette coupe s'avérait approuvée, la construction de cette station spatiale destinée à être en permanence occupée par des astronautes sera retardée de trois ans et sa mise en service repoussée à 1997 au plus tôt.

● **Nouveau retard pour Columbia.** - Le lancement de la navette spatiale américaine Columbia a été une nouvelle fois retardé. Au départ prévu le 18 décembre, ce tir avait été reporté de vingt-quatre heures, puis annulé et fixé au 4 janvier. La NASA vient de le différer encore de deux jours, afin de permettre au sept astronautes de l'équipage de reprendre leur entraînement après l'interruption des fêtes de fin d'année.

● **Une nouvelle note.** - Des chercheurs américains auraient découvert un nouveau type de ces étoiles explosives ou éruptives nommées les novae. L'étoile qu'ils ont détectée émettrait environ deux fois plus d'énergie que les autres novae connues, mais seulement une fraction de celle dégagée par les supernovae, a expliqué M. Sumner Starrfield, un astrophysicien de l'université de l'Arizona, dans un communiqué qu'il a rédigé avec MM. Warren Sparks, du laboratoire Los Alamos (Nouveau-Mexique), et James Truran, de l'université de l'Illinois.

MÉDECINE

R.-J. Reynolds n'a pas tué John Galbraith

Un tribunal de Santa-Barbara (Californie) a rejeté le 23 décembre la plainte déposée par M^{me} Elyane Galbraith contre le fabricant américain de cigarettes R.-J. Reynolds. M^{me} Galbraith réclame 1 million de dollars de dommages et intérêts après la mort, en 1982, de son mari, John, âgé de soixante-neuf ans, victime d'un cancer du poumon tué depuis l'âge de quinze ans de trois paquets de cigarettes par jour. « J'ai promis à mon mari de tenter de montrer à l'opinion publique américaine ce que c'est que d'être pris par l'accoutumance et mourir à petit feu », a déclaré M^{me} Galbraith. L'avocat de Reynolds a fait valoir que John Galbraith « fumait parce qu'il aimait ça. Il connaissait les risques encourus et les a pris ».

Le jury de Santa-Barbara était composé de douze personnes dont deux fumeurs. Quarante-cinq actions en justice similaires ont été intentées aux Etats-Unis. M^{me} Galbraith a décidé de faire appel. Le jugement de Santa-Barbara a toutefois été suivi d'une nette remontée du cours des manufactures de tabac sur le marché de New-York.

ENVIRONNEMENT

Marée noire aux Etats-Unis

A la suite de l'échouage d'un pétrolier de 100 000 tonnes sur les côtes américaines du Pacifique, près de la ville de Seattle, dans l'Etat de Washington, une marée noire de 30 kilomètres de long s'est formée, menaçant de contaminer par plusieurs milliers de tonnes de pétrole les plages, plus de trois cent oiseaux marins ont été recueillis et soignés dans un centre d'urgence. Après expertise du pétrolier, on estime à quelques centaines de tonnes seulement la quantité de liquide qui s'est échappé de ses réservoirs.

DROITS DE L'HOMME

Le prix de la Licra à M. Bernard Stasi

Le prix Bernard Lascache de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) a été décerné lundi 23 décembre à M. Bernard Stasi pour son livre *Le racisme, une chance pour la France* et au livre de M. Marc Hillel *La Massacre des survivants*. Le jury a décerné un prix spécial au film de Claude Lanzmann *Shoah*. Shoah a également obtenu, à l'unanimité des vingt-six membres du jury vendredi 20 décembre, le prix du film Critics New York Circle.

LE SÉJOUR EN FRANCE DES ENFANTS DES COUPLES MIXTES

Farid et Amar retrouvent leur mère

Farid et Amar se taisaient. Ils ont promis de ne pas parler afin de ménager la susceptibilité de leur père algérien avec qui ils vivent depuis cinq ans à Gardhaïa (Algérie). Vendredi 20 décembre, ils sont arrivés à Paris avec cinq autres enfants de couples mixtes séparés, dans l'avion de M^{me} Georgina Dufoux, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (*Le Monde* du 24 décembre). Leur silence fait partie du prix à payer.

Ils se taisaient, mais leur mère, M^{me} Marianne Pinel, trente-sept ans, raconte tout : la déchirure, les périodes d'espoir et d'abattement, le combat pour le simple droit de voir ses enfants, qui l'a conduite, avec quatre autres Françaises, à occuper, de juin à novembre, pendant cent cinquante jours, l'ambassade de France à Alger.

Au cours de l'été 1980, Brahim, son mari, part en vacances avec les deux garçons du couple dans son pays natal, l'Algérie. Farid et Amar sont nés en région parisienne, où leurs parents se sont mariés - à l'église - quatorze ans plus tôt. C'est seulement leur second séjour de l'autre côté de la Méditerranée, et ils ne parlent pas arabe. Absorbée, Marianne, restée en France, apprend par une lettre que son mari a décidé de vivre là-bas et la prie de le rejoindre. « Les enfants étaient d'accord pour passer des vacances en Algérie, mais non pour y rester », raconte-t-elle. Tous les contacts qu'elle a pu avoir avec ses garçons depuis lors n'ont pas fait varier cette conviction. Farid avait alors onze ans, Amar treize. Ils en ont eu deux de plus aujourd'hui en approchant l'âge de la majorité, fin en Algérie à dix-neuf ans. Leur mère, agent administratif, s'efforce en vaines démarches et en aller et retour inutiles. Son mari vit avec une autre femme à Gardhaïa.

De déléts en procédures, elle obtient du tribunal d'Evry la garde de ses enfants. Mais le jugement ne s'applique pas en Algérie, où les magistrats, tout en reconnaissant les torts du mari, confient la garde à ce dernier. La code de la famille algérien prévoit en effet qu'en cas de divorce les enfants doivent être scolarisés et

éduqués dans la religion de leur père. Après plus dix ans d'éducation à la française, Farid et Amar ont été inscrits dans une institution coranique.

Le 28 septembre dernier, le père accepte le principe de laisser partir les garçons chez leur mère pour les vacances de Noël, mais à condition d'obtenir la garantie du gouvernement algérien sur leur retour. Dimanche 22 décembre, le ministre algérien de la justice a signé avec M^{me} Dufoux un communiqué favorable à l'exercice du droit de visite transfrontière. Des députés français de tous bords, des représentants religieux, dont Cheikh Abbas, grand recteur de la mosquée de Paris, avaient soutenu l'idée de séjours périodiques des enfants en France et demandé un geste humanitaire en cette fin d'année. Ils s'étaient portés garants de l'engagement sur l'honneur pris par les femmes : rendre leurs enfants le 2 janvier et renoncer à se prévaloir pendant les vacances de Noël de leur droit de garde. « C'est inhumain, mais il fallait gagner la confiance des pères », explique Marianne Pinel. Si un seul des enfants n'était pas rendu, tous les autres en pâtiraient. Certains sont déjà intégrés en Algérie, d'autres pas : tous ont droit de voir leur mère.

La reprise des difficiles négociations sur la convention d'entraide judiciaire franco-algérienne, en janvier 1986, et les futurs jugements algériens (M^{me} Pinel attend de se voir reconnaître le droit de garde en appel) pourraient en effet dépendre de la réussite de ce premier échange de fin d'année. M^{me} Georgina Dufoux elle-même s'est engagée à ramener les enfants en Algérie.

En attendant, Farid et Amar se préparent à passer Noël et le Jour de l'an avec leur mère et leurs grands-parents maternels pour la première fois depuis 1978. Vendredi, ils ont débarqué de l'avion ministériel à Paris et retrouvé le bloc HLM de Massy où ils ont passé une bonne partie de leur enfance. Leurs anciens camarades de classe et de sport sont accourus à leur rencontre et une grande réunion amicale est prévue pour la fin de la semaine. M^{me} Pinel ne cache pas son bonheur mais reste sage. La dignité retrouvée se devine sous une voix chavirée par

l'émotion. « Ce n'est pas possible de considérer plus longtemps des enfants comme des jouets des objets de marchandage. Nous les rendrons pour prouver que tout cela n'est pas une histoire d'adultes mais d'enfants. »

RUE DU FAUBOURG-SAINT-DENIS, A PARIS

Fusillade entre militants turcs : un mort, deux blessés graves

Un ressortissant turc est mort et deux autres ont été grièvement blessés au cours d'une rixe entre militants turcs, lundi 23 décembre, en début de soirée, dans le quartier de Paris, dans le quartier de la porte Saint-Denis (deuxième arrondissement). Vers 18 h 15, selon le témoignage de commerçants turcs nombreux dans ce secteur, une vingtaine de militants de l'extrême gauche turque s'étaient rassemblés pour distribuer des tracts. Durant cette distribution, les militants se seraient regroupés pour prendre à partie quatre militants du Parti des travailleurs kurdes (PKK) les accusant de « nationalisme outrancier ».

Une bataille rangée a alors éclaté, rue du Faubourg-Saint-Denis. Au milieu d'une foule très dense, composée en partie de Turcs venus faire leurs courses dans les magasins du quartier, des coups de bâton furent échangés. Rapidement, des incidents ont eu lieu tout autour de la porte Saint-Denis. Des militants se sont alors battus à coups de couteau

et, dans des conditions encore mal déterminées, des coups de feu ont été tirés.

Un Turc, Kadri Secen, grièvement blessé à l'abdomen et au thorax par balles, devrait mourir rapidement malgré l'intervention du SAMU. Deux autres blessés par arme blanche - MM. Mustafa Aktas et Mustafa Bulut - ont été hospitalisés, l'un à l'Hôtel-Dieu, l'autre à Lariboisière. Leur état est jugé grave.

L'auteur présumé des coups de feu, Mehdi Sagdic, trente ans, résident en France depuis dix-huit ans, a été arrêté après une course-poursuite avec des témoins et des gardiens de police-secours. S'il semble avoir été la victime de la rixe, il n'a pas encore déterminé avec certitude l'appartenance politique des agresseurs. Elle n'exclut pas une dissidence au sein de ce parti ou une opposition entre « forces de gauche ».

Le PKK ou « Apocular »

Le Parti des travailleurs kurdes (PKK) est la principale organisation séparatiste kurde en Turquie. Connue aussi sous le nom d'« Apocular », ce parti d'obédience marxiste-léniniste compterait plusieurs milliers de membres, appelés les « apistes ». En lutte contre le pouvoir central d'Ankara, il réclame l'indépendance des provinces de l'Est de la Turquie.

Menant également des activités clandestines à l'étranger, le PKK est accusé par le pouvoir d'Ankara de bénéficier du soutien

de « mouvements terroristes arméniens, des Brigades rouges et d'Action directe ». Il est notamment responsable de deux attentats : l'un à Rome, l'autre à Strasbourg, contre le consulat de Turquie, commis en novembre 1980.

Depuis août 1984, les combats entre l'armée turque et les séparatistes ont provoqué la mort de 108 rebelles, 74 civils et 68 soldats. Plus de cinq cents militants ou sympathisants du PKK ont été arrêtés durant la même période.

exemple, creuser un tunnel pour franchir la double barrière du périphérique et des boulevards de Maréchaux, refaire une partie du pont passant sur la Seine, construire trois gares nouvelles et en rénover sept autres.

Profiter du béton

Il faut surtout couvrir les voies sur 1 200 cents mètres dans Paris

même. Car les élus de la capitale ont longtemps boudé l'idée de la SNCF. Comme leurs électeurs, ils redoutent le bruit des convois. Les exigences de l'environnement ont retardé la réalisation du projet d'au moins trois ans. On ne regrettera pas ce délai et les 140 millions qu'il a fallu ajouter au devis initial pour que les Parisiens puissent dormir en paix.

RELIGION

UN NUMÉRO D'« AUTREMENT »

Modernité de la culture catholique

Dans la querelle des anciens et des modernes lancée à l'Eglise, la dernière livraison de la revue *Autrement* vient bousculer les convictions (1). La « scène catholique » est observée non avec les instruments de la sociologie ou de la théologie, avec l'œil du clerc ou du militant, du fidèle ou de l'incroyant, mais comme un phénomène de culture.

Le parti pris des animateurs de ce projet est à la fois stupéfiant de vérité et provocant en raison de sa partialité. Pour eux, le catholicisme traîne « une odeur de périmé ». Il est devenu « un cadavre, un passé, une impasse ».

Pourtant, en dépit d'un rôle social qui a périérisé - sauf en Pologne ou en Amérique latine, où son opposition aux pouvoirs en place a une forte valeur symbolique - les chances du catholicisme n'ont jamais été aussi grandes qu'aujourd'hui. Chrétiens ou pas, les créateurs puisent dans le répertoire religieux (Hosein, Godard...), les moralistes y cherchent des règles de conduite, les jeunes des raisons de vivre.

Il n'y a plus de catholiques, mais la culture catholique n'a jamais trouvé un terrain d'expansion aussi favorable. Question subsidiaire et inévitable : pourquoi l'Eglise dissuade-t-elle autant l'homme moderne, au lieu de le retenir, de le séduire ? Pourquoi la culture catholique ne s'enrichit-elle pas de ce retour du religieux partout présent ?

En guise de réponse, on accumule les témoignages. « Que l'Eglise était belle sous les ors et l'encens ! » sur ce registre de la nostalgie, les débus du catholicisme y ont plus de place que « les cathos bien dans leur peau ». Il est vrai que les premiers sont plus faciles à trouver que les seconds, mais dans ce genre de recueil qui à la fois égarne et irrite, on peut craindre que l'exercice personnel n'ignore l'analyse, que le regard esthétique ne fasse beau jeu de la réalité mystique.

Heureusement, quelques solides contributions viennent rétablir

l'équilibre. La plaidoirie pro-Jean-Paul II de René Girard est l'une des plus belles pages qu'on ait pu écrire sur la « modernité » contestée de ce pape : « Il ne sera jamais le Lacan de la théologie, mais il est l'inébranlable défenseur d'une foi menacée par toutes les forces du monde ».

De même le cardinal Lustiger relativise tous les discours sur la sécularisation - le catholicisme en a vu d'autres - et affirme que plus que jamais la question de Dieu est au centre de la question de l'homme. Il en tire un acte de foi : « Sommes-nous un pays qui meurt dans son identité présente ou sommes-nous encore capables de porter d'autres fruits de vérité et de vie ? ».

Enfin, à ceux de plus en plus nombreux qui réduisent leur catholicisme à un exercice intime de contemplation, le philosophe Marcel Gauchet répond : « Si Dieu est ce Tout Autre qui ne se livre que dans l'ultime intériorité des cœurs, comment faire l'économie du recours à l'institution héritière de l'Incarnation par laquelle son altérité a été signifiée ? » Pour lui, l'Eglise est ce lieu d'une tension féconde entre l'autorité et la liberté.

La principale qualité de ce numéro d'*Autrement* est son éclectisme, d'où ressort inévitablement une impression d'ambiguïté et de confusion. « La matrice catholique », s'interroge par exemple le sociologue Jean-Claude Eslin, est-elle encore capable de donner naissance, comme elle l'a toujours fait dans le passé, à de nouvelles formes culturelles ou religieuses ? On reste alerté par cette conception du catholicisme comme encadrement culturel d'une société, comme pré-à-porter idéologique. Comme si la foi n'était pas d'abord l'aventure d'une vie.

HENRI TINCO.

(1) *Autrement*, La scène catholique, dirigée par Michel Crépeu et Bruno Tillet, 4, rue d'Enghien, 75010 Paris, 225 pages. Numéro 75, décembre 1985, 75 F.

سكيا من الامل

JUSTICE

Un communiqué du ministère de l'intérieur sur la prise d'otages de Nantes

A la suite d'interprétation erronée, sinon de certaines mises en cause, le ministère de l'intérieur a publié, lundi 23 décembre, un communiqué sur les circonstances dans lesquelles les trois auteurs de la prise d'otages de Nantes se sont rendus vendredi soir.

Le ministre donne les précisions suivantes : « Un arrêté d'expulsion selon la procédure d'urgence absolue visant Abdelkarim Khalki a été signé à toutes fins utiles dès jeudi après-midi au ministère de l'intérieur, une convention judiciaire franco-marocaine permettant qu'un ressortissant marocain soit pour-

suivi dans son pays pour des infractions commises en France. » Dans la phase finale des négociations, conformément aux instructions reçues, le préfet Broussard, en compagnie du consul du Maroc porteur de cet arrêté, a pu, en présentant ce document, amener les trois repris de justice à libérer les magistrats encore retenus en otage et à se rendre. Cet arrêté d'expulsion n'a pas pu, par la suite, être mis à exécution en raison du refus des autorités marocaines. Dès lors la garde à vue touchant à son terme, une information judiciaire a été ouverte et les trois malfaiteurs ont été inculpés. »

M. Taupier critique M. Broussard

D'autre part, M. Taupier, avocat de Georges Courtois, l'un des preneurs d'otages, a critiqué, lundi soir au cours d'une conférence de presse, les méthodes du préfet Broussard. Celles-ci, selon l'avocat, sont « dangereuses » : « elles ont été catastrophiques pour les otages ».

« J'ai l'intime conviction, a estimé M. Taupier, que cette reddition aurait dû être négociée beaucoup plus tôt, dès le jeudi. La stratégie d'allongement de la prise d'otages a accru considérablement les risques de perte de contrôle chez les preneurs d'otages, en particulier vis-à-

vis d'Abdelkarim Khalki. Agissant de l'extérieur, Broussard a beau être très compétent, il peut faire des erreurs d'appréciation, aussi grand psychologue soit-il. Pour l'avocat, la préoccupation de M. Broussard était l'arrestation de Courtois et de ses complices. Il a joué avec l'angoisse des otages en prolongant leur captivité de quinze heures avec des montées en flèche de la tension chez les trois hommes. C'était un risque énorme », a ajouté M. Taupier, selon qui M. Broussard aurait pu arriver à la même issue en offrant aux trois hommes une voiture des jeudis.

EN BREF

● Deux informations judiciaires après les incendies de Fauchon et de la rue Damrémont. — Le parquet du tribunal de Paris a décidé, lundi 23 décembre, d'ouvrir une information contre X... après l'incendie du 20 décembre chez Fauchon, au cours duquel la présidente de la société et sa fille ont été brûlées vives. Le dossier a été confié à M. Alain Verléne, juge d'instruction. L'enquête de la brigade criminelle n'écarte pas l'hypothèse d'un acte de pyromanie.

Une autre information contre X... a été ouverte après l'incendie, dans la nuit du 19 au 20 décembre, d'un immeuble situé 133 rue Damrémont, à Paris, au cours duquel trois personnes sont mortes et une vingtaine d'autres blessées.

M^{me} Catherine Courcol, juge d'instruction, instruit le dossier. Rue Damrémont, les pompiers ont constaté la présence de deux foyers distincts, ce qui laisse supposer une entorse criminelle.

● Saisie de deux kilos d'héroïne : un ancien colonel du chah interpellé à Paris. — Un ancien colonel de l'armée du chah d'Iran, Seyfoddin Assar, cinquantenaire, et un autre militaire de l'ex-armée impériale, Malik Zada Mohammed-Chavash, trente-huit ans, demeurant à Karachi (Pakistan) viennent d'être interpellés en possession de deux kilos d'héroïne dans l'appartement de l'officier, rue de la Pompe à Paris (16^e).

De plus, au cours d'une perquisition aux domiciles des deux hommes, les policiers de l'OCIRIS (Office central pour la répression du trafic illicite des stupéfiants) ont découvert un Magnum 357 et interpellé une jeune iranienne Roudabeh Mashdi-Shassem, vingt-neuf ans, amie du colonel Assar.

Le sabotage du Rainbow-Warrior

La France paiera

Ayant reconnu sa responsabilité dans le sabotage du Rainbow-Warrior, le navire de l'organisation internationale Greenpeace, et la mort du photographe Fernando Pereira, le gouvernement français versera des indemnités au mouvement écologiste. C'est ce qu'a annoncé lundi 23 décembre le président de Greenpeace, M. David McTaggart. L'avocat du gouvernement français M. Daniel Soulez-Larivière et l'avocat américain des écologistes M. Lloyd Cutler, vont à présent négocier le montant de ces compensations. Faute de se mettre d'accord dans les trois mois, les parties soumettront le dossier à une commission neutre composée de trois juristes. « Cela ne nous rendra ni le Rainbow-Warrior, a commenté M. McTaggart, mais nos adhérents doivent être assurés que leurs dons ne sont pas perdus et qu'ils seront utilisés pour parvenir à une planète moins dangereuse et plus propre. »

L'avocat français s'est, quant à lui, déclaré « très satisfait de la tournure prise par ces négociations ». M. Soulez-Larivière avait déjà, en novembre 1984, admis avec succès les conversations ayant abouti au versement d'un dédommagement à la famille de M. Pereira.

FAITS DIVERS

● Attentats contre deux succursales du Crédit agricole de la tournée prise par ces négociations. — Deux attentats à l'explosif ont été commis pendant la nuit du samedi 21 au dimanche 22 décembre contre deux succursales du Crédit agricole installées dans le centre d'Alajic (Corse du Sud). Des tracts, signés FLNC, hostiles à la politique menée en Corse par la banque ont été retrouvés sur place.

La première charge a fait explosion à 1 h 19 devant l'agence située dans l'immeuble Diamant, place de Gaulle ; évaluée à 200 grammes, elle a provoqué d'importants dégâts à la devanture ; quant à la seconde charge — une centaine de grammes — elle a fait explosion quatre minutes plus tard devant les locaux d'une annexe de la banque sis, rue de la Pétrina.

SPORTS

FOOTBALL

Les comptes de Noël

Exploits sans précédent dans l'histoire du football français, Paris-Saint-Germain a atteint la trêve hivernale sans avoir connu la défaite en championnat. A l'occasion de la vingt-cinquième journée, disputée samedi 21 décembre, les Parisiens ont fait preuve d'un réalisme insolent en écartant 4 à 0 des Auxerrois qui n'avaient pourtant pas démérité.

Avant de s'octroyer trois semaines de vacances, le PSG peut donc se livrer sans appréhension au traditionnel bilan de fin d'année : meilleur attaque et meilleure défense, l'équipe de Gérard Houllier possède 6 points d'avance au classement sur Nantes et 7 points sur Bordeaux, ses deux principaux rivaux, malgré un match en moins (1).

En caracolant ainsi, depuis le 16 juillet, en tête du championnat, Paris-Saint-Germain a été une bonne partie du suspense. Pourtant le public, bondant en 1984-1985, semble avoir repris le chemin des stades cette saison. Le conseil d'administration de la Ligue nationale de football a comptabilisé 39 301 spectateurs de plus qu'en 1984 pour les vingt-quatre premières rencontres de première division (soit une moyenne de 108 394 personnes par soirée de championnat) et 101 331 spectateurs supplémentaires en deuxième division, après vingt et une journées.

Le Loto sportif n'est sans doute pas étranger à ce regain d'intérêt. Selon un sondage IFOP, publié ce lundi 23 décembre par le quotidien L'Equipe, ce jeu a rejoint le tiercé dans le cœur des Français : 13 % d'entre eux ont joué au moins une fois au Loto sportif, dont 30 % de moins de vingt-cinq ans. Le Fonds national pour le développement du sport (FNDS) vient d'ailleurs de

déposer dans les souliers à crampons du football français un chèque de 1,1 million de francs. C'est le premier cadeau du Loto à son bienfaiteur. Cette somme, élevée sur les fonds décaissés par le Loto sportif à l'attention du sport de masse, sera intégralement répartie par la Fédération française de football, dans les districts.

Mal endormie Pour le haut niveau, les comptes de Noël sont parfois moins roses. Ils tournent au feuilleton noir pour certains clubs, notamment ceux qui barbotent dans les profondeurs du classement. La municipalité de Bastia a dû, vendredi 20 décembre, verser une aide exceptionnelle de 300 000 F au club local dont les joueurs n'étaient pas payés depuis le début d'octobre. Le spectre de la mise en cessation de paiement est provisoirement écarté. Tout comme à Brest où les salaires d'octobre et de novembre ont été versés aux joueurs le 20 décembre.

Sans être aussi catastrophique, la situation du RC Strasbourg, sans public dans un stade refait à neuf, ou du Toulouse FC, dont le président démissionnaire vient de révéler un déficit de 20 millions de francs, est préoccupante. Le FC Nantes lui-même, dont le déficit pour la saison 1984-1985 s'élève à 12 millions de francs, ne devra d'équilibrer ses comptes en 1985-1986 qu'à un exceptionnel parcours en Coupe de l'UEFA.

Mal endormie du football, la précarité économique des clubs professionnels soumise aux aléas de la compétition sportive, loin de décourager, attire au contraire les hommes d'affaires. A Marseille ou ailleurs, Bernard Tapie est bien décidé à investir dans le football, après Jean-Luc Lagardère (Matra) au Racing CP et comme Silvio Berlusconi, à Milan AC.

Pour l'instant, le football français est moins atteint par la crise que certains de ses voisins. Troisième industrie italienne par son chiffre d'affaires, elle est la plus riche de France. Une dizaine de petits clubs — sur cent cinquante clubs professionnels — ont déjà déposé leur bilan, et les spectateurs, traumatisés par le drame du Haysel et écartés par les scandales à répétition, désertent les stades (trois cent mille de moins qu'en 1984).

Mais c'est le football britannique qui traverse la crise la plus profonde. Le club de Swansea City, leader du championnat en 1981, vient d'être mis en liquidation par la Haute Cour de justice de Londres. D'autres, comme Wolverhampton Wanderers, descendant en deux saisons de la première division au fin fond de la troisième, menacent de mettre la clef sous la porte.

Outre-Manche, la fréquentation des stades a baissé de 30 % en quinze ans ; la télévision, jugeant les tarifs réclamés par les clubs et la Ligue prohibitifs, ne retient plus aucun match ; les commanditaires se détournent du football vers le hockey sur glace. Le hooliganisme a amplifié, mais n'a pas créé ce mouvement de désintérêt.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

(1) Lille-PSG, interrompu par une panne d'électricité le 20 novembre dernier, sera rejoué le 22 janvier.

● Platini, ballon d'or. — Pour la troisième fois consécutive, Michel Platini a été élu « ballon d'or », c'est-à-dire meilleur joueur européen, par un jury de vingt-six journaux européens, consultés par l'hebdomadaire France-Football. Il rejoint ainsi le Néerlandais Johan Cruyff, élu en 1971, 1973 et 1974.

● VOLLEY-BALL : Eric Daniel, nouvel entraîneur de l'équipe de France. — Jusque-là entraîneur adjoint, Eric Daniel, vingt-huit ans, a été désigné, lundi 23 décembre, pour succéder au poste d'entraîneur national à Jean-Marc Bachel, démis de ses fonctions une semaine plus tôt. Eric Daniel avait déjà eu cette responsabilité en 1983. Mais avait démissionné à la suite d'un différend avec la Fédération.

OFFRES D'EMPLOIS	Le figaro	Le Monde
DEMANDES D'EMPLOI	114,00	135,20
IMMOBILIER	34,00	40,32
AUTOMOBILES	76,00	90,13
AGENDA	76,00	90,13
PROP. COMM. CAPITAUX	224,00	265,66

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le figaro	Le Monde
OFFRES D'EMPLOIS	68,00	77,09
DEMANDES D'EMPLOI	19,00	22,53
IMMOBILIER	50,00	59,30
AUTOMOBILES	50,00	59,30
AGENDA	50,00	59,30

* Diagonale selon surface ou nombre de paragraphes.

OFFRES D'EMPLOIS

Gérant de Patrimoine

Grande clientèle - Paris

Importante banque française réputée pour son dynamisme et sa volonté d'entreprendre, nous souhaitons recruter pour notre Centre de Gestion des Valeurs Mobilières un Gérant de Patrimoine.

Nous lui confierons la recherche et la gestion d'une clientèle "haut de gamme". Ce poste de très haut niveau nécessite de la part du candidat une solide expérience de la gestion des valeurs mobilières (5 ans minimum) et, si possible, de la gestion patrimoniale. Agé de 40 ans minimum, le cadre que nous recruterons justifiera bien sûr d'une excellente présentation et d'une réelle aisance dans les contacts.

Basé à Paris, sa fonction pourra lui permettre d'envisager d'intéressantes perspectives d'évolution au sein de notre banque.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 3727 et le nom des banques avec lesquelles vous ne souhaitez pas entrer en contact à RSCG CARRIERS - 48, rue Saint-Ferdinand 75017 Paris qui transmettra.

PUBLICITÉ DE RECRUTEMENT

Jonction déménage...

pour aller plus loin !

et vous communique sa nouvelle adresse :
104, rue Réaumur - 75002 PARIS
Tél. 42-36-44-43

DEMANDES D'EMPLOIS

Prendre de suite, avec CAP 3 ans d'expérience, cuisine pâtisseries, recherche pour son entreprise. Téléphone : 50-20-07-43.

propositions diverses

Les possibilités d'emploi à l'étranger sont nombreuses et variées. Demandez une documentation gratuite à la revue spécialisée MIGRATIONS (RMD S.P., 28-1-08 PARIS).

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à tous les Français avec ou sans diplôme. Demandez une documentation gratuite à la revue spécialisée FRANCE CARRIERS (RMD S.P., 28-1-08 PARIS).

ENCYCLOPÉDIE UNIVERSALE

ANNEE 1979 en 20 volumes et 8 volumes de mises à jour. PRIX : 3.000 F. Téléphone : 42-47-05-08.

traduction offres

Toutes traductions de sur. Lettres de tiro et de rue. Téléphone : 43-20-00-62.

automobiles

ventes

de 8 à 11 C.V.
MAREDA 525 FORD 5 portes, 4000 km, parfait état. P. 28 000 F. T. 39-89-01-47.

les annonces classées

Le Monde

sont reçues par téléphone
du lundi au vendredi
de 9 heures à 18 heures
au 45-55-91-82

L'immobilier

REPRODUCTION INTERDITE

appartements ventes

Province
Vid-Éclair : Studio 4 personnes - 28 m² + loggia, entièrement équipé avec cuisine et salle de bains. P. 4500, orienté Est-Sud-Est. Très belle vue sur la station et la mer. Tél. 11 (17) 47-02-88-81. Agence s'abstient.

appartements achats

AGENCE LITRE
Recherche pour clientèle française et étrangère, appartements de 2 à 4 pièces avec ou sans terrain, préférence centre de Paris avec parking ou terrasse. P. 4500, orienté Est-Sud-Est. Tél. 11 (17) 47-02-88-81.

locations non meublées demandes

Région parisienne
Etude cherche pour CADRES (sans titre de séjour) : 1) 48-89-38-36. 2) 43-53-47-02. Tél. 11 (17) 47-02-88-81.

bureaux

Locations

VOTRE RÉSEAU SOCIAL DOMICILIATIONS
Constitution de Société. Démarches et tous services. Permanence téléphonique 43-55-17-50.

Votre Agence commerciale ou SIEGE SOCIAL
CONSTITUTION STES
Prix compétitifs. Délais rapides. ASPAC 42-83-66-50 +

propriétés

VENTES à LOUËC F5

Chasse avec retraite
TRÈS BELLE MAISON
avec ardoises rouges. Terrain à 500 m² entouré de sapins. Le tout en parfait état. 1 000 000 F. P. 42-89-38-36. Tél. 11 (17) 47-02-88-81.

viagers

Libre-R. Gironde, studio 2 pièces, 40 m², 1000 F. P. 42-89-38-36. Tél. 11 (17) 47-02-88-81.

immobilier information

POUR VENDRE OU ACHETER entre particuliers maison, appartement, villa, terrain, terrain, terrain. P. 42-89-38-36. Tél. 11 (17) 47-02-88-81.

l'agenda du Monde

Vacances - Tourisme - Loisirs

SKI DE FOND

HAUT-JURA
3 h de Paris par TGV, accès direct au ski, 1000 m d'altitude, 12 km de pistes, 1500 F. P. 42-89-38-36. Tél. 11 (17) 47-02-88-81.

JURA

SKI DE FOND et PISTE
Les Mâconnais
P. 42-89-38-36. Tél. 11 (17) 47-02-88-81.

DRAGON HOUSE HOTEL

200 chambres à 110 F. P. 42-89-38-36. Tél. 11 (17) 47-02-88-81.

culture

DIGRESSIONS, par Bernard Frank

1 UNE PHOTO INADMISSIBLE

DEPUIS quelques années déjà, la famille de Monaco et celle de Villeneuve plus récemment étaient les deux familles de Paris-Match. Les faits et gestes de la princesse Caroline, et ceux non moins curieux de sa petite sœur Stéphanie, si l'on était enfin sur la bonne piste qui allait permettre de découvrir les assassins du petit Grégory, ces deux sujets capitaux comme les péchés convenaient au tempérament volontiers sportif et emporté des rédacteurs en chef de cet hebdomadaire qui défend l'occident chrétien comme il peut.

Il faudrait être bien méchant pour critiquer ce qui fait les délices d'un vaste public et ce qui est à la hauteur du niveau mental d'une rédaction, aussi m'en étais-je bien gardé jusqu'ici.

Mais le *Match* des deux Patriot (Miller et Mahé) révisé depuis longtemps des lauriers de celui de Prouvost avec ses musées imaginaires, ses vingt pages de photos et commentaires sur Gauguin ou Baudelaire. La fesse, les princesses, les assassins ne suffisaient plus à son bonheur, comme tout le monde, il voulait sa petite maison de campagne, son lopin de terre où pousserait radis et haricots verts, son clavier, oh Maître lapin rongerait son chou, autrement dit ces quelques arpents de culture et de mondanité qui posent toujours son journal et son bonhomme.

Cau et Comte, Poivre et Pudlo, Bouvard et la Brosse, c'était bien comme ça, mais un peu juste. Un rédacteur vint du *Matin* fit souffler sur cette communauté réduite aux acquêts un vent de folie.

Passe encore qu'on se mit à parler de livres comme on épèle les premières lettres de l'alphabet, ce qui ne s'était jamais fait, le préposé à la question se contentant jusqu'ici de se courber bien bas devant les seules productions des membres du jury Goncourt ou d'applaudir à tout rompre devant les ouvrages qui avaient dépassé le cap des cent mille exemplaires, prenant la littérature comme une pépinière de maillots jaunes qu'il faut encourager quand ils ont franchi en vainqueur la ligne d'arrivée, mais cette semaine, *Paris-Match* vient de dépasser les bornes du permis en osant publier la photo des académiciens dans leur totalité, du moins ceux qui peuvent encore bouger et poser devant l'objectif.

Si j'excepte Dieu, qui, notons-le au passage, a toujours refusé de figurer dans cette illustre Académie, même à titre de secrétaire perpétuel, semblant confirmer l'opinion de Sartre qu'il n'est pas un artiste, je n'imagine pas de plus grand sacrilège que de photographier les Immortels. Un, oui, deux ou trois, à la rigueur, mais trente et un comme s'est cru autorisé de le faire, dans l'insouciance de sa jeunesse, la photographe Micheline Pelletier, c'est un blasphème, attention les dégâts !

Ce qui sauva les académiciens, c'est, si je puis dire, leur incognito. On s'étonnait à la lecture d'un article du *Figaro* particulièrement fripé que son auteur signât pour conclure, « de l'Académie », mais on se consolait en se disant qu'il y avait les autres, tous les autres dont on avait le nom sur les lèvres.

Depuis la photo, ce n'est plus possible. A moins de faire saisir ce numéro et de pillonner tous les exemplaires restants. De racheter à prix d'or ceux qui traînent dans les salons de coiffure, chez les mamours et les pédicures, dans les halls des hôtels, dans les salles d'attente des hôpitaux, mais est-ce possible en démocratie ? Je me borce de l'espoir fou que cette photo est peut-être un faux comme les Mémoires du chancelier Hitler qui n'avaient pas échappé à la vigilance conjuguée de Roger Thérond et de Jean Can. A quoi bon se leurrer ? L'Académie a été mise à nu pour longtemps. Et le plus fort, j'en suis sûr, c'est que si l'on demandait maintenant son avis à chacun de ses membres pris isolément, on s'apercevrait qu'il n'aurait pas voté en général pour ceux qui figurent sur la photo. Ce sont d'autres majorités aujourd'hui disparues qui ont fagoté cette assemblée en dépit du bon sens !

Puisque le mal est fait, plutôt que de gémir comme un chœur antique, le mieux est de s'en réjouir et d'en tirer parti. Je vous propose le jeu suivant qui peut vous être utile pendant ces longues veillées de Noël et du Jour de l'An. Vous prenez la photo des trente et un et vous inversez les rôles. C'est vous qui êtes un académicien chevronné et vous vous demandez pour qui vous auriez voté. Sur les têtes qui ne vous reviennent pas, vous mettez une croix avec un gros crayon noir et vous laissez en blanc celles qui vous sont indifférentes. Vous crayonnez de vert les personnes que vous souhaiteriez voir siéger à vos côtés. Je me suis exercé à ce jeu un dimanche, étant retenu en lit par une forte grippe qui m'empêchait de lire ou d'exercer une activité intellectuelle tant soit peu sérieuse.

Sur les trente et un postulants, et en faisant un grand effort, je n'ai pu en retenir que neuf. Parmi les assis par terre de la photo, j'ai voté pour Pierre Moën qui m'est sympathique par sa résistance, la Chasse royale (Gallimard) et les petits mots charmants qu'il m'a écrits et auxquels je n'avais jamais eu le temps de répondre. 2) Michel Déon : type même de l'écrivain académique dans le bon sens du terme. 3) Féliçien Marceau : du talent, beaucoup de valeur. Dans les assis au second rang, de gauche à droite : 4) Georges Daménil : un grand esprit. Sa place est parmi nous depuis longtemps. Oh avouons-nous la tête ? A publié cette année l'Oubli de l'homme et l'Honneur des dieux (Gallimard). 5) Jean Mistler, quatre-vingt-huit ans cette année. A ennuie avec bonheur, il y a peu, des relations sur la vie de Kant par ses secrétaires. Le jeune homme qui rida (1984) est un recueil de souvenirs amusants. Avec de la distance. A lire également : la Maison du docteur Clifton. A en la main moins heureuse quand il a été ministre des PTT. Mandel à ce poste l'a éclipé. Passons. J'ai hésité à voter pour Jean Delay. Ses tranquillisants et ses études sur Gide (la Jeunesse d'André Gide deux volumes) plaident en sa faveur, mais je me suis souvenu de sa fille cadette Florence, qui finalement m'agace. Sans elle, il aurait été un beau-père fort acceptable. Debout enfin de gauche à droite toujours, j'ai trouvé (6) Jean Dutourd.

Mon préféré ! Le réactionnaire que je chouchoute. C'est « mon bon juif » ! Je lui passe bien des phrases que je n'aurais pardonné à personne d'autre. On vient de rééditer en « Folio » l'un de ses meilleurs ouvrages, l'Anne sensible (1958), où il prend prétexte du petit volume intitulé H.B. par un des Quarante, de Mérimée, pour parler de Stendhal, de lui et des mille riens qui font le bonheur des livres savoureux. Au chapitre XXXV, on peut lire notamment : « En découvrant Rossini et la musique italienne, en les défendant mordicus contre les habitudes de l'opéra-comique, Stendhal se montre sous son jour habituel. »

Il prône ce qu'il aime, et avec d'autant plus de joie généreuse que l'opinion ne l'aime pas. On éprouve des joies semblables aujourd'hui à soutenir que Gide tombe en poussière (...), que M. Vialatte et Bernard Frank ont plus de talent que les célébrités des cénacles, etc. Ces jugements paraissent, en 1958, hardis, et même téméraires. Dans vingt ou trente ans, ce seront, à leur tour, des truismes. Je vois des lecteurs se récrier. Ils ne sont pas dupes, eux. Ils vont m'écrire que Jean Dutourd était un malin, qui comptait déjà, il y a vingt-sept ans, sur ma voix pour être élu.

Ne plaisantons pas ! 7) Edgar Faure : un des rares hommes politiques qui m'a amusé ! Mais j'attends mieux du prochain tome de ses Mémoires.

Il faut se donner du mal : plus d'anecdotes, plus de détails. Ne défendez pas votre politique. En matière scolaire, vous savez bien ce qu'elle vaut. 8) Henri Gouhier : ne s'écrit-ce que parce qu'il est absent de l'Histoire de la littérature de langue française de Pierre de Boissière (Perrin) même à la section Idées où il y a pourtant vraiment tout le monde, du Dictionnaire des littératures de langue française de Bordas, du Petit Robert, du Petit Larousse et même du Michelin ! Mais qu'est-ce que c'est que cette persécution ? C'est bon, non ? 9) Henri Troyat sera mon dernier élu. Il a de la bonté plein la figure. Il n'a pas l'air d'avoir suivi une cure d'amaigrissement comme ses trente autres collègues. Il m'arrive de lire ses romans, ses biographies, six mois, un an après qu'il ont paru sans m'ennuyer une seconde. Je lui donnerai un siège sans confession !

Dans le même numéro de *Match*, Jean-Eder Hallier s'est permis d'évoquer l'Académie de l'an 2000. Il s'en est pris avec sa légèreté habituelle à des collaborateurs du *Monde*. Pour ne pas changer. Ses attaques contre Bernard-Henri Lévy m'ont davantage surpris. N'ont-ils pas pourtant en commun d'être deux grands écrivains dont la seule faiblesse serait les œuvres, l'écrit. Un peu, si vous le voulez, comme la pile Wonder, dont il vaut mieux ne pas se servir pour qu'elle dure.

2 LES SALONS

MARDI dernier, ce maudit rhume m'a empêché d'aller voir le Balcon, de Jean Genet, à la Comédie-Française. Je m'en suis consolé comme j'ai pu en lisant les Salons, de Bernard Minoret et Claude Arnaud (chez J.-C. Lattès avec une préface de J.-C. Borner). Ce théâtre au lit m'a donné bien du plaisir et j'ai vu s'éloigner et se rapprocher d'une façon saisissante M^{me} du Defland et Walpole, Julie de Lespinasse et Gilbert. Une jolie façon de relire sans insister deux des plus superbes correspondances du dix-huitième siècle.

MUSIQUE

A L'OPÉRA DE FRANCFORT

Un beau « Rheingold » pop art

AN printemps dernier, Michael Gielen nous avait parlé de cette *Tétralogie* wagnérienne dont il espérait qu'elle mettrait un digne point final, en 1987, à sa direction de l'Opéra de Francfort (*Le Monde* du 12 juin). Mémé par Ruth Berghaus, l'ancienne directrice du Berliner Ensemble, dont on a vu cette année l'impressionnant *Wozzeck* au palais Garnier, on nouveau *Ring* vient de débiter avec un *Or du Rhin* aussi surprenant que beau.

L'interprétation musicale de Gielen, tout d'abord, très classique, est superbe, avec une distribution de qualité, dominée par le Loge de Heinz Zednik (le Mime de Chéreau à Bayreuth), d'un accent prodigieux, l'Alberich poignant d'Adalbert Waller, et Manfred Schenk en Fasolt. Une interprétation qui pèse son poids d'airain, mais sans grandiloquence, qui s'accorde de façon étonnante, sans qu'on soit jamais tiraillé entre deux mondes opposés, avec une vision digne du pop art.

Sans doute la réussite vient-elle de ce que, avec les images antitotalitaires de son extraordinaire décorateur Axel Manthey, Ruth Berghaus reste cependant au plus près de l'expression wagnérienne et de la trame intérieure du poème.

Il est bien difficile de donner l'idée de ces étranges tableaux. Les filles du Rhin, visage de porcelaine, très mannequins, robes du noir blanches démesurées éclairées de l'intérieur, se dé-

chaient sur un fond noir, comme des sirènes ou des anges, suspendues au-dessus du fleuve qui roule en flots rouges immobiles. Elles marchaient sans agressivité, avec de belles attitudes parallèles, un Alberich vieux, à demi paralysique, les yeux injectés de sang, s'élevant peu à peu jusqu'à l'Or du Rhin qui le brûle comme du feu.

Le décor change : devant une massive tour penchée de centrale nucléaire, le Walhalla enveloppé dans toutes les études du ciel, Wotan (Bruce Martin) et Fricka (Gail Gilmore) dorment debout. En tunique blanche, montée sur des cothurnes cubiques, ils sont coiffés chacun d'une moitié de casque ; le père des dieux brandit une lance-sagaie, la reine des déesses tient un sac à main argenté d'où elle tire son tube de rouge à lèvres.

Et ainsi de suite : l'éblouissante Freia (June Card) cache sans doute ses pommes d'or sous sa blouse d'acier aux « avantages » provocants ; Loge, pantalon noir, souliers et lunettes modernes, a trempé son bras dans le mercurochrome ; Erda (Cornelia Berger), en tailleur strict, colle l'oreille au globe terrestre qu'elle pousse à grand-peine.

Quant aux géants, ce sont deux fantastiques marionnettes de 4 mètres de haut, hagards comme *Edipe aveugle*, doublés par deux messieurs très corrects, complets bleus, pochettes, colliers de barbes, chapeaux mous qu'ils tournent entre leurs mains comme des ouvriers endimanchés, mais la

montarde leur monte au nez rapidement...

Lorsqu'ils emmènent Freia, le jour décline, les dieux pâlisent, se chargent d'un curieux carré de plâtre représentant un visage aux yeux sanguinolents et quittent leurs cothurnes, image ou présage de leur crépuscule.

Sans prétendre épuiser le répertoire de Ruth Berghaus et d'Axel Manthey, ni surtout le mouvement de ces liturgies inattendues, il faut au moins mentionner encore, dans l'empire souterrain d'Alberich, la vision tragique des Nibelungen, les têtes démesurées, comme des larmes figées, qui ont dévoré les corps de ces gnomes dont ne subsistent sur les côtés que des bras gracieux d'enfants ; visages blancs d'ours alpins qui ne voient jamais le jour, aux yeux rouges eux aussi, cette dominante obsessionnelle du spectacle.

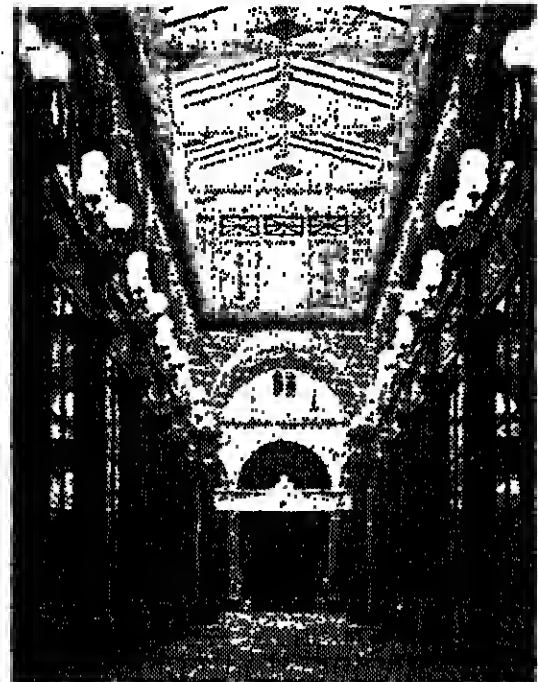
Tout cela donne une réalisation bien curieuse, où l'on sante constamment du mythe à la familiarité, qui amalgame grandeur et humour, l'une des plus originales qu'on puisse imaginer de l'univers wagnérien. *L'Or du Rhin* cependant est un monde à part dans la *Tétralogie*, avec maints éléments cosmiques et pittoresques qui se prêtent à l'illustration. Attendez la *Walkyrie*, drama autrement dépourvu d'images, impitoyable pour certaines régies. Rendez-vous est pris en mai prochain.

JACQUES LONCHAMPT.
* Prochaines représentations les 29 décembre et 1^{er} janvier, avec reprises en avril-mai 1986.

PATRIMOINE

INAUGURATION DE LA GALERIE COLBERT RÉNOVÉE

Le soleil en face



Enfin, la galerie Colbert vient d'être rendue au public. L'un des plus splendides passages du XIX^e siècle (il fut achevé en 1826, trois ans après la galerie Vivienne qui lui est parallèle, et à laquelle il est désormais relié) a retrouvé sa vocation de promenade grâce à l'un des établissements les plus fermés de France, croit-on souvent : la Bibliothèque nationale. Les 17 000 mètres carrés du bâtiment rénové viennent en effet (et à point nommé) donner un peu d'air et d'espace à l'illustre BN recroquevillée dans les 90 000 mètres carrés de la rue de Richelieu.

La galerie Colbert offrira aux passants le Musée des arts du spectacle, le musée Charles-Cros (lié à la Phonothèque nationale), deux salles pour les expositions d'estampes et de photographies, une boutique, enfin le restaurant Colbert, lui aussi remis à neuf et où se mêleront le public, les usagers et les employés de la BN. Dans le sous-sol un auditorium de 200 places permettra aux chercheurs de cesser un peu de lire pour parler... Dans les étages, les bureaux de différents services, notamment ceux de l'informatique. Enfin, au rez-de-chaussée, le

fameux dépôt légal, là où arrivent les échantillons de tout ce que la France imprime ou diffuse.

La galerie revient de loin : elle était dans un état de décrépitude avancée, son décor avait pour l'essentiel disparu, et ses structures mêmes étaient flageolantes ou pourries. L'architecte Louis Blanchet a tout remis à neuf, reconstituant méticuleusement les détails sur lesquels subsistait une documentation. La façade néoclassique a retrouvé sa finesse.

Quant à la galerie proprement dite, elle est vraiment comme neuve. Et même si neuve qu'on risque de s'impatience à attendre sa patine. Ce ne serait pas trop grave si le côté franchement « tape-à-l'œil » de l'ensemble ne donnait son sens réel à l'expression, en vous matraquant les papilles au moyen d'un éclairage violent et cruel : l'élégance contestable des appliques est en effet aggravée par une intensité difficile à soutenir. Difficile de regarder le soleil en face, même si l'on s'appelle Colbert : la Bibliothèque nationale devrait le savoir, elle qui présente actuellement une cinquantaine d'images de la *Gorgone* dans ses « vieux » locaux de

la rue de Richelieu (1). Cinquante merveilles du Cabinet des médailles et antiques qui ne ressortiront pas de sitôt de leurs vitrines ou de leurs rayonnages, et qui rappellent aussi sur quel passé s'ancre la modernité nouvelle de la BN.

FREDERIC EDELMANN.

(1) Jusqu'au 10 janvier.

THEATRE DE LA VILLE

jeudi 26 à 20 h 45
vendredi 27 à 18 h 30
samedi 28 à 18 h 30
dimanche 29 à 14 h 30

une création de Maguy Marin
du flamenco au rock...

CALAMBRE
MUSIQUE
ARTURO RAYON
PAR LA
COMPAGNIE
MAGUY MARIN

LOC. 2, PLACE DU CHATELET
PRIX UNIQUE 44 F
42 74 22 77

Galerie Eldée
105, Faubourg-Saint-Hippolyte, Tél. 42-89-09-51 - 42-56 - 35-80
**DESSINS ORIGINAUX
DE TEXTILES CONTEMPORAINS**
jusqu'au 15 janvier
mardi au vendredi 12h30 - 19h - Samedi 11h - 19h

صكرا من الامل

COMMUNICATION

LES LIVRES DE DEUX DESSINATEURS DU « MONDE »

Un bon Plantu

Parle-t-on d'un « Plantu » ? Que peut-on dire d'autre que : « Tu as vu le Plantu, aujourd'hui ? », comme on dit : « Regarde-moi cette tête, mais regarde-moi cette tête ! » Il épuise le communisme, l'ami qui, dans l'ami du quotidien, il l'épuise parce qu'il le dépasse. Un bon Plantu vaut mieux qu'un long discours.

Il est là tous les jours, filant dans les couloirs comme un dard, discret mais précis dans les colonnes, méchant sans hargne, naïf sans mièvrerie, une sorte de crocodile idéaliste dans un monde qui prend le cynisme pour le fin du fin du scepticisme, et chaque vessie pour une lanterne.

On songe à l'esprit d'enfance, à une Mouchette qui moucherait les grands du moment et s'aviserait chaque jour qu'ils sont tous nus, quoi qu'ils soient, et ridicules car emphatiques. L'Évangile selon saint Plantu est fait de cette idée que les hommes qui nous dirigent - comme ceux qui prétendent à nous diriger - sont

tous des enfants qui jouent à faire de la politique, quand ce n'est pas à faire la guerre. Ils sont à côté de leurs pompes et de leurs idées, ils paraissent avoir plaisir à se prendre les pieds dans le tapis de leurs promesses et de leurs pseudo-conviations. Ils font les gros yeux ou ils pleurnichent. Ils prennent des grands airs, ont des bouderies d'enfants gâtés, se font des blagues de sales gosses. Ils font les fiers car ils se croient malins.

Plantu, dessinateur d'honneur au fameux « Parti d'en rire », le gros-pusou le plus sympathique de France, et le plus minoritaire, est l'un des derniers dépositaires de cette vertu oubliée par tant de réalistes à courte vue : la capacité d'indignation et la sagesse qui consiste à en rire. C'est le comble du sérieux, bien sûr.

BRUNO FRAPPAT.

* Bonne amie à tous ! par Plantu, édité. La Découverte/Le Monde, 144 pages, 59 F.

Les aventures de Petit-Beur

Ce y est ! Pessin sort son premier album. Cela fait tout drôle. Pessin, on le connaît bien au Monde : Pessin-la-tendresse, toujours le stylo entre les doigts. Dessinateur côté jardin, reprographiste côté cour. Alors, on tourne maladroitement le volume entre ses mains.

On se doute bien qu'il ne va pas nous raconter des « histoires drôles ». Avec son futur noir, on sait qu'il va être grave, mordant. On va surtout le découvrir en colère - là, Pessin-la-tendresse - et même méchant, l'ironie cruelle.

Cela s'appelle les Aventures de Petit-Beur. Et la Petit-Beur en

question, brava, charmant, ingénu quel, est visiblement là, chez nous, pour en bavarder. Dans sa ZUP, « Les papas l'a, ça veut dire bonjour. La spleen. A la fin, il hurle avec sa frangine : « On veut être des jais allemands ! »

Ce noir et blanc, cela pourrait énerver. Ce Petit-Beur, à force de ne croquer que des « beaufs », des flics-lavure, pourrait irriter. En bien ! non. Sourire en coin, on continue.

Vraiment sympa, ce Petit-Beur.

L. G.
* Denis Pessin, Pierre Dunayot. Editions Liana Levi, 67 F.

Le groupe britannique Thorn EMI abandonne l'audiovisuel

Après ses mauvais résultats de l'an dernier (chiffres en baisse de 31 %), le géant de l'électronique britannique Thorn EMI se sépare progressivement de toutes ses activités dans l'audiovisuel. Le mouvement a été amorcé, le 10 décembre, avec la vente de la division Screen Entertainment, qui regroupe les activités de production et de distribution cinématographiques, un catalogue de deux mille quatre cents films, les studios d'Elstree, l'édition de vidéos-cassettes (cinq cents titres) et le réseau ABC, premier circuit de salles de cinéma en Grande-Bretagne.

Screen Entertainment était très convoitée par les deux circuits cinématographiques concurrents, Rank et Cannon, ainsi que par le groupe du magnat de la presse, M. Robert Maxwell, qui vient d'obtenir un canal sur le satellite de télévision directe TDF 1. Mais c'est, en fin de compte, le président de Screen Entertainment, M. Gary Dartnall, et les cadres dirigeants de l'entreprise qui ont emporté le moroseau pour 110 millions de livres. Ils ont réussi cette opération grâce à l'aide du financier australien Allan Bond, producteur de la série des *Mad Max*, qui détiendra 45 % de la nouvelle société.

Parallèlement, Thorn EMI veut réduire sa participation dans Thames Television, la plus importante des douze stations régionales de télévision qui composent le

réseau privé ITV. Le groupe industriel, qui détient 45 % du capital de la station, a annoncé qu'un certain nombre d'actions allaient être mises sur le marché. Enfin, selon le *Financial Times*, Thorn EMI achèverait son désengagement en cédant ses intérêts dans le câble : trois réseaux locaux et trois chaînes thématiques (Music Box, Première et Children Channel).

CORRESPONDANCE

M. Bernard Miyet : la réalité économique des télévisions privées

A la suite de notre billet intitulé « Cohérence », à propos de l'article de M. Bernard Miyet dans la revue *Médiaspouvairs* (le Monde du 19 décembre), l'auteur nous adresse une lettre dont nous publions les principaux extraits. M. Bernard Miyet, ancien directeur du cabinet de M. Georges Filloux et ancien président de la SOFIRAD, a finalement décliné l'offre de prendre le poste de directeur général de la cinquième chaîne (le Monde du 21 décembre).

« (...) Je n'ai pas une virgule à retirer de l'article paru dans *Médiaspouvairs*, que j'ai rédigé en août dernier, alors même que je travaillais depuis plusieurs mois sur le dossier des télévisions privées (...). J'ajoute qu'il ne m'appartient pas de définir ou d'endosser des choix politiques qui m'échappent et pour

lesquels mon humble avis n'a pas été sollicité, ni pris en compte (...). « L'étude que j'ai été confiée en mars dernier n'avait pas pour objet la reconstruction du système audiovisuel français, mais simplement l'appréciation des conditions de la viabilité d'une chaîne commerciale. Or rien ne ressemble plus à une chaîne commerciale qu'une autre chaîne commerciale, fût-elle péripétrique. Au risque, et je le regrette, de heurter la bonne conscience de ceux qui, succombant au manichéisme ambiant, préfèrent éviter d'affronter la réalité économique de la télévision privée. Or je n'ai jamais manifesté d'opposition personnelle à la création de chaînes privées, même si je reste un farouche défenseur d'un secteur public dont les vertus sont irremplaçables. Mais sans doute est-ce là un péché de l'esprit. »

(Publié)

Mural N° 1 c'est Artirec + Moq. Coordonnées

TISSUS MURAUX sur papier, 6 F le m² (au même prix que le papier peint) • Immat. Daim, 10 F le m² • Peinture Chinoise, le rouleau 72,50 • Toile lin ou cot. (x 2,60 m) : 29,50 le m. lin. • Id. gde larg. sur mousses, 33 F le m² • Artirec = Spécialiste tissu sans couture, colé-tendu • Miroirs collants, 8 à 11 F l'élément 15x30 cm • Liège, 10 à 64 F le m² • Rideaux • Voilages • Meubles Laitex Woolmark : synthétiques, antitaches, anti-odeur, anti-bruit, anti-électricité statique... • Tous accessoires pose, shampooing, etc. • Tout à prix « défilants » dit Marg. S. de Neuilly, avec choix aide, conseils décor. gratuits • Artirec, 4, bd Bastille, 12^e (43.40.72.72). Citer ce journal, svp.

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 563.12.66
Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Paris le Jeudi 9 Janvier 1986 à 14 heures
UN LOCAL DE 2 PIÈCES - CUISINE - W.C.
au 1^{er} étage essai cœur, de l'immeuble sis à
PARIS (10^e) - 51, rue d'Hauteville
MISE A PRIX : 140.000 F
S'adresser pour tous renseignements à : Maître Jean NOUËL
Avocat, 26 Bd Raspail Paris (7^e), Tél. : 45.44.10.33.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Paris le Jeudi 9 Janvier 1986 à 14 heures
EN UN SEUL LOT :
UN HANGAR ET UN LOCAL DE 4 PIÈCES
PRINCIPALES au rez-de-chaussée du bâtiment du fond
2 PIÈCES PRINCIPALES sur 2^e cour au 1^{er} étage, à
PARIS (10^e) - 51, rue d'HAUTEVILLE
MISE A PRIX : 1.000.000 F
S'adresser pour tous renseignements à : Maître Jean NOUËL
Avocat, 26 Bd Raspail Paris (7^e), Tél. : 45.44.10.33.

RADIO-TÉLÉVISION

A VOIR

Vingt-quatre divas par seconde

Au milieu d'un décor désuet, une Gine Lollobrigida toute jeune dévoile une gorge épanouie. Héloïse du film de Mario Costa d'après la célèbre *Piaf* de la compositrice italienne Leoncavallo, elle semble donner la réplique chantée à Tito Gobbi, son partenaire. Mais de ses lèvres s'échappe, en réalité, le voix de la cantatrice Onella Fineschi. Dans le même style, voici, double cette fois par la chanteuse Palmaria, Vittali Martini. Sophia Loren dans le rôle principal de la *Favorite*, de Donizetti, mise en scène par Cesare. Baricchi... Supercherie ? Erreur de distribution ? Non, c'est de l'opéra-cinéma.

Les amoureux du lyrique et les fous de cinéma vont être à la fête avec l'émission que propose Eric Lipmann, le soir de Noël, sur TF 1. Elle se nomme, d'ailleurs, « Cinopéra », et on la verra, merci pour nous, à une heure de grande écoute. Du classique à 20 h 30 : un par qui veut relever Eric Lipmann, de passionné du musique qui s'acharné, depuis des années, à la faire sortir de son ghetto. Aussi bien sur les ondes qu'à la télévision.

Un vrai régal ce festival qui va des opéras-à-propos aux réalisations les plus récentes : Don Giovanni revisité par Losey, *Orfeo* remodelé par Jean-Pierre Ponnelle ou la *Traviata* revue par Franco Zeffirelli. Dix extraits, au total, de ces opéras-films illustreront cette soirée placée sous le signe du divertissement, des découvertes mais aussi des surprises. Le reportage sur le plateau de Cinecittà où Plácido Domingo tourne *Otello* en est une.

Si Wagner ou Mozart étaient vivants aujourd'hui, pense Eric Lipmann, ils auraient fait des opéras-films. Autant dire que le cocktail qu'il nous propose n'a rien d'une cuvée réservée aux seuls mélomanes. C'est au contraire, un plaisir auquel chacun peut se laisser entraîner.

ANITA RIND.

* « Cinopéra », mercredi 25 décembre, 20 h 30, TF 1 (90 min).

Mardi 24 décembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 30 *Emilia Jolie*. Conte musical de P. Chabrol, mise en scène R. Fortuna, avec E. Navarre, P. Grégoire, G. Garcin. Sur des mélodies pleines de charme, un spectacle pour enfants qui a obtenu un grand succès, repris au Cirque d'hiver. Avec les costumes de Thierry Mugler.
21 h 50 Noël vagabond. Émission de R. Gicquel et M. Soro. En direct de la Maison de l'artisanat à Marseille. Une vieille convivia, auteur de Roger Ciquel, avec le pianiste Pierre Barbizet et son fils Yann, le comédien Marcel Maréchal, l'écritain Yves Andouard, l'éditrice Jeanne Lafitte, des chanteurs...
23 h 55 *Messe de la Nativité*. Mendozian, en direct de la basilique Saint-Pierre de Rome.
1 h 30 Dix mille chimères à Bercy. En juillet dernier, une chorale de dix mille jeunes chanteurs donnait une série de concerts à Bercy.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 *Spécial mardi cinéma*. De P. Tchernia et J. Roulland. Noël au balcon : une sélection de « Caméras invisibles » européennes : Voyage au pays des dessins animés, Popy, Tom et Jerry, les délinquants inventés du cinéaste Charlie Bowers...
22 h 35 *Cinéma de la Nuit et l'Oiseau*. Film français de P. Grimault sur des dessins animés (1979), voix de J. Martin, P. Mazzotti, A. Vial, R. Marx. Un roi tyrannique veut épouser de force une bergère qui aime un petit ramoneur. Un oiseau défend leur liberté. Le triomphe d'un « réalisme poétique », dans un dessin animé de P. Grimault, d'après le conte d'Andersen.
23 h 55 *Variétés : Les Chœurs chantent*. De C. Delaive, A. Bloch, C. Couzin. Les plus grandes stars du cinéma mondial interprètent les chansons des films qu'elles ont tournés : des vedettes du musical qui ont fait du cinéma, des vedettes du cinéma qui ont fait du musical, des vedettes du musical qui ont fait du cinéma, des vedettes du cinéma qui ont fait du musical. Chœurs chantent, Marlene Dietrich, Alain Boujenko...

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 30 La dernière séance. Émission d'E. Mitchell et G. Jourdain. Actualités de 1956 : Eddy Mitchell annonce le premier

FR 3 PARIS-ÎLE-DE-FRANCE

17 h 15 Une vie en chanson : 17 h 15, Dystanie ; 18 h, Effraction ; 18 h 50, La Penthe rose ; 19 h 5, Aboul Pie ; 19 h 15, Journal ; 19 h 35, Un journaliste au peu trop voyant.
20 h 35 *Prémiers films : Géant*. Film américain de G. Stevens (1955), avec E. Taylor, R. Hudson, J. Dean, J. Withers, C. Williams. Au Texas, l'employé d'un ranch devient millionnaire du pétrole, sur les terres d'une famille qu'il déteste. A voir pour les acteurs, dont James Dean dans son dernier rôle.
0 h 20 *Journal*.
0 h 45 *Deuxième film : L'homme qui rétrécit*. Film américain de J. Arnold (1956), avec G. Williams, R. Stuart, A. Kent, P. Langton (v.o. sous-titrée N.). La taille d'un homme, atteint par un usage radio-actif, diminue continuellement. Conte de science-fiction, par Richard Matheson. Les images, très réussies, donnent au film une allure de cauchemar.
2 h 5 *Prélude à la nuit*. Landais, poète, de Mendelssohn, interprété par les Chœurs de la Vierge.

CANAL PLUS

20 h 35 *Béatrice chez Bob*, film de D. Gruen-Deferre ; 22 h, *Croque le barbare*, film de J. Millon ; 0 h 15, *Flam de la famille*, film de J. Protout ; 1 h 40, Les superstars du catch ; 2 h 30, *Superstars*.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 *Émissions spéciales : chat noir pour un corps*. 21 h 30 *Diagonales : l'actualité de la chanson*. 22 h 30 *Nuits magiques*. 0 h 15 *Messe de Noël*, en la cathédrale de Dijon.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 4 *Concert* (donné au Théâtre des Champs-Élysées, le 20 décembre) : Sonate pour corde et 3 en ut majeur, ouverture de Guillaume Tell, *Stabat Mater* pour soli, chœur et orchestre, de Rossini, par l'Orchestre national de France et les Chœurs de Radio-France, dir. R. Chailly, chef des chœurs, J. J. Lemaire, sol. L. Cuperli, L. Valentini-Terrani, C. Morini, S. Ramey.
22 h 15 *Les solistes de France-Musique : la Noël des musiciens*.

Mercredi 25 décembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 *Spectacle sur glace : Cesse-noisette*. Musique de Tchaïkovski, par l'Orchestre philharmonique national, avec D. Hamill, R. Cousins, L. Green, E. Bredel. Une fable qui commence dans la couleur locale réaliste d'un milieu bourgeois et se termine dans le monde de l'imagination. Un ballet féerique dansé par les plus grands patineurs du monde.
22 h 35 *Cinopéra*. Émission d'Eric Lipmann, Léon Sayan et Daniel Tournet de Plaurier. (Lire notre article.)
23 h 30 *Journal*.
23 h 45 *Boîte à jazz*.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 *Téléfilm : le Réveil*. De J. Bouchaud, réal. D. Losset, avec M. Barrie, J.-P. Rapp. Le récit de Noël de deux agents de police et de ceux qu'ils rencontrent. Situations exotiques et hautement imprévisibles !
21 h 55 *Opérette : Ciboulette*. De R. Hahn, d'après R. de Flers et F. de Croisset, avec le concours de l'Opéra de Monte-Carlo et de l'Opéra de Montpellier et M. Robinson, F. Ferrat, J. J. Lemaire, A. Normand, A. Hori. (En simultané avec France-Musique.) Nouvelle conception d'une opérette très populaire où les dialogues ont été modifiés. Toute l'histoire est revue et racontée par son auteur, Reynaldo Hahn, et l'on assiste à la création de l'œuvre.
0 h 10 *Journal*.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

14 h 55 Émissions pour les jeunes.
17 h 15 *Télévision régionale*. Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17 h 30, où l'on verra sur tous les réseaux : La vie en chanson ; à 17 h 15, La fièvre des mandolines ; à 17 h 30, Croque rock ; à 18 h, Destinée-moi une chanson ; à 18 h 30, Une nuit de Noël à Starobol ; à 18 h 35, Croque rock ; à 19 h, Crèche ; à 19 h 30, Cosmic Christmas ; à 19 h 30, La grève de sept ; à 19 h 35, Un journaliste un peu trop voyant.
19 h 55 *Dessin animé : les Entrecroches*.
20 h 5 *Tous en piste*.
20 h 30 *Benny Hill*.
20 h 55 *Variétés : Les totems du Batavian*. Émission de J.-L. Fouchier et J.-P. Capdevielle. Avec le groupe Téléphone, Yves Simon, Bill Baxter, Diane Tell, Angi / Madame Entrepasse...
21 h 55 *Journal*.
22 h 25 *Cinéma : le Guépard*. Film italien de L. Visconti (1962), avec B. Lancaster,

A. Delon, C. Cardinale, P. Stoppa, S. Reggiani, R. Morelli (rediffusion). Après le débarquement de Garibaldi, en 1860, un vieil aristocrate sicilien prend conscience de la fin de sa classe et s'efforce de son mieux par un mariage bourgeois. Une époque, une évolution historique parfaitement reconstituées. L'œuvre est superbe, ainsi que Burt Lancaster.

1 h 15 *Nouvelles du Monde*. Une série de sept émissions adaptées de nouvelles parues dans nos colonnes. Ce soir, « Les Deux Nouveaux », d'Alain Elkan (Italie). A l'approche de Noël deux nouvelles racontent la rencontre de deux êtres solitaires, un petit garçon obèse et amoureux et un vieux professeur aveugle et lunaire.
0 h 15 *Prélude à la nuit*. Air, de Gluck, par les Deux Violons de France.

CANAL PLUS

7 h, Gym à gym : 7 à 15, Top 50 (et à 12 h 5 et 20 h) ; 7 h 45, Cabon Cadin (à 8 h, Le petit train de Noël, à 8 h 20, Doc, et le père Noël) ; 9 h 20, F.A.S. de G. Oury ; 11 h 10, Série : Mike Hammer ; 12 h, Dessin animé : 12 h 50, Magazine : Direct ; 14 h, La fantastique histoire de Bugs Bunny ; 15 h 35, Les plus beaux cadeaux, film d'animation ; 16 h 10, Téléfilm : Mauditlement vite ; 17 h 45, C+ ; 18 h 25, Les affaires sont les affaires ; 19 h, Maxilote (et 19 h 55 et 20 h 20) ; 19 h 5, Zénaïde ; 19 h 40, Tout s'achève ; 20 h 15, Coluche ; 20 h 33, Série : Les Triples ; 21 h, Les Ripoux, film de C. Zidi ; 22 h 50, Les Chœurs de feu, film de H. Hudson ; 0 h 50, Le Général de l'armée morte, film de L. Továří.

FRANCE CULTURE

20 h 30 Pour aller dire : Olympia Alberti pour son recueil de poèmes.
21 h *Musique : jazz bivaque* (en direct du grand auditorium) : spécial gospel et blues night, par la Velle, W.G. Hunter, J. Van Jones, L. Mac Comb, le groupe TTP.
22 h 20 *Maria Casares lit* : « Booz endormi », de Victor Hugo.
22 h 30 *Nuits magiques* : la nuit et le moment.
0 h 10 *De jour au lendemain*.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 4 *Concert* (donné le 5 mars à la Philharmonie de Berlin) : Concerto pour piano et orchestre n° 23 en la majeur, de Mozart, et *Symphonie n° 7 en mi-majeur*, de Bruckner, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. C.M. Giulini, sol. M. Peralta, piano ; en complément de programme : œuvres de Telemann, J.S. Bach.
21 h 50 *Les solistes de France-Musique* : concert, en simultané sur Antenne 2, *Ciboulette*, de R. Hahn, par l'Orchestre philharmonique et les chœurs de l'Opéra de Monte-Carlo, dir. C. Diodati ; à 0 h 15 Jazz-club.

Les programmes des trois chaînes, de France-Culture et de France-Musique avant 20 h 30 se trouvent dans notre supplément (le Monde du 21 décembre).

CARNET DU Monde

INFORMATIONS « SERVICES »

Fiançailles

M. et M^{me} Jean-Claude Hubert, M. et M^{me} Bernard Hubert, M. et M^{me} Roger Hubert, M. et M^{me} Pascal Henry, M. et M^{me} Etienne Hubert, ses enfants, ses petits-enfants, ses arrière-petits-enfants, ont le plaisir de faire part du décès de

M^{me} Odette HUBERT, née Fortin, veuve de

Jean HUBERT, mort pour la France,

survenu le 21 décembre 1985, en son domicile, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Hippolyte d'Évry, 66 bis, avenue Raymond-Poincaré, à Paris-16^e, le vendredi 27 décembre, à 8 h 30, suivie de l'inhumation au cimetière de Vaugrain-Bois (Leval).

21, boulevard Lannes, 75116 Paris.

— Avignon.

M^{me} Jeanne Monod, née Bartholin, M. et M^{me} Jean-Marie Monod, M. et M^{me} Olivier Monod et leurs enfants, ont le plaisir de faire part du décès de

docteur Eric MONOD,

leur époux, père et grand-père, survenu le 19 décembre 1985, dans sa soixante-dixième année.

Conformément à la volonté du défunt les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M^{me} Le Ngoc Hue, née Vu Thi Chai, son épouse, M. et M^{me} Le Vu Hung et leurs enfants, Sophie, Florence, Gilles et Stéphane, M. et M^{me} La Van Haot, ses enfants, Béatrice, Isabelle et Laurence, Le docteur Tran Tien Huyen et son fils, Hung, M. et M^{me} Vu Hien, ses enfants et petits-enfants, ont le plaisir de faire part du décès de

M. Le NGOC HUE,

survenu le 21 décembre 1985, dans sa soixante-dix-neuvième année.

L'inhumation aura lieu le vendredi 27 décembre, à 11 heures, dans le caveau de famille, au cimetière parisien de Bagneux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

36, rue Beaumier, 75014 Paris.

— M. et M^{me} Raoul Rudeau, son épouse, M^{me} Françoise Rudeau, M. et M^{me} Jean-Pascal Martin, M. Georges Rudeau, ses enfants, Et toute la famille, ont le plaisir de faire part du décès de

M^{me} Hélène CENDRON, née Drenx,

Le service religieux sera célébré le vendredi 27 décembre 1985, à 10 h 30, en l'église Saint-Christophe de Javel, à Paris-15^e.

L'inhumation aura lieu au cimetière parisien de Bagneux.

— M^{me} Pierre Gabet, son épouse, M. François Gabet, son fils, Et toute la famille, ont le plaisir de faire part du décès de

M. Pierre GABET, professeur honoraire, président du patronage laïc du premier arrondissement de Paris, officier dans l'ordre des Palmes académiques, médaillé de vermeil de la Ville de Paris,

survenu le 22 décembre 1985, à l'âge de cinquante-neuf ans, en son domicile à Brunoy.

Les obsèques civiles auront lieu le jeudi 26 décembre, à 10 h 15, au cimetière ancien de Brunoy, dans le caveau de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Maurice Gusti, son épouse, M. et M^{me} Julien Gusti, ses enfants, Aurélie et Lilia Gusti, ses petites-filles, Et toute la famille, ont le plaisir de faire part du décès de

M. Maurice GUSTI, professeur, administrateur civil,

survenu à Paris-14^e, le 22 décembre 1985, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

L'inhumation dans le caveau de famille, au cimetière de Montmartre, aura lieu le vendredi 27 décembre, à 9 heures.

73, rue de l'Église, 75013 Paris.

92, rue Saint-Martin, 75004 Paris.

Décès

— Lise Anselme, née Desmouzes, son épouse, Julie et David, ses enfants, Les familles Anselme et Desmouzes, ont le plaisir de faire part du décès de

Georges ANSELEME,

survenu le 21 décembre 1985.

L'enterrement a lieu le mercredi 24 décembre, à 15 h 30, au cimetière des Terres-Blanches, à Chato. Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

15, rue Laboulaye, 75400 Chato.

— M^{me} Paul Aubertel, M. et M^{me} Jean-Pierre Aubertel et leurs enfants, M. et M^{me} Paul Haecard et leur fille, M. et M^{me} Jacques Haecard et leurs enfants, M. et M^{me} Michel Aubertel, M^{me} Charles Didiot, ont le plaisir de faire part du décès de

Dien de

M. Paul AUBERTEL,

décédé le 21 décembre 1985, dans sa soixante-douzième année, muni des sacrements de l'Église.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 24 décembre, à 10 h 30, en l'église de Jauriac (Ardèche), suivie de l'inhumation au cimetière de Saint-Cirgues-de-Pyrie.

Saint-Martin-d'Hères (Isère), Saint-Cirgues-de-Pyrie (Ardèche).

— M. et M^{me} Bernard Cendron et leurs enfants, M. Jean-Pierre Cendron, M^{me} Elisabeth Cendron, M. Etienne Cendron, ses enfants, et petits-enfants, Toute la famille et ses proches, ont le plaisir de faire part du décès de

M^{me} Hélène CENDRON, née Drenx,

Le service religieux sera célébré le vendredi 27 décembre 1985, à 10 h 30, en l'église Saint-Christophe de Javel, à Paris-15^e.

L'inhumation aura lieu au cimetière parisien de Bagneux.

— M^{me} Pierre Gabet, son épouse, M. François Gabet, son fils, Et toute la famille, ont le plaisir de faire part du décès de

M. Pierre GABET, professeur honoraire, président du patronage laïc du premier arrondissement de Paris, officier dans l'ordre des Palmes académiques, médaillé de vermeil de la Ville de Paris,

survenu le 22 décembre 1985, à l'âge de cinquante-neuf ans, en son domicile à Brunoy.

Les obsèques civiles auront lieu le jeudi 26 décembre, à 10 h 15, au cimetière ancien de Brunoy, dans le caveau de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Maurice Gusti, son épouse, M. et M^{me} Julien Gusti, ses enfants, Aurélie et Lilia Gusti, ses petites-filles, Et toute la famille, ont le plaisir de faire part du décès de

M. Maurice GUSTI, professeur, administrateur civil,

survenu à Paris-14^e, le 22 décembre 1985, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

L'inhumation dans le caveau de famille, au cimetière de Montmartre, aura lieu le vendredi 27 décembre, à 9 heures.

73, rue de l'Église, 75013 Paris.

92, rue Saint-Martin, 75004 Paris.

Remerciements

— La famille de

M. Salomon NIDDAM,

décédé le 18 décembre 1985, très touchée des marques de sympathie qui lui ont été témoignées, remercie ses nombreux amis et relations.

— Les familles Karam, Tarazi, Fröhlich, Chaloub, Debs, Hachem, Arida,

très sensibles aux marques d'affection et de sympathie témoignées lors du décès de leur chère défunte

Solange TARAZI, artiste peintre,

remercient très sincèrement tous ceux qui se sont associés à leur deuil par leur présence, leurs envois de lettres ou de télégrammes, et les prient de trouver ici l'expression de leur profonde reconnaissance.

Anniversaires

— Il y a deux ans, le 25 décembre 1983

Pierre LE GOFF disparaissait dans le lagon de Nouvelle-Calédonie.

Sa famille, ses amis, ne l'ont pas oublié.

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ÉTAT

— Université Paris-III, samedi 4 janvier, à 14 heures, salle Liard, M^{me} Anne Florelle, née Nicolson : « L'amour dans l'œuvre d'E.M. Forster : pulsions et créativité ».

— Université Paris-V, lundi 6 janvier, à 16 h 30, salle 245, M. Abdelhak Elarmani : « L'aménagement hydro-agricole de la Moyenne Tonnou ».

— Université Paris-II, lundi 6 janvier, à 14 h 30, salle des Conseils, M^{me} Martine Touchais, née Behar : « Le décès du contractant ».

Concours

UNE STATUE POUR LA FAYETTE.

— La ville de Lafayette (Louisiane) organise un concours de sculpture à l'occasion de son centenaire afin de se doter d'une statue du marquis de La Fayette. Le gagnant de cette compétition ouverte aux artistes de tous pays recevra un chèque de 10 000 dollars, et en mai 1987 son œuvre ornera une place de la ville.

★ Inscriptions et renseignements : France Louisiana, 17, quai de Grenelle, 75015 Paris. Tél. : 45-77-09-68.

Portraits. — L'Académie des beaux-arts met au concours le prix de portrait Paul-Louis Weill, soit : un grand prix, d'un montant de 30 000 francs, destiné à un sculpteur sans limite d'âge ; les deux autres d'un montant de 10 000 francs, destinés à un sculpteur n'ayant pas atteint trente-cinq ans le 1^{er} janvier 1986. L'un au moins de ces trois prix sera décerné à un artiste

DOCUMENTATION

COMMUNICATION GOUVERNEMENTALE. — Les « actes » du premier Symposium international sur la communication gouvernementale viennent d'être publiés par l'Institut de la communication sociale (ICOS), qui préside M. Michel Le Net. Ils présentent les interventions et les débats de cette manifestation, réunie à Paris les 30 et 31 mai 1985 (Le Monde du 5 juin).

★ ICOS, 26, boulevard Raspail, 75007 Paris. Tél. : (1) 45-88-31-73.

PATRIMOINE

LE CHATEAU DE COCTEAU. — Les cinéastes se souviennent du château de Ray (Oise) qui servit de décor à Jean Cocteau pour le

DOCUMENTATION

COMMUNICATION GOUVERNEMENTALE. — Les « actes » du premier Symposium international sur la communication gouvernementale viennent d'être publiés par l'Institut de la communication sociale (ICOS), qui préside M. Michel Le Net. Ils présentent les interventions et les débats de cette manifestation, réunie à Paris les 30 et 31 mai 1985 (Le Monde du 5 juin).

★ ICOS, 26, boulevard Raspail, 75007 Paris. Tél. : (1) 45-88-31-73.

PATRIMOINE

LE CHATEAU DE COCTEAU. — Les cinéastes se souviennent du château de Ray (Oise) qui servit de décor à Jean Cocteau pour le

DOCUMENTATION

COMMUNICATION GOUVERNEMENTALE. — Les « actes » du premier Symposium international sur la communication gouvernementale viennent d'être publiés par l'Institut de la communication sociale (ICOS), qui préside M. Michel Le Net. Ils présentent les interventions et les débats de cette manifestation, réunie à Paris les 30 et 31 mai 1985 (Le Monde du 5 juin).

★ ICOS, 26, boulevard Raspail, 75007 Paris. Tél. : (1) 45-88-31-73.

PATRIMOINE

LE CHATEAU DE COCTEAU. — Les cinéastes se souviennent du château de Ray (Oise) qui servit de décor à Jean Cocteau pour le

DOCUMENTATION

COMMUNICATION GOUVERNEMENTALE. — Les « actes » du premier Symposium international sur la communication gouvernementale viennent d'être publiés par l'Institut de la communication sociale (ICOS), qui préside M. Michel Le Net. Ils présentent les interventions et les débats de cette manifestation, réunie à Paris les 30 et 31 mai 1985 (Le Monde du 5 juin).

★ ICOS, 26, boulevard Raspail, 75007 Paris. Tél. : (1) 45-88-31-73.

PATRIMOINE

LE CHATEAU DE COCTEAU. — Les cinéastes se souviennent du château de Ray (Oise) qui servit de décor à Jean Cocteau pour le

DOCUMENTATION

COMMUNICATION GOUVERNEMENTALE. — Les « actes » du premier Symposium international sur la communication gouvernementale viennent d'être publiés par l'Institut de la communication sociale (ICOS), qui préside M. Michel Le Net. Ils présentent les interventions et les débats de cette manifestation, réunie à Paris les 30 et 31 mai 1985 (Le Monde du 5 juin).

★ ICOS, 26, boulevard Raspail, 75007 Paris. Tél. : (1) 45-88-31-73.

PATRIMOINE

LE CHATEAU DE COCTEAU. — Les cinéastes se souviennent du château de Ray (Oise) qui servit de décor à Jean Cocteau pour le

DOCUMENTATION

COMMUNICATION GOUVERNEMENTALE. — Les « actes » du premier Symposium international sur la communication gouvernementale viennent d'être publiés par l'Institut de la communication sociale (ICOS), qui préside M. Michel Le Net. Ils présentent les interventions et les débats de cette manifestation, réunie à Paris les 30 et 31 mai 1985 (Le Monde du 5 juin).

★ ICOS, 26, boulevard Raspail, 75007 Paris. Tél. : (1) 45-88-31-73.

PATRIMOINE

LE CHATEAU DE COCTEAU. — Les cinéastes se souviennent du château de Ray (Oise) qui servit de décor à Jean Cocteau pour le

DOCUMENTATION

COMMUNICATION GOUVERNEMENTALE. — Les « actes » du premier Symposium international sur la communication gouvernementale viennent d'être publiés par l'Institut de la communication sociale (ICOS), qui préside M. Michel Le Net. Ils présentent les interventions et les débats de cette manifestation, réunie à Paris les 30 et 31 mai 1985 (Le Monde du 5 juin).

★ ICOS, 26, boulevard Raspail, 75007 Paris. Tél. : (1) 45-88-31-73.

PATRIMOINE

LE CHATEAU DE COCTEAU. — Les cinéastes se souviennent du château de Ray (Oise) qui servit de décor à Jean Cocteau pour le

DOCUMENTATION

COMMUNICATION GOUVERNEMENTALE. — Les « actes » du premier Symposium international sur la communication gouvernementale viennent d'être publiés par l'Institut de la communication sociale (ICOS), qui préside M. Michel Le Net. Ils présentent les interventions et les débats de cette manifestation, réunie à Paris les 30 et 31 mai 1985 (Le Monde du 5 juin).

★ ICOS, 26, boulevard Raspail, 75007 Paris. Tél. : (1) 45-88-31-73.

PATRIMOINE

LE CHATEAU DE COCTEAU. — Les cinéastes se souviennent du château de Ray (Oise) qui servit de décor à Jean Cocteau pour le

DOCUMENTATION

COMMUNICATION GOUVERNEMENTALE. — Les « actes » du premier Symposium international sur la communication gouvernementale viennent d'être publiés par l'Institut de la communication sociale (ICOS), qui préside M. Michel Le Net. Ils présentent les interventions et les débats de cette manifestation, réunie à Paris les 30 et 31 mai 1985 (Le Monde du 5 juin).

★ ICOS, 26, boulevard Raspail, 75007 Paris. Tél. : (1) 45-88-31-73.

PATRIMOINE

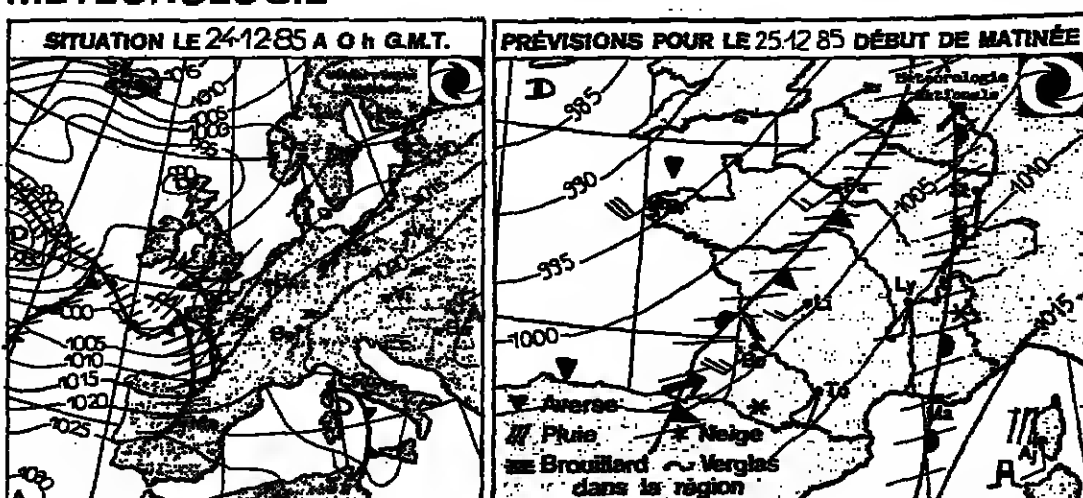
LE CHATEAU DE COCTEAU. — Les cinéastes se souviennent du château de Ray (Oise) qui servit de décor à Jean Cocteau pour le

DOCUMENTATION

COMMUNICATION GOUVERNEMENTALE. — Les « actes » du premier Symposium international sur la communication gouvernementale viennent d'être publiés par l'Institut de la communication sociale (ICOS), qui préside M. Michel Le Net. Ils présentent les interventions et les débats de cette manifestation, réunie à Paris les 30 et 31 mai 1985 (Le Monde du 5 juin).

★ ICOS, 26, boulevard Raspail, 75007 Paris. Tél. : (1) 45-88-31-73.

MÉTÉOROLOGIE



Évolution probable du temps en France entre le mardi 24 décembre à 0 heure et le mercredi 25 décembre à minuit.

Évolution :

Persistence d'un flux de sud-ouest rapide et perturbé sur la France donnant des pluies fréquentes.

Mercredi : Temps couvert et pluvieux sur l'ensemble du pays dès le matin. Deux zones de pluies plus marquées, l'une de la Corse aux Alpes, l'autre des Pyrénées au Bassin parisien et au Nord. Quelques averses sur les côtes du nord-ouest.

Dans la journée persistance du temps doux et humide en toutes régions, seulement quelques averses entre deux passages pluvieux sur la moitié nord-ouest l'après-midi.

Il neigea en montagne au-dessus de 1500 mètres.

Les températures restent très élevées pour la saison, 6 à 9 degrés le matin et même localement 9 à 11 degrés, dans l'après-midi 11 à 16 degrés du Nord au Sud.

Le vent de sud-ouest à ouest soufflera sans fort à fort sur l'ouest et le nord-ouest du pays. Vent de nord-ouest assez modéré près de la Méditerranée.

Évolution pour la fin de semaine :

Une succession d'advections froides venant du Nord puis du Nord-Est se produira en altitude et provoquera sur le pays une période de temps fortement

perturbé et sera suivi d'un rafraîchissement assez marqué en fin de semaine.

Jeudi 26 : Passage d'un zone de mauvais temps affectant le Nord-Ouest, le matin et gagnant dans la journée l'est du pays, les Alpes et la Corse, des pluies de neige se produisant sur les Jura et les Alpes vers 1000 mètres. Ce mauvais temps sera suivi d'un temps maussade. Nouvelles pluies le soir de la Bretagne au Nord. Vent assez fort de Sud-Ouest près des côtes de la Manche et de l'Atlantique.

Températures minimales de 6 à 10 degrés. Températures maximales de 8 à 13 degrés du Nord au Sud.

Vendredi 27 : Temps maussade sur l'ensemble du pays, avec des averses principalement au nord de la Loire et quelques pluies en chutes de neige du Sud. Pluies Central aux Alpes le matin. Températures minimales en baisse de 3 degrés sur la moitié ouest, stationnaires ailleurs. Températures maximales en baisse de 1 à 2 degrés.

Samedi 28 : Temps couvert avec des averses sur la moitié nord gagnant les régions du sud, avec des précipitations de pluies (ou de neige au-dessus de 1000 mètres) sur le Sud-Est. Développement de quelques éclaircies sur le nord-ouest du pays dans la journée.

Températures minimales de 0 à 2 degrés dans l'intérieur. Températures maximales de 6 à 11 degrés du Nord au Sud.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

EN BREF

CONCOURS

UNE STATUE POUR LA FAYETTE.

— La ville de Lafayette (Louisiane) organise un concours de sculpture à l'occasion de son centenaire afin de se doter d'une statue du marquis de La Fayette. Le gagnant de cette compétition ouverte aux artistes de tous pays recevra un chèque de 10 000 dollars, et en mai 1987 son œuvre ornera une place de la ville.

★ Inscriptions et renseignements : France Louisiana, 17, quai de Grenelle, 75015 Paris. Tél. : 45-77-09-68.

Portraits. — L'Académie des beaux-arts met au concours le prix de portrait Paul-Louis Weill, soit : un grand prix, d'un montant de 30 000 francs, destiné à un sculpteur sans limite d'âge ; les deux autres d'un montant de 10 000 francs, destinés à un sculpteur n'ayant pas atteint trente-cinq ans le 1^{er} janvier 1986. L'un au moins de ces trois prix sera décerné à un artiste

DOCUMENTATION

COMMUNICATION GOUVERNEMENTALE. — Les « actes » du premier Symposium international sur la communication gouvernementale viennent d'être publiés par l'Institut de la communication sociale (ICOS), qui préside M. Michel Le Net. Ils présentent les interventions et les débats de cette manifestation, réunie à Paris les 30 et 31 mai 1985 (Le Monde du 5 juin).

★ ICOS, 26, boulevard Raspail, 75007 Paris. Tél. : (1) 45-88-31-73.

PATRIMOINE

LE CHATEAU DE COCTEAU. — Les cinéastes se souviennent du château de Ray (Oise) qui servit de décor à Jean Cocteau pour le

DOCUMENTATION

COMMUNICATION GOUVERNEMENTALE. — Les « actes » du premier Symposium international sur la communication gouvernementale viennent d'être publiés par l'Institut de la communication sociale (ICOS), qui préside M. Michel Le Net. Ils présentent les interventions et les débats de cette manifestation, réunie à Paris les 30 et 31 mai 1985 (Le Monde du 5 juin).

★ ICOS, 26, boulevard Raspail, 75007 Paris. Tél. : (1) 45-88-31-73.

PATRIMOINE

LE CHATEAU DE COCTEAU. — Les cinéastes se souviennent du château de Ray (Oise) qui servit de décor à Jean Cocteau pour le

DOCUMENTATION

COMMUNICATION GOUVERNEMENTALE. — Les « actes » du premier Symposium international sur la communication gouvernementale viennent d'être publiés par l'Institut de la communication sociale (ICOS), qui préside M. Michel Le Net. Ils présentent les interventions et les débats de cette manifestation, réunie à Paris les 30 et 31 mai 1985 (Le Monde du 5 juin).

★ ICOS, 26, boulevard Raspail, 75007 Paris. Tél. : (1) 45-88-31-73.

PATRIMOINE

LE CHATEAU DE COCTEAU. — Les cinéastes se souviennent du château de Ray (Oise) qui servit de décor à Jean Cocteau pour le

DOCUMENTATION

COMMUNICATION GOUVERNEMENTALE. — Les « actes » du premier Symposium international sur la communication gouvernementale viennent d'être publiés par l'Institut de la communication sociale (ICOS), qui préside M. Michel Le Net. Ils présentent les interventions et les débats de cette manifestation, réunie à Paris les 30 et 31 mai 1985 (Le Monde du 5 juin).

★ ICOS, 26, boulevard Raspail, 75007 Paris. Tél. : (1) 45-88-31-73.

PATRIMOINE

LE CHATEAU DE COCTEAU. — Les cinéastes se souviennent du château de Ray (Oise) qui servit de décor à Jean Cocteau pour le

DOCUMENTATION

COMMUNICATION GOUVERNEMENTALE. — Les « actes » du premier Symposium international sur la communication gouvernementale viennent d'être publiés par l'Institut de la communication sociale (ICOS), qui préside M. Michel Le Net. Ils présentent les interventions et les débats de cette manifestation, réunie à Paris les 30 et 31 mai 1985 (Le Monde du 5 juin).

★ ICOS, 26, boulevard Raspail, 75007 Paris. Tél. : (1) 45-88-31-73.

PATRIMOINE

LE CHATEAU DE COCTEAU. — Les cinéastes se souviennent du château de Ray (Oise) qui servit de décor à Jean Cocteau pour le

DOCUMENTATION

COMMUNICATION GOUVERNEMENTALE. — Les « actes » du premier Symposium international sur la communication gouvernementale viennent d'être publiés par l'Institut de la communication sociale (ICOS), qui préside M. Michel Le Net. Ils présentent les interventions et les débats de cette manifestation, réunie à Paris les 30 et 31 mai 1985 (Le Monde du 5 juin).

★ ICOS, 26, boulevard Raspail, 75007 Paris. Tél. : (1) 45-88-31-73.

PATRIMOINE

LE CHATEAU DE COCTEAU. — Les cinéastes se souviennent du château de Ray (Oise) qui servit de décor à Jean Cocteau pour le

DOCUMENTATION

COMMUNICATION GOUVERNEMENTALE. — Les « actes » du premier Symposium international sur la communication gouvernementale viennent d'être publiés par l'Institut de la communication sociale (ICOS), qui préside M. Michel Le Net. Ils présentent les interventions et les débats de cette manifestation, réunie à Paris les 30 et 31 mai 1985 (Le Monde du 5 juin).

★ ICOS, 26, boulevard Raspail, 75007 Paris. Tél. : (1) 45-88-31-73.

PATRIMOINE

LE CHATEAU DE COCTEAU. — Les cinéastes se souviennent du château de Ray (Oise) qui servit de décor à Jean Cocteau pour le

DOCUMENTATION

COMMUNICATION GOUVERNEMENTALE. — Les « actes » du premier Symposium international sur la communication gouvernementale viennent d'être publiés par l'Institut de la communication sociale (ICOS), qui préside M. Michel Le Net. Ils présentent les interventions et les débats de cette manifestation, réunie à Paris les 30 et 31 mai 1985 (Le Monde du 5 juin).

★ ICOS, 26, boulevard Raspail, 75007 Paris. Tél. : (1) 45-88-31-73.

PATRIMOINE

LE CHATEAU DE COCTEAU. — Les cinéastes se souviennent du château de Ray (Oise) qui servit de décor à Jean Cocteau pour le

DOCUMENTATION

COMMUNICATION GOUVERNEMENTALE. — Les « actes » du premier Symposium international sur la communication gouvernementale viennent d'être publiés par l'Institut de la communication sociale (ICOS), qui préside M. Michel Le Net. Ils présentent les interventions et les débats de cette manifestation, réunie à Paris les 30 et 31 mai 1985 (Le Monde du 5 juin).

★ ICOS, 26, boulevard Raspail, 75007 Paris. Tél. : (1) 45-88-31-73.

PATRIMOINE

LE CHATEAU DE COCTEAU. — Les cinéastes se souviennent du château de Ray (Oise) qui servit de décor à Jean Cocteau pour le

DOCUMENTATION

COMMUNICATION GOUVERNEMENTALE. — Les « actes » du premier Symposium international sur la communication gouvernementale viennent d'être publiés par l'Institut de la communication sociale (ICOS), qui préside M. Michel Le Net. Ils présentent les interventions et les débats de cette manifestation, réunie à Paris les 30 et 31 mai 1985 (Le Monde du 5 juin).

★ ICOS, 26, boulevard Raspail, 75007 Paris. Tél. : (1) 45-88-31-73.

PATRIMOINE

LE CHATEAU DE COCTEAU. — Les cinéastes se souviennent du château de Ray (Oise) qui servit de décor à Jean Cocteau pour le

DOCUMENTATION

COMMUNICATION GOUVERNEMENTALE. — Les « actes » du premier Symposium international sur la communication gouvernementale viennent d'être publiés par l'Institut de la communication sociale (ICOS), qui préside M. Michel Le Net. Ils présentent les interventions et les débats de cette manifestation, réunie à Paris les 30 et 31 mai 1985 (Le Monde du 5 juin).

★ ICOS, 26, boulevard Raspail, 75007 Paris. Tél. : (1) 45-88-31-73.

PATRIMOINE

LE CHATEAU DE COCTEAU. — Les cinéastes se souviennent du château de Ray (Oise) qui servit de décor à Jean Cocteau pour le

DOCUMENTATION

COMMUNICATION GOUVERNEMENTALE. — Les « actes » du premier Symposium international sur la communication gouvernementale viennent d'être publiés par l'Institut de la communication sociale (ICOS), qui préside M. Michel Le Net. Ils présentent les interventions et les débats de cette manifestation, réunie à Paris les 30 et 31 mai 1985 (Le Monde du 5 juin).

★ ICOS, 26, boulevard Raspail, 75007 Paris. Tél. : (1) 45-88-31-73.

PATRIMOINE

LE CHATEAU DE COCTEAU. — Les cinéastes se souviennent du château de Ray (Oise) qui servit de décor à Jean Cocteau pour le

DOCUMENTATION

COMMUNICATION GOUVERNEMENTALE. — Les « actes » du premier Symposium international sur la communication gouvernementale viennent d'être publiés par l'Institut de la communication sociale (ICOS), qui préside M. Michel Le Net. Ils présentent les interventions et les débats de cette manifestation, réunie à Paris les 30 et 31 mai 1985 (Le Monde du 5 juin).

★ ICOS, 26, boulevard Raspail, 75007 Paris. Tél. : (1) 45-88-31-73.

PATRIMOINE

LE CHATEAU DE COCTEAU. — Les cinéastes se souviennent du château de Ray (Oise) qui servit de décor à Jean Cocteau pour le

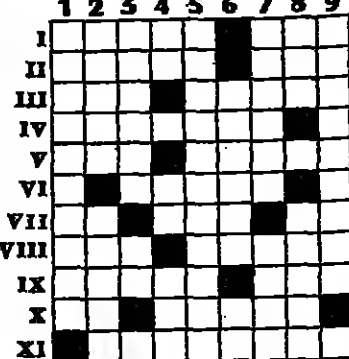
DOCUMENTATION

COMMUNICATION GOUVERNEMENTALE. — Les « actes » du premier Symposium international sur la communication gouvernementale viennent d'être publiés par l'Institut de la communication sociale (ICOS), qui préside M. Michel Le Net. Ils présentent les interventions et les débats de cette manifestation, réunie à Paris les 30 et 31 mai 1985 (Le Monde du 5 juin).

★ ICOS, 26, boulevard Raspail, 75007 Paris. Tél. : (1) 45-88-31-73.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4125



HORIZONTALEMENT

I. Celui qui le prise trop risque de l'avoir dans le nez. Le particulier prend le pas sur le général.

II. Compagnon. Un endroit de rêve.

III. Pris par grand vent ou pris avec le vol-au-vent. Il se dépense beaucoup pour ne pas dépenser.

IV. Réduire le débit de certain flux.

V. Règne au Danemark au même titre que la couronne. Canal de communication de la Seine à la Marne.

VI. Finit sa course en amont de Laval.

VII. Copulative. Dort rarement dans un lit. Préposition.

VIII. A tendance à noircir avec au cordon-bleu porté sur le blanc. Le fil de l'histoire.

IX. Adoratrice abhorrée. Possessif.

X. Copulative. Lumière saïsse qui connaît l'obscurité.

XI. Certain ne peut marcher sans cannes.

VERTICALEMENT

économie

REPÈRES

Dollar : 7,68 F

Sur des marchés des changes où la « trêve des confiseurs » s'est installée, le dollar est resté stable à 7,68 F environ, tandis que les tensions se réduisaient, provisoirement dit-on, au sein du système monétaire européen. Le cours du deutschemark, à Paris, est revenu de 3,0670 F à 3,0840 F environ.

Chômage : stabilité en Europe

Publiées le lundi 23 décembre par EUROSTAT à Bruxelles, les statistiques du mois de novembre indiquent une quasi-stabilité du chômage dans la Communauté européenne. Comme le mois précédent, 12,7 millions de personnes sont demeurées d'un emploi et les chômeurs représentent 11,2 % de la population active ; ce taux correspondant à la moyenne établie pour l'année 1985. Par rapport à novembre 1984, l'augmentation est cependant de 0,3 %. Hormis pour la Grèce, dont les résultats ne sont, traditionnellement, pas jugés significatifs, l'Office statistique des Communautés européennes observe, sur un an, une diminution du chômage au Danemark, aux Pays-Bas, en Belgique et au Luxembourg. En revanche, une augmentation est enregistrée en Italie, en Grande-Bretagne, en Allemagne fédérale, en France et en Irlande, pays où 17,5 % de la population active est à la recherche d'un emploi.

« Farm Bill » : M. Reagan critique et signe

Le président Ronald Reagan a signé, le 23 décembre, deux textes de loi, l'un sur l'agriculture, le « Farm Bill », l'autre sur le système fédéral des crédits à l'agriculture. Le président a néanmoins critiqué certaines dispositions de ces textes, qui prévoient des subventions aux exportations et la limitation des volumes d'importation de sucre. Il a indiqué qu'il tenterait de revoir ces dispositions avec le Congrès. Le « Farm Bill » vise à garantir les revenus des quelque trois millions d'agriculteurs et à relancer les exportations, sur une période de cinq ans. Les crédits correspondants s'élèvent sur trois ans, à 52 milliards de dollars, mais de nombreux économistes disent déjà aux États-Unis que ce coût est sous-estimé, affirmant que les programmes de soutien pourraient s'élever à 75 milliards de dollars. La seconde loi autorise le budget fédéral à subventionner le réseau des banques agricoles, qui détiennent le tiers environ des créances de l'agriculture des États-Unis (70 milliards de dollars).

Prix : hausse de 0,1 % en décembre en RFA

En Allemagne fédérale, les prix à la consommation ont augmenté de 0,1 % en décembre, selon les chiffres provisoires publiés, le lundi 23 décembre, par l'Office fédéral allemand des statistiques. Sur la base de ces chiffres, l'Office estime à 2,2 % l'inflation moyenne en RFA en 1985, contre 2,4 % en 1984 et 3,3 % en 1983. Par rapport à décembre 1984, la hausse des prix s'est élevée à 1,8 %.

AFFAIRES

LES DÉFICITS DE NOËL

Quand l'industrie du jouet dépend de l'industrie audiovisuelle

Aux Etats-Unis et au Japon, les émissions pour enfants sont devenues le meilleur instrument de promotion des jouets. Les Français en font les frais

Quand les yeux des enfants s'allument à la vue des paquets amoncelés sous l'arbre de Noël, les lumières sont déjà éteintes dans les usines de jouets. Au mystère du cadeau encore emballé correspond le chiffre d'affaires du fabricant. Il a vendu ou il n'a pas vendu. Douze mois d'efforts se concrétisent en quelques semaines d'activité fébrile : deux jouets sur trois sont achetés à l'époque de Noël.

Cette année, le suspense aura été particulièrement dramatique pour la Compagnie générale du jouet (CEJ), qui étendait l'issue de sa dernière aventure, la coproduction de séries télévisées.

Mais la sentence est tombée, à huit jours de Noël. La CEJ a déposé son bilan le 17 décembre.

Les parents se sont-ils étonnés de la précocité discrète du nom du fabricant au générique de la série télévisée *Les Mondes engloutis* ? Pionnière en France, la première des firmes françaises ne faisait que suivre l'exemple des États-Unis et du Japon, où l'industrie du jouet participe, depuis quelques années, à l'élaboration des émissions pour enfants.

L'Américain Mattel a sa propre société de production, ainsi que le japonais Bandai. Un contrôle indispensable pour ce qui est devenu à la fois une source essentielle d'inspiration — les héros deviennent jouets familiers — et un formidable instrument de promotion. Au lieu de quelques secondes d'un spot publicitaire, le fabricant peut, des dizaines de minutes durant, imprimer l'univers de ses produits dans la mémoire des enfants.

Le jouet dérivé — des personnages d'une émission — est un produit qui « marche » bien. Figurine, peluche, thème de jeu de société, représente déjà un jouet sur cinq en France (près de 30 % de plus que l'an dernier), et un jouet sur deux aux États-Unis. Un créneau que ne pouvait négliger une industrie en crise, où la demande, après avoir progressé faiblement de 3 % par an,

depuis 1975, a baissé brutalement de 10 %, en francs constants l'année dernière. Cette chute, qui a déjà entraîné de nombreux départs de bilan pour de petites firmes, telle Mako, et, au premier semestre, une baisse de moitié des bénéfices de Majorette, le premier fabricant français.

Les Français se devaient de réagir d'autant plus vite que les Américains et les Japonais, en ouvrant la voie, sont devenus de dangereux concurrents. Cette année, les vainqueurs au palmarès du jouet sont les robots transformables, créatures de Bandai ou de M.B., filiale française de l'Américain Hasbro. Le risque est que l'industrie hexagonale soit condamnée aux miettes laissées par les fabricants américains et japonais, qui, à l'origine des droits dérivés, se réservent les meilleurs produits, c'est-à-dire pour reprendre l'initiative que des compagnies françaises se sont lancées dans la production d'émissions pour enfants.

Mais avec quelles difficultés ! Des lenteurs ont retardé la diffusion des « Mondes engloutis » jusqu'à octobre, ce qui a limité l'impact de la série sur les ventes de Noël. Trop tard pour aider au redressement de la CEJ, qui accumulait les pertes.

Avant l'expérience des *Mondes engloutis*, une première série, les « Viratopars », avait été lancée, coproduite par un groupement de trois fabricants de jouets, Ajena, Vulli et Mako, (cette dernière par ailleurs en règlement judiciaire depuis octobre 1984) associés à la société de production Belokapi. Mais, diffusée de janvier à septembre 1985, la série a eu un faible succès, et n'a pas entraîné les ventes.

Il faut dire que l'industrie française à la structure émaillée, est peu préparée à ce genre d'opérations. Les onze plus grosses sociétés ont un chiffre d'affaires compris entre 100 et 300 millions de francs seulement.

Pour réussir à maîtriser le jouet dérivé, les investissements sont très lourds. Au coût de la coproduction s'ajoute celui de l'indispensable campagne de publicité. Et la formule conduit à cumuler deux risques : à celui de n'avoir pas conçu le jouet qui plaise, se superpose les problèmes de rentabilité propre des émissions pour enfants produites en France.

Certains continuent pourtant d'y croire. Ainsi Orli Jouet a pris, en avril 1985, une participation dans « 4-D », une société d'exploitation de licences, qui vient d'annoncer la coproduction prochaine d'une série télévisée sur « Pif ».

Mais l'industrie française en général se méfie de ces grands mou-

vements, perçus comme autant de phénomènes de mode, aux risques élevés et aux profits éphémères. Qui oserait, encore, offrir Goldorak à ses enfants ? Les fabricants ont été échaudés par la chute soudaine de la demande de jouets électroniques, qui, selon la Fédération professionnelle, a expliqué la moitié de la baisse de la consommation de jouets l'année dernière.

On assiste à un retour des pompes et des peluches cette année, estime M. Ansaldi, délégué général du syndicat des jouets. Grâce à une spécialisation dans le jouet classique, « BCBG », l'industrie française, avec une production de 5 milliards de francs, peut rester au quatrième rang mondial, derrière les États-Unis, le Japon et la République fédérale d'Allemagne fédérale, selon M. Ansaldi.

Peut-être, mais cette spécialisation se révèle bien insuffisante à endiguer les flux d'importations étrangères, surtout d'Italie et d'Asie. La France achète près de trois fois plus de jouets à l'étranger qu'elle n'en exporte. Ce qui laisse un découvert, dans sa balance commerciale, de près de 2 milliards de francs cette année.

DOMINIK BAROUCHE

ENTREPRISES

Complexes négociations Olivetti-CGE

Le groupe CGE négocie avec Olivetti pour essayer de conclure un accord dans le secteur de la machine à écrire électronique. Loin d'être le « grand accord » dans la bureautique, promis par la CGE en 1983, il s'agit d'une (petite) participation du groupe nationalisé français à la construction par Olivetti d'une usine européenne de machines à écrire portables. La société italienne entend lutter contre les importations croissantes d'Asie du Sud-Est dans ce secteur, mais il y a encore beaucoup de problèmes non résolus, notamment l'adoption par la CEE d'éventuelles mesures de protection douanière. En échange, la CGE revendrait à M. de Benedetti, et non à ATT, une (également petite) partie des 6,9 % des actions d'Olivetti qu'elle détenait depuis 1983.

Image-Ordinateur (dessins animés) devrait déposer son bilan

La société Image-Ordinateur, créée en 1983 à Angoulême, dans le cadre du plan Image lancé par le ministère de la culture « a de grandes chances » de déposer son bilan en janvier prochain, selon son directeur de la production, M. Beatiem. L'entreprise n'aurait pas reçu les aides promises par les pouvoirs publics pour promouvoir l'industrie française du dessin animé.

Texaco et Pennzoil négocient un arrangement à l'amiable

Texaco, troisième compagnie pétrolière américaine, a été condamnée à verser une amende de 11,1 milliards de dollars à Pennzoil pour avoir, par des moyens irréguliers, pris le contrôle d'une autre entreprise, Getty Oil. Les négociations engagées constituent la première tentative sérieuse des deux sociétés pour arriver à un compromis acceptable. Texaco, qui se déclare incapable de payer dans l'immédiat la caution exigée pour aller en appel — équivalent à la totalité de l'amende — connaît d'ores et déjà des difficultés de trésorerie depuis le jugement, et a dû réaménager une partie de sa dette à court terme avec un groupe de banques. Pennzoil, de son côté, n'a pas intérêt, s'il veut récupérer sa créance, à voir le géant pétrolier s'effondrer ou se placer, comme il en a menacé, sous la protection de la loi sur les faillites, et a donc également tout à gagner d'un arrangement à l'amiable.

P. and O. prend une participation dans European Ferries (Townsend Thoresen)

La principale compagnie maritime britannique Peninsular and Oriental (P. and O.) vient d'acquiescer pour 36 millions de livres une participation d'un peu plus de 10 % dans la société European Ferries, qui, outre les services maritimes trans-Manche exploités sous le pavillon Townsend Thoresen de car-ferries, possède diverses propriétés immobilières, portuaires, etc. Cette opération est considérée dans les milieux boursiers comme la prélude à une offre publique d'achat sur l'ensemble de la compagnie. Elle assure au président de P. and O., Sir Jeffrey Sterling, grand spécialiste des OPA, une représentation au siège de European Ferries. — (AFP.)

Midcon se défend contre une OPA

Midcon Corp., l'une des plus importantes sociétés américaines d'exploitation de gazoducs, qui fait l'objet depuis une semaine (le Monde du 19 décembre 1985) d'une OPA de la part de deux compagnies spécialisées dans l'énergie, Wagner et Brown et Fraseport-McMoran, offre de racheter 10 millions de ses actions ordinaires pour empêcher la réalisation de cette opération. Midcon propose de payer 75 dollars par action pour récupérer jusqu'à 10 millions d'actions, soit 24 % de son capital, alors que les deux prétendants offrent 62,5 dollars par action, pour s'approprier 41,5 millions d'actions.

PHILIPPINES

● **Demande de nouveau moratoire.** — Le Fonds monétaire international a approuvé le programme de redressement économique philippin et donne son feu vert au versement de la troisième tranche d'un crédit « stand by » de 610 millions de dollars, a annoncé, le 21 décembre, le président Ferdinand Marcos, à Manille. Outre cette troisième tranche, d'un montant de 210 millions de dollars, l'approbation du plan d'assainissement par le FMI devrait débloquent le versement de 175 millions de dollars sur un prêt global de 925 millions accordé aux Philippines par les banques occidentales. Désormais, les négociations

de Manille sur l'étalement de 5,8 milliards de dollars d'échéances garanties ou non par les gouvernements devraient pouvoir reprendre sur de nouvelles bases. L'attribution, annoncée le 23 décembre, d'un crédit japonais de 245 millions de dollars en est la première illustration. Mais, dans un premier temps, le chef du gouvernement et ministre des finances philippin, M. Cesar Virata, a indiqué que son pays allait demander un nouveau moratoire de quatre-vingt-dix jours sur les échéances du 6 janvier. La dette extérieure globale est évaluée à 25,5 milliards de dollars.

ÉTRANGER

Au Japon

Nouveau budget d'austérité

De notre correspondant

Tokyo. — Le gouvernement japonais n'abandonne pas sa politique d'austérité en matière budgétaire. Pour la quatrième année consécutive, il a approuvé, le lundi 23 décembre, un projet de budget pour l'exercice 1986, qui va d'avril 1986 à mars 1987. Ce projet témoigne du souci des pouvoirs publics de remédier à un déficit des finances publiques qui a atteint un niveau record.

Le texte sera formellement adopté par le gouvernement en fin de semaine après avoir été examiné par les différents ministères. Mais la pratique veut qu'il ne soit guère modifié au cours des négociations entre le ministère des finances et les autres administrations.

Le budget s'élève à 54 088 milliards de yens (soit environ 267 milliards de dollars), ce qui représente une augmentation de 3 % par rapport à l'exercice qui s'achève. Mais le service de la dette (11 210 milliards de yens, soit près de 56 milliards de dollars) enregistre, lui, une augmentation de 10,7 %, dépassant pour la première fois les 20 % (20,9 %) du montant total du budget. Le service de la dette ne sera pas entièrement assuré par les nouvelles émissions de bons d'État (10950 milliards de yens), ce qui réduit la marge de manœuvre du gouvernement.

Dans la plupart des cas, les dépenses ont été limitées au niveau antérieur en 1985, excepté pour la défense et l'aide au développement. Le ministère des finances a prévu une augmentation de 5,1 % du budget de la défense (3297 milliards de yens, soit 16,2 milliards de dollars), ce qui représente 0,97 % du PNB. L'agence de défense demandait une augmentation de 7 % qu'elle juge nécessaire pour la mise en œuvre de son programme sur cinq ans. Le budget de l'aide au développement a également été augmenté (+5,3 %) et s'élève à 612 milliards de yens, soit 3 milliards de dollars. Le ministère des affaires étrangères demandait une augmentation de l'ordre de 10 %.

En ce qui concerne les recettes, le ministère des finances estime qu'elles s'élèveront à 40560 milliards de yens, soit 200 milliards de dollars. Prévoyant une diminution des revenus, qui pourrait atteindre

1000 milliards de yens en raison du ralentissement de l'activité économique due à la revalorisation du yen, le ministère des finances a institué une nouvelle taxe sur les tabacs, qui devrait permettre de dégager 120 milliards de yens de recettes supplémentaires. Cette somme sera affectée au service des prêts aux administrations locales.

Un tel budget n'est pas de nature à stimuler l'économie. Le programme des investissements et des prêts gouvernementaux devrait pallier cette carence. Il s'élève à 21753 milliards de yens, soit 95 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation de 4,3 % par rapport à l'année budgétaire 1985. Ce programme de subventions n'est pas financé par des impôts ou par des taxes mais par des emprunts sur les comptes d'épargne postale.

Les deux principaux éléments de ce programme sont constitués par les crédits à la construction (3 883 milliards de yens, soit près de 19 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation de 10 %) et une aide de 41,2 milliards aux PME en difficulté (200 millions de dollars), en raison de la hausse du yen.

Le budget 1986 est symptomatique de l'impasse dans laquelle se trouve le Japon en matière de finances publiques. Selon le *Nihon Keizai* (journal économique), « ce budget démontre qu'un redressement des finances publiques qui n'est pas accompagné d'une réforme du système fiscal est totalement irréaliste ». Le quotidien, qui reflète l'opinion des milieux d'affaires, écrit que, malgré une augmentation de près de 30 % des recettes dues à l'impôt au cours de ces quatre dernières années, les dépenses publiques ont stagné, étant donnée la charge toujours plus lourde du service de la dette.

Le budget et le programme de subventions qui l'accompagne ne permettent pas de penser que l'objectif de croissance pour l'année budgétaire 1986, annoncé au début de cette semaine par l'agence de planification, sera atteint. Les instituts de recherches privés estiment que la prévision officielle de croissance (+4,2 %) est trop optimiste. La Banque industrielle du Japon prévoit, par exemple, une croissance de 1,8 %. L'OCDE est moins pessimiste, prévoyant 3,5 %.

PHILIPPE PONS.

En Belgique

La monnaie dans la zone rouge du SME

Un accès de faiblesse du franc belge perturbe le système monétaire européen (SME) depuis une quinzaine de jours, contraignant les banques centrales, notamment en France, à soutenir cette monnaie. Cet accès a d'autant plus surpris que le gouvernement poursuit une politique de rigueur. Mais est-ce suffisant ?

De notre correspondant

Bruxelles. — Un gouvernement exceptionnellement stable — les élections du 13 octobre ont confirmé la coalition entre sociaux-chrétiens et libéraux — au pouvoir depuis fin 1981 — une inflation maîtrisée à 4,01 % pour 1985, soit dans la bonne moyenne de la Communauté européenne ; une balance des paiements courants présentant un solde positif de 25 milliards de francs belges contre un déficit de 6 milliards en 1984 ; un équilibre, même s'il reste un des plus élevés d'Europe, en voie de diminution... Apparemment, la cure d'austérité drastique que subit la Belgique depuis le début de 1982 a porté ses fruits.

Fruits amers souvent. Ainsi, le revenu d'un chef de famille de deux enfants aurait, selon le conseil central de l'économie, diminué de 15 % en quatre ans. Et il n'est point question de relâcher l'effort : l'accord intervenu après les élections entre les deux partis au pouvoir est très clair : les Belges n'en ont pas fini avec l'austérité.

Une politique économique apparemment aussi « sérieuse » devrait rassurer les milieux financiers internationaux, et le franc belge devrait être à l'abri de toute spéculation. C'est pourtant le contraire qui se produit, puisque cette devise flirte, depuis quinze jours, avec la zone rouge du système monétaire européen. Les mesures prises vendredi dernier par la Banque nationale (notam-

ment un relèvement du taux d'escompte de 8,6 % à 9,75 %) pourraient endiguer la spéculation, de même que la fermeté des déclarations du ministre des finances, M. Mark Eyskens.

La question reste toutefois posée : pourquoi ce manque de confiance dans la monnaie belge et, partant, dans l'économie du royaume... ? Certains mettent en avant le niveau « sud américain » atteint par la dette extérieure du pays, qui, en 1985, dépassera le volume global du produit national brut. Le déficit des finances publiques devrait atteindre 11 % du PNB en 1985, alors que l'objectif du gouvernement était de le ramener à 9,5 %. Là n'est peut-être pas l'essentiel.

La lourdeur des structures industrielles du pays est sans doute plus inquiétante. Alors que la sidérurgie wallonne, en dépit d'efforts financiers considérables, présente de nouveaux signes inquiétants de faiblesse, les charbonnages flamands, qui ont déjà coûté très cher, auront besoin en 1986 de beaucoup d'argent frais pour survivre. Déjà se profile le muretage, classique entre les deux communautés du pays, qui est une des causes du déficit si grave des finances publiques : tant pour la Wallonie, tant pour les Flamands.

Autre détail : malgré quelques beaux succès, l'industrie belge, contrainte d'exporter, ne s'est pas suffisamment diversifiée pour attacher avec succès le marché mondial. Si elle veut faire face à la demande de produits de base, elle souffre tragiquement d'un manque de biens d'équipement à exporter. Si la politique d'austérité a rétabli la compétitivité des entreprises, elle n'a pas encore entraîné celle-ci à accomplir l'effort nécessaire d'investissement et de modernisation.

JOSÉ FRALON.

ouet
avisuelle

FINANCES

La ruée des entreprises sur le papier commercial

II : Canada : un système sophistiqué

De l'autre côté de la frontière des Grands Lacs avec les États-Unis, le marché du papier commercial (le *Commercial Paper*) est, comme au Canada, un système sophistiqué qui permet aux entreprises de trouver sur ce marché 20 % des capitaux à court terme dont elles ont besoin, sans recourir aux prêts bancaires. Un fermement de concurrence - limité à 12 milliards de dollars - pour les cinq grandes banques qui cotifient le système financier canadien.

De notre envoyé spécial

Toronto. - À une heure d'avion de New-York, où la déreglementation bancaire bat son plein, le capital financier du Canada fait figure de province bien sage. À croire que les deux failles retentissantes qui ont fait la « une » des journaux locaux au cœur de l'été, celle de la Northern Bank (in *Monde* du 25 octobre), ont fortement contribué à calmer les ardeurs ultra-libérales que manifestent de temps en temps Toronto, trop souvent fasciné par l'activité fébrile de Chicago, de l'autre côté des Grands Lacs.

Spécialiste du marché financier, pour le compte du cabinet local Arthur Andersen, M. Rich Babayak en convient bien volontiers. « À la suite de ces deux incidents, le processus de dérégulation qui s'annonçait au Canada a été sérieusement freiné », précise-t-il à l'attention d'une délégation française de la Banque du bâtiment et des travaux publics (BTP) venue étudier la réforme des marchés des capitaux nord-américains et le développement de nouveaux instruments financiers.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE CANADIEN

	Milliards de dollars
Bons de Trésor	62
Bons à court terme	20
Obligations provinciales	5,5
Effets bancaires négociables	9
Acceptations bancaires	19
Papier commercial	12
Total	127,5

Largement influencé par l'exemple des États-Unis, le timide mouvement de déréglementation amorcé au Canada était d'autant plus compréhensible que le système bancaire local, considéré encore comme l'un des plus sûrs du monde, reste très concentré. À elles seules, les cinq grandes banques (Banque royale du Canada, Banque de Montréal, Banque canadienne impériale de commerce, Banque Toronto Dominion et Banque de la Nouvelle-Écosse), qui emploient 140 000 personnes à travers un réseau de 700 agences, ont la haute main sur quelque 85 % du marché.

On comprend, dans ces conditions, que les entreprises aient cherché à échapper à cette emprise, tout au moins pour une partie des ressources à court terme dont elles ont besoin, notamment comme fonds de roulement. Il suffisait, là aussi, d'adapter, avec quelques années de retard, l'exemple américain pour créer au Canada le deuxième marché mondial du papier commercial, un système dont la France s'est également inspirée lorsqu'elle a décidé d'offrir aux grandes sociétés des instruments de financement à meilleur marché sous la forme de billets de trésorerie d'une durée de dix jours à six mois et d'un montant minimum de 5 millions de francs.

Après celui des États-Unis, le marché canadien du papier commercial est l'un des plus sophistiqués du monde, affirme M. Marshall Stearns, l'un des représentants de la Dominion Securities Pitfield Ltd la plus grande firme de courtage

de l'Ontario. - L'OPEP a décidé d'avancer d'un mois une semaine la réunion prévue initialement le 20 janvier à Vienne du comité spécial ministériel chargé de définir une nouvelle stratégie de l'Organisation afin de défendre sa part du marché. Ce comité comprend le Venezuela, l'Indonésie, le Koweït, les Émirats arabes unis et l'Irak. Les experts se réuniront le 7 janvier et les ministres membres de ce comité le 15.

opérant dans ce pays. « Le marché financier canadien existe depuis une cinquantaine d'années, et il représente actuellement quelque 130 milliards de dollars (un dollar canadien = 5,50 F), et, d'ailleurs, le papier commercial créé à la même époque s'est imposé comme un mode privilégié de financement à court terme. Aujourd'hui, les 120 émetteurs qui se partagent le marché s'y procurent 15 % à 20 % de leurs besoins de financement de cette nature pour un montant global de 20 milliards de dollars.

En général, tel ou telle grande société émet des billets de 5 millions à 25 millions de dollars d'une durée de trente à quarante jours. Ces périodes d'émission sont une simple recommandation du marché, et les emprunts sont généralement reconduits sans problème », assure-t-il. Le principal avantage que les entreprises canadiennes trouvent dans ce système, auquel elles n'ont accès que les grandes entreprises, à la condition de disposer d'une solide assise financière, est naturellement l'écart de taux avec les concours bancaires classiques, écart qui peut atteindre 1,25 % pour les meilleurs signataires.

La qualité de ces signatures va permettre d'établir une cotation des entreprises (le « rating ») et par là même un accès au prêt qui peut varier de 1/8 à 1/2 point selon les émetteurs, variation en apparence

minime, mais qui peut se révéler fort coûteuse pour l'emprunteur compte tenu des sommes en jeu. Ce travail de vérification régulière de la santé des entreprises de renom ayant accès au papier commercial, est effectué par des organismes spécialisés. Les homologues canadiens des célèbres Moody's et Standard & Poor's américains sont deux agences locales, la Dominion Bond Rating Services et la Canadian Bond Rating Services, qui assurent ce type de service moyennant 5 000 à 7 000 dollars pour la première cotation (le « rating » initial) et 3 500 dollars par an ultérieurement pour réévaluer périodiquement cette note.

La crédibilité dans la qualité de l'émission reste l'un des piliers essentiels d'un système qui repose sur la confiance, et Marshall Stearns a placé cet élément en tête de sa liste des cinq emplacements garantissant le succès d'un marché de papier commercial :

• Être assuré que ces billets à ordre ne constituent pas un investissement plus risqué que d'autres pour les portefeuilles des investisseurs institutionnels (d'où l'importance accordée aux agences de « rating » et à la ligne de crédit de substitution (« back up line ») mise en place par les banques) ;

• Disposer d'un écart sensible entre le taux d'intérêt bancaire et celui du marché financier ;

• Persuader les investisseurs d'acheter le papier offert pour diversifier leur portefeuille ou améliorer son rendement ;

• Ne pas être handicapé par une réglementation trop contraignante et par la nécessité d'émettre des documents trop coûteux ;

• Convaincre les émetteurs qu'ils peuvent effectivement se passer de leur banquier pour trouver une partie de leurs ressources. L'attitude de ce partenaire privilégié - le banquier - ne semble pas poser trop de problèmes. « Depuis que ce marché existe, et cela fait maintenant plus d'une génération, nous n'avons pas encore constaté un seul exemple où les relations avec la banque ont pu être affectées par la décision d'une entreprise d'émettre du papier commercial, et donc de créer une certaine forme de concurrence. Au contraire, c'est une démarche qui contribue à aiguillonner un peu le banquier, et, croyez-moi, il a bien compris le message... », conclut ce spécialiste.

SERGE MARTI

Prochain article :

France : 20 milliards de francs à la clé

M. Michel Prada est nommé directeur du Budget

M. Michel Prada, inspecteur des finances, a été nommé directeur du budget au cours du conseil des ministres du mardi 23 décembre. Il remplace à ce poste M. Jean Choussat, nommé le même jour directeur de l'Assistance publique à Paris.

Agé de quarante-cinq ans, M. Michel Prada était depuis mars 1978 directeur de la comptabilité publique. Ancien élève de l'ENA (1964-1966), M. Prada a fait pratiquement toute sa carrière à la Comptabilité publique.

M. JEAN CHOUSSAT, NOUVEAU DIRECTEUR DE L'AP A PARIS

Un homme qui savait dire non

L'homme qui va prendre en main les destinées de l'Assistance publique aura été un personnage-clé de la légistique qui s'achève. Personnage-clé parce qu'il aura largement contribué au changement de cap opéré en 1982 : à partir de cette date, le gouvernement Mauroy abandonnera peu à peu la politique de relance à tout va prônée en mai 1981. Jean Choussat fut ainsi l'homme de l'austérité, des coupes budgétaires et des économies. Son départ du ministère de l'économie et des finances est le symbole d'une époque qui s'achève. Les difficultés rencontrées par le gouvernement pour le remplacer et le choix finalement opéré marquent une hésitation profonde sur la tactique que le pouvoir choisira de mener avant et après les élections de mars 1986.

Le printemps 1981 voit arriver au pouvoir des hommes qui manquent cruellement d'expérience gouvernementale. Lacuna inexcusable mais lourde de conséquence parce que les socialistes sont, hélas, de convictions et persuadés de détenir la solution du problème français. Ce problème, c'est le chômage. La solution, c'est la croissance économique. On choisit donc de relancer l'activité en augmentant la dépense publique. Tout le reste devrait suivre.

Sur cette tactique qui se révélera catastrophique, tout le monde est d'accord : le président de la République, M. Pierre Mauroy et M. Laurent Fabius, alors ministre du budget, qui trouve même qu'on n'en fait pas assez et peste contre les prudenances de M. Jacques Delors. Les chiffres annoncés pour 1982 sont pourtant farfelus avec progression des dépenses publiques de quelque 27 % et l'embauche de 60 000 fonctionnaires s'ajoutant aux 55 000 déjà embauchés durant l'été 1981.

Un homme ne cède pas à l'enthousiasme collectif. Courageusement - on a vite fait de se faire remettre en place quand, à cette époque, on émet quelques doutes - patiemment, Jean Choussat, qui avait en charge la direction de la santé et des hôpitaux avant d'entrer en octobre 1981 à l'élysee, raconte, explique, démontre. Sans beaucoup de succès d'abord. Surprise : son premier allié va être le chancelier Schmidt qui, en octobre 1981, n'accepte de réévaluer le deutsche-mark pour arranger le franc qu'à condition de recevoir quelques garanties de sérieux sur la politique qui sera menée. Le marché n'est pas très agréable puisqu'il met nettement en cause notre indépendance, mais il arrange M. Delors et fournit indubitablement des arguments à M. Choussat.

En 1981, plusieurs séminaires de réflexion ont lieu pour socialistes troubles. Ces séminaires associent membres du gouvernement, conseillers de l'Élysée, de Matignon et des finances, membres du PS. Se dégage l'idée que l'État n'a peut-être pas la

possibilité - malgré tous ses moyens - de décider à lui seul de la croissance économique et qu'il a trop voulu forcer les feux au risque de déséquilibrer durablement les comptes publics avec tous les risques d'inflation que cela implique.

M. Choussat voit l'eau arriver à son moulin. La deuxième dévaluation du franc en juin 1982 lui permet de faire passer l'idée qu'il est possible de supprimer des dépenses, de faire des économies. Des déficits d'annulation sont publiés en juillet puis en octobre 1982, qui concernent 7 milliards de francs de crédits de paiement et 22 milliards de francs de programmes de dépenses.

« L'honneur des socialistes »

L'énormité de ces annulations fait hurler beaucoup de ministres, spécialement celui de la défense, l'un des plus touchés. Mais M. Choussat des lors va pousser ses pions les uns après les autres. On n'embauchera plus de fonctionnaires - leur nombre diminuera même un peu depuis deux ans - et les dépenses de l'État vont progressivement se ralentir jusqu'à ne plus augmenter du tout.

Le directeur du budget a une idée forte, presque une idée fixe : démontrer que le secteur public peut se soucier de productivité comme le secteur privé. Il nous confie un jour : « Ce sera l'honneur des socialistes d'avoir démontré que l'administration peut elle aussi être efficace, et j'aurai été l'homme de cette démonstration ».

Mais les erreurs du début de la législature pèsent lourd. Le budget de l'État est une énorme chose, tellement chargée, tellement inerte qu'une politique de relance comme celle menée en 1981 déroute ses effets - quoi qu'on fasse - pendant des années. Choussat le sait et tente de limiter les dégâts pour sauver les apparences, des apparences qui comptent sur le plan international. Il va donc débouffler c'est-à-dire reporter sur d'autres organismes publics ou semi publics des charges que l'État assumait jusqu'à présent. C'est une politique habile mais qui comporte des risques, comme on le voit maintenant : plus personne ne sait très bien ce qu'est réellement le déficit de l'État, un déficit éparpillé, satellisé dans le nébuleux public.

Obscurité d'autant plus lourde de conséquences que de nombreuses charges ont été reportées à plus tard : en 1980 par exemple, les intérêts de la dette publique - qui n'ont pas augmenté - augmentent brusquement de presque 25 milliards de francs. Pourquoi ? Parce qu'à partir de 1984, l'État, pour financer son déficit, a émis des obligations d'un genre spécial - les ORI - dont les intérêts ne sont payables qu'à terme, c'est-à-dire au bout de six ans. Une sorte d'héritage.

Malgré toutes les économies faites - qui sont réelles, - malgré toutes les manœuvres de débudgét-

setion et de report, le déficit du budget de l'État continue, année après année, de dépasser les limites fixées par le président de la République lui-même. Preuve que les dédoublages provoqués en 1981 sont profonds et difficiles à corriger.

M. Choussat avait un secret espoir : que la reprise de la croissance économique en France apporte à l'État un supplément de recettes fiscales, des recettes qui réduiraient sans décision dramatique - le déficit budgétaire. Une façon confortable de remettre les choses en place.

En 1985 l'amélioration de la conjoncture gonflait très sensiblement les rentrées du TVA. Jean Choussat laisse-t-il à Michel Prada une situation meilleure - ou plutôt moins mauvaise - qu'il n'y paraît ?

ALAIN VERNHOLLES.

AGRICULTURE

SYNDICATS PAYSANS CONTRE SYNDICATS OUVRIERS

La grève des chauffeurs d'Alsace-Lait désamorcée

De notre correspondant

Strasbourg. - Quelque 400 agriculteurs, à l'appel de la FDSEA du Bas-Rhin et du Centre départemental des jeunes agriculteurs, ont empêché un mouvement de grève des chauffeurs de leur coopérative laitière, dans la nuit du 22 au 23 décembre. Réunis à 2 heures du matin devant les locaux tout neufs des installations d'Alsace-Lait à Hoerd (Bas-Rhin), ils ont menacé de prendre le volant pour assurer eux-mêmes la collecte et la distribution des produits laitiers des 2 200 producteurs de leur zone.

Le conflit a été déclenché à Alsace-Lait, qui collecte chaque jour quelque 325 000 litres de lait dans le Bas-Rhin, à la suite de sanctions contre 4 des 120 chauffeurs de la coopérative. Il semble que des écarts étonnants entre des fiches de livraison et leurs doubles aient abouti à plusieurs milliers de francs d'impayés. La direction d'Alsace-Lait a demandé aux chauffeurs impliqués de rembourser ces sommes.

« C'est un véritable racket contre plusieurs salariés », rétorque le syndicat CGT, le plus important de l'entreprise. « Un salarié a dû payer 2 000 F pour garder son emploi », s'indigne M. Jean-Luc Bindel, représentant les syndicats CGT de l'agro-alimentaire dans le département. Le mouvement de grève a donc été décidé pour le lundi 23 par la CGT et la CFDT.

Mobilisés la veille, les militants du CDJA et de la FDSEA ont monté un dispositif parallèle de collecte et de distribution. De

jeunes agriculteurs titulaires du permis poids lourds, accompagnés de cadres d'Alsace-Lait, devaient assurer les acheminements. « Nous ne sommes pas des briseurs de grève », juge M. André Wicker, secrétaire général de la FDSEA, mais nous avons voulu préserver l'outil de travail. « Nous ne produisons pas du lait pour le jeter aux égouts, d'autant plus que la distribution des 23 et 24 décembre conditionne parfoi les marchés de janvier », ajoute M. Michel Debes, secrétaire général du CDJA.

Dans la nuit, les deux groupes sont restés face à face deux heures environ. Au terme de négociations délicates, chauffeurs, direction et syndicats agricoles ont trouvé un accord : les quatre syndicats - agricoles et ouvriers - paieront les factures en question, mais la répartition de telles erreurs sera dorénavant considérée comme une faute lourde pouvant entraîner un licenciement. Le travail a repris normalement.

La colère des agriculteurs a sans doute été amplifiée par la situation de la coopérative Alsace-Lait, « leur bien commun » : elle vient de démentager sa flotte de camions de Strasbourg à Hoerd - « sans problèmes avec les syndicats », précise le président de la coopérative, M. Marcel Heydmann, dans des installations nouvelles qu'elle a presque totalement autofinancées. Par ailleurs, la coopérative s'est retirée du groupement Est-Lait, contrairement à ses voisins, et craint un accroissement de la concurrence.

JACQUES FORTIER.

FAITS ET CHIFFRES

Etranger

ESPAGNE

• Aggravation du chômage. - Le chômage s'est encore aggravé en Espagne, pour atteindre en novembre 20,5 % de la population active, soit 2,53 millions de personnes, indique le gouvernement espagnol. Au cours des onze premiers mois de cette année, le nombre des chômeurs a progressé de 122 967 personnes, un rythme plus lent que durant la période correspondante de 1984 (+ 248 911).


ÉTATS-UNIS

• Hausse de 0,5 % des revenus en novembre. - Le revenu personnel des Américains a progressé de 0,6 % en novembre et, après impôt, de 0,5 %, annonce le département du commerce. Pour leur part, leurs dépenses de consommation ont augmenté de 0,9 %. Cette dernière progression fait suite à une chute de

1,4 % en octobre de la consommation, la plus importante depuis mai 1980, illustrant la faiblesse des achats de voitures neuves après deux mois de ventes gonflées par d'importants rabais consentis par les constructeurs. Le département du commerce indique également que le taux d'épargne s'est à nouveau contracté en novembre à 4,2 % du revenu disponible, contre 4,5 % en octobre.

SUISSE

• Léger ralentissement de la croissance. - Le produit intérieur brut suisse a progressé de 3,2 % durant le troisième trimestre de 1985 contre 3,4 % durant le trimestre précédent, annonce l'Office fédéral des statistiques. Les investissements sont restés dynamiques, en hausse de 11,9 % durant le troisième trimestre contre 12,3 % durant le deuxième, mais les exportations se sont ralenties, progressant de 7,7 % contre 15,5 %.



ALGERIE - الجزائر

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES CHIMIQUES ET PÉTROCHIMIQUES
ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX PUITS

AVIS D'APPEL A LA CONCURRENCE OUVERT NATIONAL ET INTERNATIONAL
N° 810 IK/MEC

L'Entreprise nationale des Travaux aux Puits lance un avis d'appel à la concurrence ouvert National et International pour la fourniture du matériel suivant :

Lot n° 01 - Pièces de rechange pour moteurs CATERPILLAR
Lot n° 02 - Pièces de rechange pour boîtes de vitesse ALLISON

Les soumissionnaires intéressés par cet avis d'appel peuvent retirer le cahier des charges contre paiement d'une somme de 400,00 Dinars Algériens à l'adresse suivante :

Entreprise nationale des Travaux aux Puits - 16, route de Meftah Oued/Smar EL-HARRACH - ALGER - ALGÉRIE - Direction approvisionnement, à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions établies en cinq (05) exemplaires devront parvenir sous double pli cacheté et recommandé au secrétariat de la Direction approvisionnement à l'adresse sus-indiquée.

L'enveloppe extérieure strictement anonyme, sans-entête, portera la mention « Avis d'Appel à la concurrence ouvert National et International » n° 810 IK/MEC « Confidentiel à ne pas ouvrir ».

Les soumissions devront parvenir au plus tard 45 jours après la parution de cet avis d'appel.

Le délai d'option sera de 180 jours à la date de la clôture de cet avis d'appel à la concurrence.

صكرا من الامم

SOCIAL

UN PREMIER ACCORD SUR LA SÉCURITÉ À LA RATP

La CGT aux usagers : « Excusez-nous ! »

La direction de la RATP et les syndicats ont parvenu, le lundi 23 décembre, à un premier accord sur la sécurité, qui prévoit notamment une modification des conditions de travail des agents de la RATP, lors de leur départ. Les deux parties sont convenues de fixer un calendrier de négociations jusqu'à la fin du mois de janvier et sont tombées d'accord pour suspendre jusqu'à la fin de ces discussions une note datant du mois d'août dernier qui stipulait que le conducteur doit commander la fermeture des portes « sans tenir compte des mouvements résiduels de voyageurs », c'est à dire des personnes qui tentent de monter ou de quitter les rames au dernier moment.

Ces dispositions d'août dernier, contestées par l'ensemble des agents de conduite, concernent un problème qui est à l'origine de l'accident mortel survenu ce 20 novembre 1984 sur la ligne du RER à Torcy (Seine-et-Marne) et qui a abouti à une condamnation en justice du conducteur, entraînant la grève du 20 décembre. Selon M. Baston, du syndicat autonome, les dispositions antérieures « permettent de tenir compte des mouvements résiduels de voyageurs avant de commander la fermeture des portes ». M. Pierre Fauveux, directeur du réseau ferré de la Région, a précisé qu'une campagne allait être engagée dans les prochains mois pour obtenir des usagers « une certaine discipline ».

La CGT a édité un tract intitulé : « Excusez-nous ! », après la grève du 20 décembre. « Oui, excusez-nous, indique ce texte, pour les perturbations subies le vendredi 20 décembre... Mais votre sécurité est une question bien trop importante pour être traitée à la légère ». Signé par l'union syndicale CGT de la RATP, la fédération CGT des transports et l'union régionale CGT d'Ile-de-France, ce tract poursuit : « Nous avons refusé qu'un des nôtres soit condamné pour avoir scrupuleusement fait son travail. Nous refusons qu'il supporte les conséquences de la politique d'insécurité menée à la RATP. Depuis des mois, nous faisons des propositions d'amélioration de la sécurité. Et depuis des mois, la direction refuse d'en discuter. Nous avons arrêté notre travail parce qu'aucun d'entre nous ne veut être demain un « assassin en puissance ». Ni « brutes » ni « preneurs d'otages », nous avons le souci de la sécurité et du service public. (...) L'un des nôtres était tenu pour responsable ! En faisant appel avec lui devant les tribunaux, la direction de la RATP reconnaît que sa responsabilité est engagée. Aucune négociation n'était envisagée ! Nous avons obtenu qu'elle s'ouvre. Elle a lieu aujourd'hui et porte sur la sécurité des transports. De tout cela, les médias n'ont rien dit. Ils ont tenté de nous opposer les uns aux autres. Grâce à notre action, grâce à notre sang-froid et votre calme, la direction de la RATP a dû céder. »

Résidus

C'est le cadeau de Noël des syndicats de la RATP aux Parisiens : promesses, jurés, il n'y aura pas de grève du métro et du RER d'ici... à la fin de l'année 1985. Faudra-t-il les en remercier ?

Depuis le 20 décembre, le fameux vendredi noir, qui fit de la capitale un enfer, pour cause de thrombose, la plus grande prise d'otages en France depuis la grève des routiers en 1984, depuis ce fameux vendredi les esprits ont évolué. Un triplé complet peut être fait :

1) Les usagers ont fait comprendre, à l'occasion de discussions houleuses, d'échanges peu agréables, que le seuil de l'intolérable avait été franchi. Et que le service public n'est pas la propriété de ses agents, mais aussi de ceux qui l'utilisent tranquillement pour leur plaisir... ;

2) Les conducteurs ont prouvé qu'une catégorie minoritaire de travailleurs peut paralyser toute la région parisienne, et qu'une cause minuscule (un conducteur sanctionné) peut avoir des effets disproportionnés sur l'ensemble de la vie sociale. Ils ont, a contrario, démontré que le service public des transports est socialement stratégique, vital, comme la circulation du sang de la collectivité.

3) Au terme des négociations syndicales-direction, il a été décidé qu'au départ des trains on tairait de nouveau compte de ce qu'un euphémisme administratif appelle des « flux résiduels de voyageurs ». Par résidus il faut entendre les retardés, ceux qui tentent de pénétrer dans les wagons alors que le gros de la troupe est déjà monté... Nous sommes tous, un jour ou l'autre, à « flux résiduel », cette catégorie dont on apprend qu'elle était, jusqu'à cette négociation, quantifiée négligeable, et que les conducteurs n'avaient pas à s'en soucier.

Au total, le bilan de cette grève surprise peut se résumer ainsi : conducteurs, voyageurs et direction ont compris que les transports publics étaient plus qu'utiles, indispensables, et qu'il fallait tenir compte de la sécurité des voyageurs. Quelle découverte ! Maintenant c'est clair pour tout le monde. Et, on l'espère, pour longtemps. Br. F.

RELÈVEMENT DU PLAFOND DE LA SÉCURITÉ SOCIALE...

Le salaire plafond de la Sécurité sociale, qui sert de base aux cotisations de vieillesse et d'allocation familiales, ainsi qu'au calcul de certaines prestations, doit être porté à 9 220 F par mois au 1^{er} janvier 1986, contre 9 060 F depuis le 1^{er} juillet dernier. L'augmentation est de 1,77 % par rapport à juillet 1985 et de 5,6 % par rapport au 1^{er} janvier 1985. Au 1^{er} juillet 1986, le plafond doit être porté à 9 480 F, soit une nouvelle hausse de 2,8 %. Pour l'ensemble de l'année 1986, l'augmentation en masse sera de 5,12 %, soit 1,5 point de plus que l'évolution prévue des salaires au moyen terme annuel.

...ET DU MINIMUM VIEILLESSE

Le montant des avantages de base de vieillesse (allocation aux vieux travailleurs salariés, pension minimum de vieillesse, pension minimum de réversion) doit être porté de 12 990 F à 13 160 F par an pour une personne seule au 1^{er} janvier 1986, soit une augmentation de 1,31 %. Le montant maximum de l'allocation supplémentaire de Fonds national de solidarité doit être relevé dans les mêmes proportions, passant de 17 480 F à 17 710 F. Le montant annuel total du « minimum vieillesse » est ainsi porté de 30 470 F à 30 870 F. Des projets de décrets ont été soumis le mercredi 18 décembre au conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance vieillesse.

L'État, les syndicats et les licenciements

(Suite de la première page.)

2) S'agissant des licenciements collectifs, l'affaire est plus complexe. Fort justement, la loi Chirac de 1975 a voulu que l'entreprise fasse le maximum pour que les choses se passent le moins mal possible : elle est tenue de constituer un comité d'entreprise, pour avis, un plan social dont l'administration appréciera la qualité avant d'accorder les autorisations demandées. Généralement, la conclusion d'un contrat FNE, dans le cadre duquel les plus âgés pourront être mis en préretraite, est une pièce essentielle de ce plan.

C'est vrai qu'un tel système peut être lourd si l'entreprise a trop tardé. C'est vrai aussi que divers accords collectifs ont souvent démenté le processus, accords que le patronat n'a cependant jamais voulu dénoncer... mais à moins d'admettre que l'on peut rejeter des travailleurs comme on jette des mouchoirs au papiers, à moins d'admettre que l'épreuve de force constitue un mode de règlement des conflits satisfaisant, les solutions retenues par la loi de 1975 sont peut-être les moins mauvaises. D'abord, elles incitent indirectement les entreprises à pratiquer une gestion prévisionnelle du personnel aussi réfléchie que possible ; ensuite, si la réduction des effectifs est devenue inévitable, l'intervention de l'administration, quels que soient ses inconvénients, est là pour garantir à un personnel traumatisé que le maximum est fait, de

diverses façons, pour limiter les dégâts. Si on l'élimine ou si on la cantonne à un simple contrôle, sans intérêt, du respect de la procédure, qui vérifiera la sériaux du plan social ? Les prudhommes ? Ce n'est vraiment pas leur rôle ! Des commissions paritaires dépourvues de tout pouvoir ? Qui d'autre ?

Pour sortir de l'impasse, Jacques Chirac a récemment évoqué deux directions.

Première direction, les licenciements devraient faire l'objet d'accords au niveau de l'entreprise (2). Parfait ! Je souhaite bien du plaisir au chef d'entreprise qui tentera une négociation sur des licenciements avec ses délégués syndicaux ou son comité d'entreprise !

Deuxième direction, l'autorisation administrative resterait nécessaire lorsque l'aide de l'Etat serait réclamée (3). On se demande alors par quel miracle ces fonctionnaires « qui ne connaissent strictement rien aux problèmes de l'entreprise » deviendraient compétents, aux deux sens du mot ! D'autre part, va-t-on réellement refuser vocation au bénéfice d'un contrat FNE ou d'actions de formation et de recyclage aux salariés licenciés par les

entreprises qui ont préféré « dégraisser » en toute liberté ? Une telle pénalisation, incompréhensible, ne serait qu'encouragement à l'épreuve de force !

3) Enfin, dernière observation très générale : qu'il s'agisse de licenciements individuels ou collectifs, la suppression de l'autorisation fera sauter le verrou interdisant aux intéressés et à leurs représentants divers de contester le bien-fondé de ces renvois devant les tribunaux judiciaires. Ces contentieux, qui seront très nombreux, voire systématiques, contraindront les entreprises à étaler leurs comptes, leurs problèmes financiers, leurs difficultés diverses, leurs projets : on pourra même assister à de surprenantes batailles d'experts...

Ce débâcle publique est-il souhaitable ? Est-il réellement préférable au dialogue actuel avec l'administration, nettement plus discret ? On me permettra d'en douter.

J.-J. DUPEYROUX.

(2) « Il y a des accords d'entreprise, c'est à ce niveau que doivent se faire les accords sur les licenciements », débat Chirac-Fabius.
(3) Discours aux premières Assises du travail, 10 novembre 1985.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



SEMA-METRA, dans le cadre de sa stratégie de développement, vient de conclure un important accord avec JEUMONT-SCHNEIDER. SEMA-METRA va acquérir le fonds de commerce et l'ensemble des moyens de la CERCI - filiale de JEUMONT-SCHNEIDER spécialisée dans l'ingénierie de systèmes informatiques industriels. Le chiffre d'affaires de la CERCI, en 1985, sera de 220 millions de francs H.T. pour un effectif de 400 personnes. La société du groupe SEMA-METRA recevant ce fonds de commerce conservera le nom de CERCI et continuera le cœur des activités de SEMA-METRA en ingénierie de systèmes d'informatique industrielle. La cession sera effective au 1^{er} janvier 1986. Par cet accord, SEMA-METRA devient l'un des plus importants groupes européens en informatique technique. Afin de renforcer cette alliance, JEUMONT-SCHNEIDER vient de prendre une participation de 5 % dans le capital de SEMA-METRA.

Un projet de solidarité-emploi

Demandeur aux Français de continuer à verser 1 % de leur revenu imposable, prélevé antérieurement au titre de contribution à la Sécurité sociale, pour aider des chômeurs à créer leur entreprise, tel est l'objectif de l'association Solidarité-Emploi (1) qui vient de lancer une campagne.

« La moyenne des salaires étant de 6 000 F par mois, nous demandons aux souscripteurs de verser 60 F par mois à l'association », explique M^{me} Simone Scaria-Finelli, l'une des responsables de Solidarité-Emploi. Ces fonds seront versés à des comités locaux qui choisiront les projets à aider. Les créateurs d'entreprise devront obligatoirement être chômeurs et créer des emplois dans le secteur social. « Les TUC ont fait apparaître des besoins nou-

veaux dans ce secteur sans permettre de pérenniser des emplois ».

L'association s'est fixée pour objectif d'intéresser cinq mille souscripteurs en 1986, c'est-à-dire de réunir 3 millions de francs, ce qui lui permettrait d'aider cinquante projets. Les fonds versés seront gérés par des comités locaux mais 25 % de ces sommes seront prélevées pour financer un fonds de préqualification destiné à des projets provenant de régions n'ayant pas de comité.

Solidarité-Emploi met actuellement en place des réseaux locaux où se retrouvent associations, boutiques de gestion, syndicats, comités de chômeurs, etc.

M.-C. R.

(1) 32, rue Traversière, 75012 Paris. Tél. : 43-41-37-05.

Compagnie Nationale du Rhône

Emprunt décembre 1985 700 000 000 F

140 000 obligations de 5 000 F nominal

Prix d'émission : 98,60 %, soit 4 930 F par obligation.

Date de jouissance et de règlement : 6 janvier 1986.

Taux d'intérêt annuel : 11 %

Taux de rendement actuariel brut au 6 janvier 1985 : 11,24 %

Durée : 10 ans.

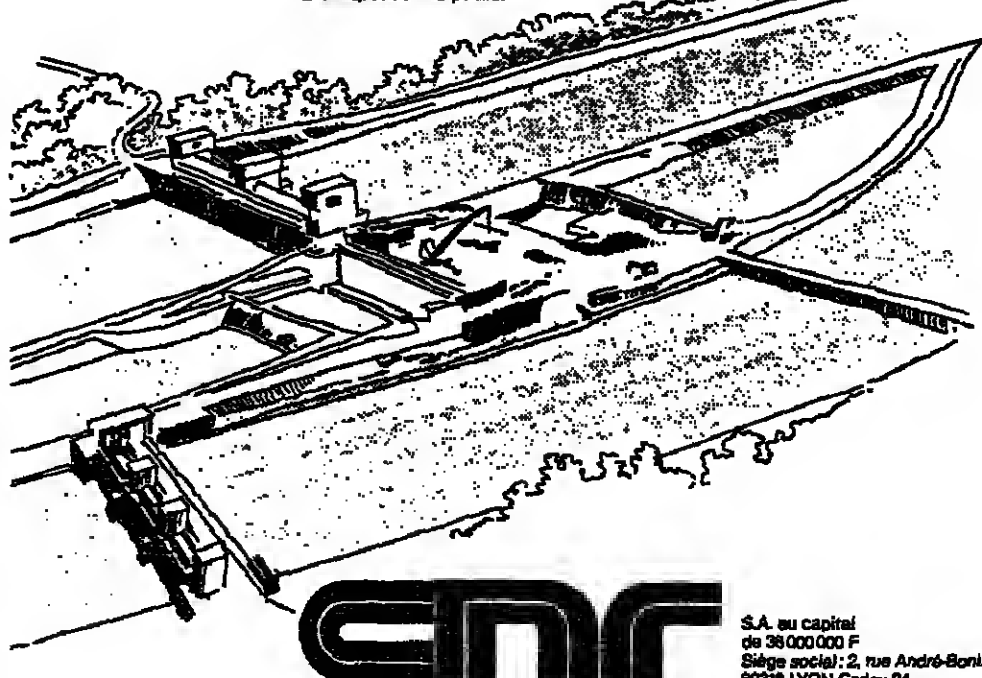
Amortissement : au pair, en totalité le 6 janvier 1996

sauf rachats en Bourse.

Cotation : à la cote officielle (Bourse de Lyon).


BALD du 23 décembre 1985.

Une note d'information qui a reçu le visa CQB n° 85-420 en date du 18 décembre 1985 est tenue gratuitement à la disposition du public.



Des fleuves au service des Hommes et de l'Economie

Cette annonce annule et remplace l'avis d'appel d'offres N° 7152 paru dans le Monde du 20 décembre daté 21 (page 31) et du 21 décembre daté 22/23 (page 13).



ALGERIE - الجزائر

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES CHIMIQUES ET PÉTROCHIMIQUES
ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX PUIITS

AVIS D'APPEL A LA CONCURRENCE

OUVERT N° 7152/1 J/MEC.

L'Entreprise nationale des travaux aux Puits lance un avis d'appel à la concurrence ouvert national et international pour la fourniture du matériel suivant :

- Pièces de rechange pour GRUES BANTAM.

Les soumissionnaires intéressés par cet avis d'appel peuvent retirer le cahier des charges contre paiement d'une somme de 400,00 DA à l'adresse suivante :

ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX PUIITS - 16, ROUTE DE MEFTAH - OUED SMAR EL HARRACH - ALGER/ALGERIE - DIRECTION DES APPROVISIONNEMENTS à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions établies en cinq (05) exemplaires devront parvenir sous double pli cacheté et recommandé au secrétariat de la Direction Approvisionnement à l'adresse sus-indiquée.

L'enveloppe extérieure strictement anonyme, sans entête, portera la mention « APPEL A LA CONCURRENCE NATIONAL ET INTERNATIONAL - N° 7152/1 J/MEC - CONFIDENTIEL A NE PAS OUVRIR ».

Les soumissions devront parvenir au plus tard 45 jours après la première parution de cet avis d'appel.

Le délai d'option sera de 180 jours à la date de clôture de cet appel à la concurrence.

cncsp/alger

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

23 décembre

Un démarrage exceptionnel

Pour la première séance de la semaine et du nouveau mois boursier, le marché a démarré à un rythme particulièrement rapide, avec un gain moyen de 2,5 %, les cotations de six valeurs ayant dû être retardées en raison de l'abondance de la demande.

Le secteur le plus favorisé a été celui du bâtiment, avec Lafarge (+3,5 % au plus haut). Deux autres secteurs ont pris, Colas, Colas. Hausse appréciable, aussi, pour Nord-Est (+8 %, toujours des rumeurs d'O.P.A.), UCB, Moulinex, Schneider, Pernod, Source Ferrière. La Lyonnaise des eaux a continué sur sa lancée, gagnant encore près de 5 %.

Aux pétroles, Total a progressé de 5 %, tandis que ELF-Aquitaine perdait 1 %, se singularisant donc un peu.

Autres repères : il y en a - ceux de Motron, Leroy-Somer, Saint-Louis Bouchon, CIT-Alcatel.

Les acheteurs étrangers sont toujours présents, mais on a noté beaucoup de petits ordres de clients particuliers, attirés par la hausse prolongée du marché.

L'optimisme continue donc à régner sur la place de Paris, avec des volumes de transactions très importants.

En ce qui concerne le projet d'O.P.A. sur la Providence S.A., annoncé par M. Baber, PDG de Paribas, la COB ne le déclarera recevable qu'après le dépôt officiel de celui de la Compagnie du Midi.

Sur le marché de l'or, le lingot a gagné 700 F, à 81 300 F, le napoléon s'ajustant à 9 F, à 524 F. A Londres, le métal fin s'est établi à 325,71 dollars contre 323,55 dollars le vendredi précédent.

AUTOUR DE LA CORBEILLE

MATIF-CHAMBRE DE COMPENSATION - La chambre de compensation du futur marché à terme d'instruments financiers (MATIF), qui doit voir le jour au début de l'année prochaine à la Bourse de Paris, a été officiellement créée sous le nom de Chambre de compensation des instruments financiers de Paris (CICIF), dont la présidence est assurée par M. Gérard de la Martinière. Celui-ci a été élu président de la commission de surveillance des opérations de Bourse (COB). Le capital de cet organisme, dont le but est de tenir la comptabilité de ce nouveau marché et de garantir les transactions, a été fixé à 60 millions de francs, précisée la COB. Il se décompose en 20 millions de francs apportés par la Compagnie des agents de

NEW-YORK

Forte baisse

La semaine s'est ouverte à Wall Street sous une note très lourde. Sur des ventes bénéficiaires, le marché a brutalement décliné. Cependant, il a réussi à repasser une bonne partie du terrain perdu, et, à la clôture, l'indice des industrielles, au moment de la fin de la séance, s'est établi à 1 528,72, soit à 14,22 points en dessous de son niveau précédent.

Le bilan de la journée a été bien réévalué, car 1 187 ne sont pas des ventes, mais des achats et 382 n'ont pas été vendus.

Autour du « Big Board », les spécialistes ne se disaient pas surpris par ce virage à 180 degrés. « Après huit semaines de hausse ininterrompue, le marché était trop pour une réaction technique », disait l'un d'entre eux. Toutefois, un professionnel analysait la situation de façon différente. « Bien des investisseurs, expliquait-il, ont pris leurs bénéfices, étant bien convaincus que la progression des cours est due à la pression des achats à brève échéance ».

Dès lors, les ventes ont pesé de tout leur poids sur le marché. Force est cependant de reconnaître que la baisse s'est faite dans le vide, comme en témoigne la faiblesse de l'activité, avec 107,37 millions de titres échangés, contre 170,27 millions vendredi.

VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture
Alcoa	38 7/8	38 7/8
A.T.T.	25 1/8	24 7/8
Boeing	38 1/2	38 1/2
Chrysler	38 1/2	38 1/2
Dow Chemical	38 1/2	38 1/2
Eastman Kodak	38 1/2	38 1/2
Exxon	38 1/2	38 1/2
General Motors	38 1/2	38 1/2
IBM	38 1/2	38 1/2
Johnson & Johnson	38 1/2	38 1/2
McDonald's	38 1/2	38 1/2
Merck & Co.	38 1/2	38 1/2
Microsoft	38 1/2	38 1/2
Motorola	38 1/2	38 1/2
Oracle	38 1/2	38 1/2
Rockwell International	38 1/2	38 1/2
Sony	38 1/2	38 1/2
Spacelabs	38 1/2	38 1/2
Texas Instruments	38 1/2	38 1/2
United Technologies	38 1/2	38 1/2
Walt Disney	38 1/2	38 1/2
Xerox	38 1/2	38 1/2

change, l'Association française des banquiers - AFB - et son homologues des établissements de crédit - AFEC, enfin, seize groupes d'assurances français ou étrangers, privés ou publics. Les administrateurs de la COBIF, élus pour trois ans, sont MM. Alain Ferri, agent de change, Gilbert Dupont, agent de change, Christian Prieux, agent de change, Bruno Gizard, secrétaire général adjoint de la Chambre syndicale des agents de change, Patrick Duverger, directeur à la Société générale, Dominique Hoern, directeur à Paribas, Jean-Pierre Lefebvre, directeur à la BNP, Jacques Ponsard, directeur au Crédit agricole, Michel Berthoin, directeur à l'UAP, Henri Desseignes, directeur au groupe AXA, François Simonnet, directeur aux AGF et Gérard de la Martinière, inspecteur des finances, M. Serge Ahrin, membre de la Commission de coopération des marchés financiers, représente le gouvernement.

FERMETURE DE MARCHÉS.

Les marchés des pays suivants ont été fermés le 25 décembre : États-Unis, Royaume-Uni, France, Allemagne fédérale, Pays-Bas, Belgique, Espagne, Australie, Afrique du Sud, Scandinavie, Hongkong. En revanche, les places nipponnes fonctionneront normalement. Le jeudi 26 décembre, les marchés du Royaume-Uni, d'Allemagne fédérale, de Belgique, d'Afrique du Sud, de Hongkong, de Scandinavie et des Pays-Bas seront clos.

BOURSE DE PARIS

Comptant 23 DECEMBRE

VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture	VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture
5 %	30 57	0 88	Forces Armées	338	340
5 %	31 20	4 48	Forces Armées	338	340
5 %	31 20	4 48	Forces Armées	338	340
5 %	31 20	4 48	Forces Armées	338	340
5 %	31 20	4 48	Forces Armées	338	340
5 %	31 20	4 48	Forces Armées	338	340
5 %	31 20	4 48	Forces Armées	338	340
5 %	31 20	4 48	Forces Armées	338	340
5 %	31 20	4 48	Forces Armées	338	340
5 %	31 20	4 48	Forces Armées	338	340

VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture	VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture
Alcoa	38 7/8	38 7/8	Alcoa	38 7/8	38 7/8
A.T.T.	25 1/8	24 7/8	A.T.T.	25 1/8	24 7/8
Boeing	38 1/2	38 1/2	Boeing	38 1/2	38 1/2
Chrysler	38 1/2	38 1/2	Chrysler	38 1/2	38 1/2
Dow Chemical	38 1/2	38 1/2	Dow Chemical	38 1/2	38 1/2
Eastman Kodak	38 1/2	38 1/2	Eastman Kodak	38 1/2	38 1/2
Exxon	38 1/2	38 1/2	Exxon	38 1/2	38 1/2
General Motors	38 1/2	38 1/2	General Motors	38 1/2	38 1/2
IBM	38 1/2	38 1/2	IBM	38 1/2	38 1/2
Johnson & Johnson	38 1/2	38 1/2	Johnson & Johnson	38 1/2	38 1/2
McDonald's	38 1/2	38 1/2	McDonald's	38 1/2	38 1/2
Merck & Co.	38 1/2	38 1/2	Merck & Co.	38 1/2	38 1/2
Microsoft	38 1/2	38 1/2	Microsoft	38 1/2	38 1/2
Motorola	38 1/2	38 1/2	Motorola	38 1/2	38 1/2
Oracle	38 1/2	38 1/2	Oracle	38 1/2	38 1/2
Rockwell International	38 1/2	38 1/2	Rockwell International	38 1/2	38 1/2
Sony	38 1/2	38 1/2	Sony	38 1/2	38 1/2
Spacelabs	38 1/2	38 1/2	Spacelabs	38 1/2	38 1/2
Texas Instruments	38 1/2	38 1/2	Texas Instruments	38 1/2	38 1/2
United Technologies	38 1/2	38 1/2	United Technologies	38 1/2	38 1/2
Walt Disney	38 1/2	38 1/2	Walt Disney	38 1/2	38 1/2
Xerox	38 1/2	38 1/2	Xerox	38 1/2	38 1/2

VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture	VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture
Alcoa	38 7/8	38 7/8	Alcoa	38 7/8	38 7/8
A.T.T.	25 1/8	24 7/8	A.T.T.	25 1/8	24 7/8
Boeing	38 1/2	38 1/2	Boeing	38 1/2	38 1/2
Chrysler	38 1/2	38 1/2	Chrysler	38 1/2	38 1/2
Dow Chemical	38 1/2	38 1/2	Dow Chemical	38 1/2	38 1/2
Eastman Kodak	38 1/2	38 1/2	Eastman Kodak	38 1/2	38 1/2
Exxon	38 1/2	38 1/2	Exxon	38 1/2	38 1/2
General Motors	38 1/2	38 1/2	General Motors	38 1/2	38 1/2
IBM	38 1/2	38 1/2	IBM	38 1/2	38 1/2
Johnson & Johnson	38 1/2	38 1/2	Johnson & Johnson	38 1/2	38 1/2
McDonald's	38 1/2	38 1/2	McDonald's	38 1/2	38 1/2
Merck & Co.	38 1/2	38 1/2	Merck & Co.	38 1/2	38 1/2
Microsoft	38 1/2	38 1/2	Microsoft	38 1/2	38 1/2
Motorola	38 1/2	38 1/2	Motorola	38 1/2	38 1/2
Oracle	38 1/2	38 1/2	Oracle	38 1/2	38 1/2
Rockwell International	38 1/2	38 1/2	Rockwell International	38 1/2	38 1/2
Sony	38 1/2	38 1/2	Sony	38 1/2	38 1/2
Spacelabs	38 1/2	38 1/2	Spacelabs	38 1/2	38 1/2
Texas Instruments	38 1/2	38 1/2	Texas Instruments	38 1/2	38 1/2
United Technologies	38 1/2	38 1/2	United Technologies	38 1/2	38 1/2
Walt Disney	38 1/2	38 1/2	Walt Disney	38 1/2	38 1/2
Xerox	38 1/2	38 1/2	Xerox	38 1/2	38 1/2

VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture	VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture
Alcoa	38 7/8	38 7/8	Alcoa	38 7/8	38 7/8
A.T.T.	25 1/8	24 7/8	A.T.T.	25 1/8	24 7/8
Boeing	38 1/2	38 1/2	Boeing	38 1/2	38 1/2
Chrysler	38 1/2	38 1/2	Chrysler	38 1/2	38 1/2
Dow Chemical	38 1/2	38 1/2	Dow Chemical	38 1/2	38 1/2
Eastman Kodak	38 1/2	38 1/2	Eastman Kodak	38 1/2	38 1/2
Exxon	38 1/2	38 1/2	Exxon	38 1/2	38 1/2
General Motors	38 1/2	38 1/2	General Motors	38 1/2	38 1/2
IBM	38 1/2	38 1/2	IBM	38 1/2	38 1/2
Johnson & Johnson	38 1/2	38 1/2	Johnson & Johnson	38 1/2	38 1/2
McDonald's	38 1/2	38 1/2	McDonald's	38 1/2	38 1/2
Merck & Co.	38 1/2	38 1/2	Merck & Co.	38 1/2	38 1/2
Microsoft	38 1/2	38 1/2	Microsoft	38 1/2	38 1/2
Motorola	38 1/2	38 1/2	Motorola	38 1/2	38 1/2
Oracle	38 1/2	38 1/2	Oracle	38 1/2	38 1/2
Rockwell International	38 1/2	38 1/2	Rockwell International	38 1/2	38 1/2
Sony	38 1/2	38 1/2	Sony	38 1/2	38 1/2
Spacelabs	38 1/2	38 1/2	Spacelabs	38 1/2	38 1/2
Texas Instruments	38 1/2	38 1/2	Texas Instruments	38 1/2	38 1/2
United Technologies	38 1/2	38 1/2	United Technologies	38 1/2	38 1/2
Walt Disney	38 1/2	38 1/2	Walt Disney	38 1/2	38 1/2
Xerox	38 1/2	38 1/2	Xerox	38 1/2	38 1/2

VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture	VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture
Alcoa	38 7/8	38 7/8	Alcoa	38 7/8	38 7/8
A.T.T.	25 1/8	24 7/8	A.T.T.	25 1/8	24 7/8
Boeing	38 1/2	38 1/2	Boeing	38 1/2	38 1/2
Chrysler	38 1/2	38 1/2	Chrysler	38 1/2	38 1/2
Dow Chemical	38 1/2	38 1/2	Dow Chemical	38 1/2	38 1/2
Eastman Kodak	38 1/2	38 1/2	Eastman Kodak	38 1/2	38 1/2
Exxon	38 1/2	38 1/2	Exxon	38 1/2	38 1/2
General Motors	38 1/2	38 1/2	General Motors	38 1/2	38 1/2
IBM	38 1/2	38 1/2	IBM	38 1/2	38 1/2
Johnson & Johnson	38 1/2	38 1/2	Johnson & Johnson	38 1/2	38 1/2
McDonald's	38 1/2	38 1/2	McDonald's	38 1/2	38 1/2
Merck & Co.	38 1/2	38 1/2	Merck & Co.	38 1/2	38 1/2
Microsoft	38 1/2	38 1/2	Microsoft	38 1/2	38 1/2
Motorola	38 1/2	38 1/2	Motorola	38 1/2	38 1/2
Oracle	38 1/2	38 1/2	Oracle	38 1/2	38 1/2
Rockwell International	38 1/2	38 1/2	Rockwell International	38 1/2	38 1/2
Sony	38 1/2	38 1/2	Sony	38 1/2	38 1/2
Spacelabs	38 1/2	38 1/2	Spacelabs	38 1/2	38 1/2
Texas Instruments	38 1/2	38 1/2	Texas Instruments	38 1/2	38 1/2
United Technologies	38 1/2	38 1/2	United Technologies	38 1/2	38 1/2
Walt Disney	38 1/2	38 1/2	Walt Disney	38 1/2	38 1/2
Xerox	38 1/2	38 1/2	Xerox	38 1/2	38 1/2

VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture	VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture
Alcoa	38 7/8	38 7/8	Alcoa	38 7/8	38 7/8
A.T.T.	25 1/8	24 7/8	A.T.T.	25 1/8	24 7/8
Boeing	38 1/2	38 1/2	Boeing	38 1/2	38 1/2
Chrysler	38 1/2	38 1/2	Chrysler	38 1/2	38 1/2
Dow Chemical	38 1/2	38 1/2	Dow Chemical	38 1/2	38 1/2
Eastman Kodak	38 1/2	38 1/2	Eastman Kodak	38 1/2	38 1/2
Exxon	38 1/2	38 1/2	Exxon	38 1/2	38 1/2
General Motors	38 1/2	38 1/2	General Motors	38 1/2	38 1/2
IBM	38 1/2	38 1/2	IBM	38 1/2	38 1/2
Johnson & Johnson	38 1/2	38 1/2	Johnson & Johnson	38 1/2	38 1/2
McDonald's	38 1/2	38 1/2	McDonald's	38 1/2	38 1/2
Merck & Co.	38 1/2	38 1/2	Merck & Co.	38 1/2	38 1/2
Microsoft	38 1/2	38 1/2	Microsoft	38 1/2	38 1/2
Motorola	38 1/2	38 1/2	Motorola	38 1/2	38 1/2
Oracle	38 1/2	38 1/2	Oracle	38 1/2	38 1/2
Rockwell International	38 1/2	38 1/2	Rockwell International	38 1/2	38 1/2
Sony	38 1/2	38 1/2	Sony	38 1/2	38 1/2
Spacelabs	38 1/2	38 1/2	Spacelabs	38 1/2	38 1/2
Texas Instruments	38 1/2	38 1/2	Texas Instruments	38 1/2	38 1/2
United Technologies	38 1/2	38 1/2	United Technologies	38 1/2	38 1/2
Walt Disney	38 1/2	38 1/2	Walt Disney	38 1/2	38 1/2
Xerox	38 1/2	38 1/2	Xerox	38 1/2	38 1/2

VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture	VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture
Alcoa	38 7/8	38 7/8	Alcoa	38 7/8	38 7/8
A.T.T.	25 1/8	24 7/8	A.T.T.	25 1/8	24 7/8
Boeing	38 1/2	38 1/2	Boeing	38 1/2	38 1/2
Chrysler	38 1/2	38 1/2	Chrysler	38 1/2	38 1/2
Dow Chemical	38 1/2	38 1/2	Dow Chemical	38 1/2	38 1/2
Eastman Kodak	38 1/2	38 1/2	Eastman Kodak	38 1/2	38 1/2
Exxon	38 1/2	38 1/2	Exxon	38 1/2	38 1/2
General Motors	38 1/2	38 1/2	General Motors	38 1/2	38 1/2
IBM	38 1/2	38 1/2	IBM	38 1/2	38 1/2
Johnson & Johnson	38 1/2	38 1/2	Johnson & Johnson	38 1/2	38 1/2
McDonald's	38 1/2	38 1/2	McDonald's	38 1/2	38 1/2
Merck & Co.	38 1/2	38 1/2	Merck & Co.	38 1/2	38 1/2
Microsoft	38 1/2	38 1/2	Microsoft	38 1/2	38 1/2
Motorola	38 1/2	38 1/2	Motorola	38 1/2	38 1/2
Oracle	38 1/2	38 1/2	Oracle	38 1/2	38 1/2
Rockwell International	38 1/2	38 1/2	Rockwell International	38 1/2	38 1/2
Sony	38 1/2	38 1/2	Sony	38 1/2	38 1/2
Spacelabs	38 1/2	38 1/2	Spacelabs	38 1/2	38 1/2
Texas Instruments	38 1/2	38 1/2	Texas Instruments	38 1/2	38 1/2
United Technologies	38 1/2	38 1/2	United Technologies	38 1/2	38 1/2
Walt Disney	38 1/2	38 1/2	Walt Disney	38 1/2	38 1/2
Xerox	38 1/2	38 1/2	Xerox	38 1/2	38 1/2

سنة من العمل

Le Monde

LA « COHABITATION » AU SEIN DU PR

Les barristes restent hostiles à « l'engagement » demandé aux futurs députés

Quelque soixante-dix candidats du Parti républicain aux législatives du 16 mars ont signé, le lundi 23 décembre, une déclaration dans laquelle ils promettent de respecter « les grandes orientations définies et les décisions prises dans le cadre des statuts par les instances nationales », de soumettre « à l'Assemblée nationale les propositions permettant d'appliquer l'accord UDF-RPR du 10 avril » et d'adhérer au groupe UDF de l'Assemblée nationale.

Le texte de cet engagement, proposé par M. François Léotard, secrétaire général du PR, ne prévoit plus « le soutien total et sans réserve à tout gouvernement issu d'une majorité UDF-RPR et que le PR soutiendrait ». Cette formule, qui figurait dans une précédente version, correspondait aux propos tenus par M. Michel d'Ornano le 15 décembre au « Grand Jury RTL-Le Monde ».

L'ancien ministre avait alors indiqué : « Je ne pourrais avoir sur ma liste quelqu'un qui envisagerait de ne pas soutenir le futur gouvernement ou d'attaquer celui-ci, ou encore qui ne défendrait pas telle ou telle loi prévue dans la plate-forme de gouvernement signée de tout le monde ».

L'éventualité d'une demande d'un engagement à soutenir un gouvernement de cohabitation a provoqué la fonde ouverte de dix-sept députés sortants sur les vingt-huit que compte le PR. A leurs yeux, un tel engagement est une contradiction avec l'interdiction du mandat impératif prévue dans la Constitution et le principe de liberté de vote reconnu au groupe UDF depuis 1978, et réaffirmé en septembre dernier lors des journées d'études parlementaires.

Pour M. François d'Aubert (barriste), la version de l'engagement signé lundi est « édulcorée » et marque un progrès par rapport au texte initial. Toutefois, le député de la Mayenne ne trouve pas dans ce mieux « la raison de le signer ». En outre, il relève que, au lendemain du 16 mars, le PR aura deux sortes de députés : ceux qui auront signé un engagement et d'autres qui ne l'auront pas fait.

En soumettant un texte moins impératif sur le soutien à un futur gouvernement, M. Léotard manifeste son souci de préserver la cohabitation entre barristes et non-barristes au PR. En demandant à ses candidats un engagement qui reste malgré tout formel, il répond au désir de ceux qui ne veulent pas être en reste sur le terrain de l'union avec le RPR, dont les candidats se sont déjà engagés par écrit.

INFLATION A 2 %, BAISSE DES IMPOTS CROISSANCE DU PNB...

Les Allemands voient - presque - la vie économique en rose

De notre correspondant

Bonn. — Ce n'est pas encore la vie en rose pour tous, comme en témoignent les chiffres du chômage, mais l'optimisme pour l'avenir a repris nettement le dessus en Allemagne fédérale. Malgré la rude concurrence de la finale de la Coupe Davis opposant la RFA et son héros national, Boris Becker, à la Suède, juste pendant le dernier week-end avant les fêtes, le commerce de fin d'année marchait bien. Les professionnels du tourisme se frottaient les mains : 49 % des Allemands de l'Ouest sont déjà décidés à partir cette année en vacances, contre 41 % seulement l'année dernière à la même époque. La Bourse a connu en 1985 une envolée spectaculaire (la première de l'indice de la Commerzbank). Il y a dans l'air une insouciance que l'on n'avait pas connue depuis longtemps de l'autre côté du Rhin.

La Bundesbank a confirmé dans son rapport mensuel de décembre un renforcement de la consommation intérieure, dont tous les experts annoncent depuis quelque temps le retour. Il y a tout lieu de s'attendre qu'elle jouera en 1986 un rôle déterminant, au côté de l'investissement des entreprises, pour assurer la consolidation de la reprise, même si l'exportation, après les nouveaux records de cette année s'essouffit un peu.

Les experts de la Banque centrale expliquent ce phénomène par le fait qu'une grande partie de la population est rassurée maintenant sur le sort de son emploi, ainsi que par la stabilisation de la valeur réelle du revenu. Si les hausses de salaires sont restées extrêmement modérées, l'inflation est tombée cette année à 2 % et devrait rester au même niveau en 1986. A ces éléments positifs devraient également s'ajouter l'effet bénéfique de la première phase de la réforme de la fiscalité qui entrera en vigueur à partir du 1^{er} juillet. Les contribuables paieront en 1986 11 milliards de moins d'impôts sur le revenu, soit un gain de 1 000 DM (300 francs environ) pour une famille d'ouvriers avec deux enfants (salaires moyens : 37 300 DM par an). Pour un célibataire sans enfant de la même catégorie, le gain ne sera que de 195 DM.

La croissance du PNB, qui a dépassé de plus de 3 % au troisième trimestre le niveau de 1984, devrait se poursuivre au même rythme en 1986. L'investissement des entreprises, après un démarrage décevant en début d'année, est depuis le printemps en plein essor. Il ne fait pas de doute qu'il se poursuivra en 1986.

selon la même tendance. Le sondage traditionnel de fin d'année de l'assemblée des chambres de commerce et d'industrie a confirmé les bonnes intentions des chefs d'entreprise. Après avoir investi dans la rationalisation et la modernisation de l'appareil de production (+ 13 % en 1985), on commence à s'agrandir. Les investissements dans ce secteur, qui ont stagné en 1985, devraient augmenter de 6 % en 1986. Le taux d'utilisation des capacités de production était en octobre de 85 % dans l'industrie. Les marges bénéficiaires se sont sensiblement accrues. Le rendement du capital industriel aussi. Il devrait atteindre, selon la Bundesbank, 11,5 % en 1985, soit un bon demi-point au-dessus du taux de l'année dernière.

On en arrive presque, dans ce panorama, à oublier les exportations, qui, profitant toujours d'un dollar fort, ont propulsé la balance commerciale vers de nouveaux records. Le surplus commercial de l'Allemagne fédérale, qui était de 58,3 milliards de deutschemarks pour les dix premiers mois de l'année 1985, devrait tourner autour de 75 milliards sur l'ensemble de 1985. La balance des paiements enregistrerait pendant la même période un solde positif de 27,4 milliards de deutschemarks, contre 8,3 milliards l'année précédente.

Le seul vrai point noir reste le bâtiment, qui a connu cette année encore une situation catastrophique. Sur cette base de départ, les professionnels s'attendent tout au plus à une légère reprise l'année prochaine. Il y a là la fois un problème conjoncturel mais aussi structurel qu'il sera difficile de surmonter. Le gouvernement fédéral et les Länder, dont le déficit budgétaire a été réduit de 46 à 40 milliards de DM entre 1984 et 1985, entendent poursuivre cette politique de consolidation budgétaire qui leur laisse peu de marge de manœuvre pour accroître des équipements publics déjà pléthoriques.

Le chômage s'en est à nouveau ressenti cette année. La création d'environ 250 000 emplois nouveaux dans l'industrie n'a pu compenser la crise du bâtiment et n'a pas été suffisante pour absorber les nouveaux venus sur le marché de l'emploi, notamment tous ceux auxquels la reprise est venue apporter un nouvel espoir. Le taux de chômage est resté en 1985 légèrement supérieur au record de l'année dernière, avec une moyenne mensuelle de 2,3 millions de chômeurs inscrits.

HENRI DE BRESSON.

J.M. WESTON

Les ventes spéciales annuelles de chaussures pour homme auront lieu les

lundi 6, mardi 7, mercredi 8 janvier.

en ses magasins.

114, Avenue des Champs-Élysées
98, Boulevard de Courcelles.
97, Avenue Victor-Hugo

Les soldes de chaussures pour femme auront lieu exclusivement

les mardi 14, mercredi 15 janvier.

98 Boulevard de Courcelles.

M. TAITTINGER SAISIT LA HAUTE AUTORITÉ

M. Pierre-Christian Taittinger, sénateur RI de Paris, a adressé une lettre à la Haute Autorité de la communication audiovisuelle à propos de « L'heure de vérité », du 18 décembre à laquelle participait M. Marie-France Garaud. Le vice-président du Sénat observe que d'autres têtes de liste pour les législatives à Paris, (M.M. Jospin, Le Pen et Toubon) ont été invitées à cette émission « en raison des fonctions qu'ils occupent dans des partis représentés au Parlement français ou européen ». Il ajoute que M. Garaud qui « ne répond à aucun de ces critères » pour bénéficier grâce à cette disposition d'une cote d'environ 30 % des télépectateurs parisiens, ce qui lui a permis de lancer sa campagne. M. Taittinger qui souhaite que les autres têtes de liste à Paris « bénéficient de la même possibilité », a envoyé une copie de sa lettre au Conseil constitutionnel dans la mesure où ce dernier sera, écrit-il, amené, en mars, « à se prononcer sur d'éventuels recours que ne manqueront pas de motiver les élus déséquilibrés dans l'information ».

LE RALLIEMENT DU GÉNÉRAL DJOGO AU GOUVERNEMENT TCHADIEN

Un « petit pas » de M. Hissène Habré

Un « accord de réconciliation » a été signé lundi 23 décembre à Libreville entre une délégation du gouvernement de N'Djamena, conduite par le ministre des affaires étrangères, M. Goussou Lassou, et le Front démocratique tchadien (FDT) du général Djibril Djogo. Il prévoit un « réajustement » du gouvernement et du Conseil national consultatif, la libération de « tous les prisonniers politiques » et la création d'une « commission permanente » chargée de veiller à l'application de l'accord et comprenant des « observateurs » gabonais.

Limité, en raison de la faible représentativité du FDT et de la perte d'influence du général Djogo, dans le sud du Tchad, cet accord, conclut sous l'égide du président gabonais, est cependant significatif de la volonté du président Hissène Habré de mener une diplomatie des « petits pas », consistant à rallier à sa cause, les uns après les autres, les divers groupements de l'opposition qui pris leurs distances à l'égard du GUNT de M. Goukouni Oueddei. Dans sa recherche d'un règlement du conflit tchadien, M. Habré a manifesté une plus confiance dans ce type d'accords que dans les

M. FIDEL CASTRO A ABANDONNÉ LE CIGARE

Il va fêter sa 80^{ème} : on ne verra plus M. Fidel Castro avec son légendaire cigare à la bouche. Le dirigeant de la révolution cubaine a, en effet, décidé d'arrêter de fumer. C'est en tout cas ce qu'il vient de déclarer dans une interview à la télévision brésilienne. « Je n'ai pas allumé un cigare depuis des mois », a-t-il déclaré.

En veine de confidences, M. Fidel Castro a ajouté : « J'étais arrosé, il y a 40 ans, par la conclusion que le dernier sacrifice que je devais faire pour le peuple cubain était de cesser de fumer. Si quelqu'un m'avait forcé à le faire, j'en aurais souffert ; mais comme je m'y suis contraint moi-même sans faire de promesses solennelles, cela a marché. Et cela ne m'a pas vraiment manqué jusqu'à présent ».

Agé aujourd'hui de cinquante-neuf ans, le dirigeant cubain a indiqué qu'il avait commencé à fumer à quatorze ou quinze ans, mais qu'il n'avait que récemment compris que la consommation intensive de cigares pouvait être préjudiciable à sa santé et à celle des autres. — (UPI).

Grand Prix de l'Académie française

LE ROMANCIER PATRICK BESSON SOUTIEN LE PCF

Une hirondelle ne fait pas le printemps, mais c'est quand même une bonne nouvelle pour le Parti communiste : Patrick Besson, écrivain jeune — vingt-neuf ans —, a été nommé Grand Prix de l'Académie française. L'Académie française lui a décerné son Grand Prix cette année, « vote communiste ».

« Provocation ? », lui demande-t-on dans le mensuel *Globe* du mois de décembre. « Sans doute un peu », répond-il. Il ajoute que s'il a, ainsi, fait connaître son intention de vote, c'est « aussi, pour montrer que le PCF n'est pas encore interdit par la loi ».

Classé par la critique parmi les « nouveaux écrivains » de la droite littéraire, Patrick Besson estime son monde en disant du Parti communiste : « Sur le plan de la politique internationale, c'est le parti français qui a la politique la plus saine, qui a les positions les moins agressives. Du point de vue de la politique intérieure, les choix du PC se rapprochent le plus des miens. Les communistes déploient leurs efforts pour les ouvriers et les petits employés. Ce sont bien les seuls. Enfin, j'ai été élu dans une municipalité communiste et la bibliothèque était super. C'est là que je suis devenu écrivain ».

Dans un entretien publié par l'Humanité du 5 novembre, le jeune romancier observait déjà : « On demande toujours des comptes aux communistes sur l'URSS. Ou sur le Cambodge, le Vietnam. Mais demandez-les des comptes aux gauchistes pour les ratonnades d'octobre 1961, aux socialistes pour la période de la guerre d'Algérie, à l'extrême gauche pour les gens fusillés pendant l'Occupation ? Et ça, ce sont les événements qui se sont passés chez nous ».

Le quotidien du PCF annonce la publication dans ses colonnes, le 25 décembre, d'un récit inédit de Patrick Besson. Le Père Noël n'oublie pas les communistes.

P.J.

résultats hypothétiques d'une nouvelle conférence de Brazzaville, réunissant, face à lui, toutes les tendances de l'opposition.

Intervenant après l'accord du 23 novembre par lequel le CAC-CDR (Comité central de la révolution) de M. Mahabir Sengupta Khatri avait fait allégeance à N'Djamena, le ralliement du général Djogo ne constitue pas une grande surprise. Il y a trois semaines, à Cotonou, le général Djogo, qui est également vice-président du CDR (la principale force politico-militaire de l'opposition), tout en affirmant contrôler la plupart des maquisards soudais (les « oodas ») — ce qui est peu vraisemblable — nous avait clairement laissé entendre qu'il souhaitait renouer le dialogue avec le président Hissène Habré, et avait critiqué l'attitude de M. Acheikh Ibn Omar, dirigeant du CDR, qui se refuse, lui, à la moindre concession.

Ce nouvel accord, qui, comme le précédent, permet à M. Habré d'étendre son influence dans un milieu des intellectuels tchadiens réfugiés à l'étranger (les deux mouvements ne disposent pas de relais militaires sur le terrain), sera critiqué par le GUNT, pour qui il s'agit de « manœuvres de l'impérialisme international ». De son côté, M. Omar Bongo, qui souhaite apparaître comme le principal artisan de la réconciliation tchadienne, marque un nouveau point, au détriment du président congolais, M. Sassou Nguesso, qui a été investi par l'OUA (Organisation de l'unité africaine) d'une mission de réconciliation entre les factions tchadiennes. Au moment, d'autre part, où le colonel Khadafi déclare vouloir traiter « sur le même pied d'égalité » M. Habré et M. Goukouni Oueddei (jusqu'à considéré comme le seul représentant légitime du peuple tchadien par Tripoli), le GUNT et le CDR apparaissent de plus en plus isolés, comme le souhaite N'Djamena.

L.Z.

Sur le vif

Petits cadeaux

J'ai des lecteurs, qu'est-ce qu'ils donnent ! Complètement ravagés ! Ils m'envoient de ces trucs pour mon petit Noël, j'en ai plein ma poche. Un livre, c'est une lettre très humble, très soumise, très reconnaissante : C'est un nouveau univers que tu me fais découvrir. — Je dis, — celui où la douleur devient le plus doux des plaisirs. Vous me direz : c'est pas bien méchant. Pour moi, non. Mais j'ai eu pis : une colique double. Avec un mot commémoratoire : Prière de la porter à même la peau pendant que tu tapes tes poches — oui, ils me trottent tous ces mecs-là, — comme ça, quand je les lire, j'y pense, et ce sera l'extase.

Attendez, c'est pas fini. Un hochet. Non, je vous jure ! D'ailleurs maintenant, chaque fois qu'il arrive un paquet, il se précipite, me copiant, à l'écarter. Ouvrez-le qu'on voit. Ou, un hochet, cadeau d'un grand enfant. Lui, il lit mes poches en suçant son pouce, entouré de petits pots banane-poire et carotte-haricots. Il porte un bavoir, des couches Pampers à

les préfère aux autres, je ne sais plus lesquelles, il me l'a dit, j'ai oublié et j'ai jamais pu récupérer sa bécotille. Elle circule dans la maison.

Et puis, là, ce matin, c'est autre chose. C'est un soldat. Un homme pas compliqué. Lui, il n'a pas besoin d'accessoires pour prendre son pied. Il lui suffit de regarder la dernière page du journal. Il ne me donne rien, il me demande simplement de lui faire la bise dans une de mes chroniques. Bonica, à la rigueur, je veux bien. Voilà, c'est fait.

CLAUDE SARRAUTE.

PROVOQUÉE PAR KASPAROV

Crise ouverte au sein de la Fédération internationale des échecs

Le mouvement de révolte lancé par Garry Kasparov contre le président philippin de la Fédération internationale des échecs, M. Florencio Campomanes, a pris, lundi à Amsterdam, une dimension collective et officielle qui le transforme en crise ouverte, une des plus graves qu'aient connues la FIDE depuis sa création.

Entouré des grands maîtres Jan Timman (Pays-Bas) et Raymond Keene (Grande-Bretagne), de M. Ralph Litman, le président suédois du Conseil de l'Union européenne des échecs, Kasparov a tenu une conférence de presse où il a une nouvelle fois réitéré de jouer le match revanche contre Kasparov, « une combi », selon lui, montée par M. Campomanes et l'ex-champion du monde.

Puis M. Litman a lu le texte du télégramme de l'Union adressé à Moscou pour demander à la Fédération soviétique des échecs de « faire tout ce qui est en son pouvoir pour s'assurer que le match retour aura lieu ». Le texte ajoute que « l'Union soviétique du monde n'a gardé pendant moins d'un an son titre avant de le défendre », que « la publicité en faveur des échecs pourrait être affectée par la tenue de trop nombreux matches entre deux mêmes joueurs » et enfin que la dernière assemblée générale de la FIDE

« Tentative d'assassinat du pape : effondrement de la « piste bulgare » ? — Le procureur Martin pourrait demander l'arrestation de preuves pour les trois Bulgares accusés de participation au complot visant à assassiner le pape Jean-Paul II, a-t-on appris le 23 décembre de source proche de la magistrature italienne. Deux des accusés bulgares, diplomates, ont pu regagner Sofia, qui refuse de les extraditer. Le troisième, Sergueï Antonov, est actuellement jugé à Rome avec Ali Agca et deux autres Turcs. Le procureur Martin devrait présenter ses conclusions le 10 janvier prochain. — (AFP, Reuters).

« Un broussard blessé en Nouvelle-Calédonie. — M. Michel Soury-Lavergne, un broussard européen, a été blessé par balle au cœur l'une rue avec deux Mélanésiens, le samedi 21 décembre, sur la propriété de sa famille à Wagap, près de Pôindimié, sur la côte est du territoire, a indiqué la gendarmerie. Le blessé, âgé de trente-quatre ans, a été atteint à l'abdomen, mais ses jours ne paraissent pas en danger, selon les médecins.

Les familles Soury-Lavergne, dont la terre est revendiquée par les indépendantistes de la région, avaient déjà été victimes d'attaques en juillet dernier. Le dossier concernant le meurtre d'un Français, en faveur de la redistribution des terres, en faveur des Mélanésiens, est en cours de traitement. Cet incident interrompait le calme quasi général qui durait depuis plusieurs semaines en Nouvelle-Calédonie.

Le numéro de « Monde » daté 24 décembre 1985 a été tiré à 434 964 exemplaires.

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15-91-77 + ISLM

NOËL - NOUVEL AN

Beau vêtement LEGRAND DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT

PRIX EXCEPTIONNELS avec la garantie d'un grand maître tailleur

PANTALONS 590 F COSTUMES ET PARDESSUS 1 750 F

MEASURE A partir de NOUVELLE COLLECTION

2000 pièces Lingerie draperies anglaises Fabrication traditionnelle

Boutique Femme TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX

sur mesure UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES Prêt-à-porter Homme

LEGRAND Tailleur 27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra Téléphone : 47-43-70-61

Du lundi au samedi de 10 h à 18 h.